



MASTER TOURISME

Parcours « TIC appliquées au Développement des Territoires Touristiques »

MÉMOIRE DE PREMIÈRE ANNÉE

Mesurer l'impact du tourisme équitable et solidaire

Présenté par :

Maëlys Bigot

Année universitaire : **2024 – 2025** Sous la direction de : **Philippe Godard**

MESURER L'IMPACT
DU TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE

L'ISTHIA de l'Université Toulouse - Jean Jaurès n'entend donner aucune approbation, ni improbation dans les projets tuteurés et mémoires de recherche. Les opinions qui y sont développées doivent être considérées comme propre à leur auteur(e).

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier Philippe Godard, directeur de ce mémoire, pour son accompagnement tout au long de ce travail, ainsi que pour ses conseils de lecture, toujours pertinents, qui m'ont permis d'élargir et d'approfondir ma réflexion.

Je remercie également Jacinthe Bessière et Sébastien Rayssac pour leurs enseignements méthodologiques, ainsi que l'ensemble des enseignants et intervenants du master Tourisme parcours TIC Appliquées au Développement des Territoires Touristiques (TIC ADTT), dont les apports théoriques ont nourri ma compréhension des enjeux liés au tourisme, aux territoires et à la transformation numérique.

Ma reconnaissance va tout particulièrement à Patrick Wassermann, directeur de l'association Rencontres au Bout du Monde et tuteur de mon alternance, pour sa confiance et la richesse de nos échanges tout au long de cette année. Merci également à l'ensemble des membres de l'association, pour leur accueil, leur engagement et leur disponibilité.

Enfin, je remercie mes proches, pour leur soutien indéfectible, leur patience et leur présence à mes côtés, dans les moments d'enthousiasme comme dans ceux de doute.

SOMMAIRE

INTRODUCTION GÉNÉRALE	6
PARTIE 1 : LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE ET SES ENJEUX.....	8
INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE	9
CHAPITRE 1 : HISTORIQUE ET CONTEXTE DU TOURISME EQUITABLE ET SOLIDAIRE	10
CHAPITRE 2 : UNE DEFINITION APPROFONDIE : UNE DEMARCHE ISSUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS).....	24
CHAPITRE 3 : OBSTACLES STRUCTURELS AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME EQUITABLE ET SOLIDAIRE	39
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	51
PARTIE 2 : DE LA DIFFICULTÉ DE MESURER L'IMPACT ÉCONOMIQUE DU TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE.....	53
INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE	54
CHAPITRE 1 : IL N'EXISTE PAS D'OBSERVATOIRE STRUCTURANT POUR LE TOURISME EQUITABLE ET SOLIDAIRE, CE QUI COMPLIQUE LA MESURE DE SON IMPACT ECONOMIQUE	55
CHAPITRE 2 : LES DIFFICULTES DE COLLECTE SUR LE TERRAIN : ENTRE CLOISONNEMENT, MANQUE DE MOYENS ET LOGIQUES DE FRAGMENTATION.....	67
CHAPITRE 3 : LE TOURISME EQUITABLE ET SOLIDAIRE NE GENERE PAS TOUJOURS LES RETOMBÉES ECONOMIQUES ESCOMPTEES, COMPARE A D'AUTRES FORMES DE TOURISME	80
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	93
PARTIE 3 : PROPOSITION MÉTHODOLOGIQUE POUR L'ÉVALUATION DU TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE.....	95
INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE.....	96
CHAPITRE 1 : PRESENTATION DU TERRAIN D'ÉTUDE, L'ASSOCIATION RENCONTRES AU BOUT DU MONDE	96
CHAPITRE 2 : APPROCHE METHODOLOGIQUE ENVISAGEE	98
CHAPITRE 3 : OBJECTIFS ET MISE EN ŒUVRE.....	107
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE	117
CONCLUSION GÉNÉRALE	118
TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	120
BIBLIOGRAPHIE.....	121
TABLE DES FIGURES	125

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Depuis plusieurs décennies, le tourisme s'impose comme l'un des moteurs majeurs de l'économie mondiale. Générateur de devises, de flux humains, de transformations territoriales, il est aussi porteur de promesses de développement pour des régions marginalisées. Pourtant, les effets réels de ce secteur sur les populations locales, notamment dans les pays du Sud, restent ambivalents. Le modèle dominant, fondé sur la maximisation des flux, la standardisation des offres et la concentration des retombées économiques, a entraîné des formes de dépendance, d'inégalités et de pressions multiples sur les ressources humaines et naturelles.

Face à ce constat, des formes alternatives de tourisme ont émergé, portées par des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS), des organisations non gouvernementales (ONG), ou encore des collectifs citoyens. Le tourisme équitable et solidaire (TES) fait partie de ces initiatives critiques, qui cherchent à remettre la justice sociale, la redistribution économique et la participation des communautés au centre des logiques de voyage. Inscrit dans une perspective de réciprocité et de co-construction, il vise à faire du tourisme un levier de développement endogène, et non un facteur de dépendance ou de spoliation. Toutefois, malgré ses ambitions et sa cohérence éthique, le TES souffre aujourd'hui d'un manque de reconnaissance institutionnelle et d'un déficit de visibilité de ses impacts économiques concrets.

C'est dans ce contexte que s'inscrit le présent travail, à partir de la question de départ suivante : ***dans quelle mesure le tourisme équitable et solidaire peut-il contribuer au développement économique des communautés locales ?***

Cette question s'ancre dans un questionnement à la fois théorique et opérationnel. En effet, plusieurs constats se dégagent du terrain comme de la littérature. D'une part, l'absence d'un dispositif structurant et mutualisé d'observation limite fortement la capacité des structures engagées dans le tourisme solidaire à démontrer leur utilité économique. D'autre part, même lorsque des données existent, elles sont souvent dispersées, difficilement comparables, ou produites dans des logiques

descendantes, sans réelle appropriation locale. Enfin, plusieurs travaux soulignent que le TES ne génère pas toujours les effets économiques escomptés, en particulier dans des contextes fragiles, mal soutenus, ou confrontés à des logiques contradictoires entre objectifs de développement local et exigences de rentabilité touristique.

L'objectif de cette recherche est donc double : comprendre pourquoi l'impact économique du TES reste difficile à mesurer, et proposer un cadre méthodologique réaliste et éthique permettant de remédier à ce déficit d'évaluation. Elle s'appuie pour cela sur une immersion de plusieurs mois au sein de l'association Rencontres au Bout du Monde, dans le cadre d'une alternance de master. Cette structure, pionnière dans le secteur, constitue un terrain d'étude riche, car elle cumule une expérience de plus de vingt ans dans l'organisation de séjours équitables et solidaires, une diversité de projets, et une volonté interne d'amélioration des outils d'analyse.

La méthodologie déployée relève d'une démarche de recherche-action, combinant observation participante, analyse documentaire et élaboration d'outils expérimentaux. Elle articule une approche qualitative, centrée sur les représentations, les dynamiques locales et la gouvernance, avec des éléments quantitatifs destinés à structurer une base commune d'indicateurs, sans réduire la complexité du réel à des chiffres désincarnés.

Le mémoire s'organise en trois parties. La première dresse un état des lieux critique du tourisme équitable et solidaire, de ses origines à ses tensions internes, en le comparant à d'autres formes de tourisme alternatif. La deuxième partie s'intéresse aux difficultés structurelles et opérationnelles liées à la mesure de son impact économique, en s'appuyant sur une revue de littérature, des exemples de terrain, et une analyse des outils existants. Enfin, la troisième partie propose une démarche méthodologique complète, et débouchant sur un modèle d'observatoire léger, éthique et reproductible, adapté aux structures du secteur.

PARTIE 1 : LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE ET SES ENJEUX

Introduction de la première partie

Le tourisme équitable et solidaire est né en réaction aux déséquilibres profonds engendrés par le tourisme de masse et ses logiques de surexploitation des ressources humaines, culturelles et environnementales. Face à un modèle centré sur la maximisation des flux, l'optimisation des profits et la standardisation des expériences, le tourisme solidaire propose une alternative fondée sur la participation des communautés locales, la redistribution économique, le respect des cultures, et la recherche de retombées positives durables pour les territoires d'accueil. Il s'inscrit dans une logique de transformation à la fois éthique, sociale et économique du secteur touristique, et entretient des liens étroits avec l'économie sociale et solidaire.

Cette exigence de redistribution s'inscrit aussi dans un cadre de droits fondamentaux : « *Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine.* »¹ (Déclaration universelle des droits de l'homme, art. 23.3, 1948).

Pour autant, ce modèle reste encore peu connu du grand public, et mal compris ou mal intégré dans les politiques publiques, y compris dans les sphères professionnelles du tourisme. Sa diversité, sa relative jeunesse, mais aussi ses ambiguïtés internes en font un champ en constante recomposition. Comprendre les fondements, l'histoire, les spécificités et les tensions du tourisme équitable et solidaire est donc une étape indispensable avant d'interroger sa capacité à produire des retombées économiques mesurables et significatives pour les communautés d'accueil.

Cette première partie vise à poser les bases conceptuelles et contextuelles du mémoire. Elle s'ouvre par un retour sur l'histoire du tourisme moderne, afin de replacer l'émergence du tourisme équitable dans une trajectoire longue, marquée

¹ ORGANISATION DES NATIONS UNIES, s.d., *Déclaration universelle des droits de l'homme*, <https://www.un.org/fr/about-us/universal-declaration-of-human-rights>, consulté le 20 avril 2025.

par des ruptures politiques, économiques et culturelles. Elle se poursuit par une définition approfondie du modèle, replacé dans le champ plus large des tourisms alternatifs, et par une mise en discussion de ses points de distinction avec d'autres formes telles que le tourisme durable, l'écotourisme ou le volontourisme. Enfin, elle s'achève par une analyse critique des freins et des limites auxquels ce modèle est confronté aujourd'hui, qu'ils soient d'ordre structurel, méthodologique ou géopolitique.

Chapitre 1 : Historique et contexte du tourisme équitable et solidaire

1. Définition synthétique des principes fondamentaux du tourisme équitable et solidaire

Le tourisme équitable et solidaire s'inscrit dans une logique de transformation des pratiques touristiques, en réponse aux dérives du tourisme de masse. Il vise à replacer l'humain et la rencontre au cœur du voyage, tout en assurant un développement durable et équilibré des territoires visités.

Selon l'Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES)², cette forme de tourisme applique les principes du commerce équitable au secteur touristique. Elle implique une forte intégration des populations locales dans toutes les phases du projet touristique, de la conception à la gestion, en passant par la réalisation. L'objectif est de garantir une répartition plus juste des revenus générés par l'activité touristique et de financer des projets d'intérêt général à travers un fonds de développement dédié.

Bernard Schéou, spécialiste du tourisme durable et équitable, souligne que le tourisme équitable se distingue par une éthique de la responsabilité et de la

² ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, s.d., *Le tourisme équitable et solidaire*, <https://www.tourisme-equitable.org/le-tourisme-equitable-et-solidaire/>, consulté le 19 avril 2025.

solidarité. Il met en avant la nécessité d'établir des relations partenariales équitables entre les acteurs du tourisme, en particulier entre les opérateurs touristiques et les communautés d'accueil (Schéou 2009, p. 168–176).

Les principes fondamentaux du tourisme équitable et solidaire peuvent être résumés comme suit :

- Participation active des communautés locales : les populations d'accueil sont impliquées dans la conception, la mise en œuvre et la gestion des activités touristiques.
- Répartition équitable des revenus : les bénéfices générés par le tourisme sont partagés de manière juste entre les différents acteurs, en particulier en faveur des communautés locales.
- Respect des cultures et de l'environnement : le tourisme équitable promeut la préservation des patrimoines culturels et naturels des territoires visités.
- Soutien au développement local : une partie des revenus touristiques est réinvestie dans des projets de développement local, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie des populations.
- Sensibilisation des voyageurs : les touristes sont encouragés à adopter des comportements responsables et respectueux envers les communautés d'accueil et l'environnement.

En résumé, le tourisme équitable et solidaire propose une alternative au tourisme conventionnel, en plaçant la justice sociale, la solidarité et le respect des cultures et de l'environnement au centre de l'expérience touristique.

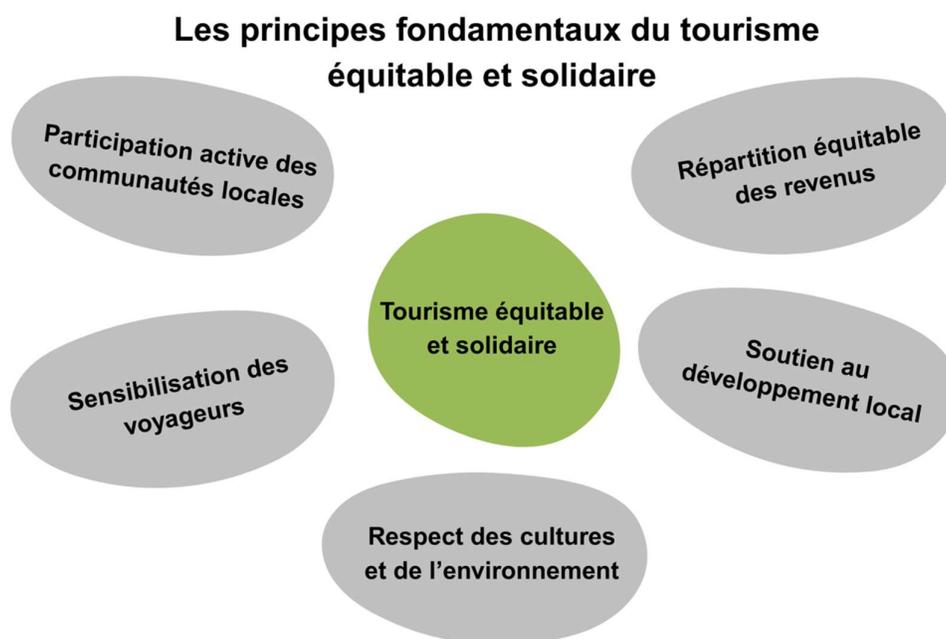


Figure 1 : Les principes fondamentaux du tourisme équitable et solidaire

2. Évolution historique du tourisme depuis les années 1950–60

L'histoire contemporaine du tourisme est intimement liée à celle des transformations économiques, politiques et sociales qui ont façonné le monde depuis la Seconde Guerre mondiale. Le tourisme moderne, en tant que phénomène de masse, s'est développé à partir des années 1950–60 dans un contexte de reconstruction, de croissance économique soutenue, d'évolution des modes de vie et de démocratisation des mobilités. Il est également le produit de politiques d'aménagement ciblées, et d'innovations technologiques ayant modifié durablement les infrastructures, les pratiques et les représentations du voyage.

2.1. Un cadre économique et social favorable à l'émergence du tourisme de masse

La période dite des « *Trente Glorieuses* » (1945–1975), terme forgé par l'économiste Jean Fourastié dans son ouvrage de 1979, correspond à une phase d'expansion économique inédite dans l'Europe de l'Ouest (Fourastié 1979, p.50-

130). En France, cette période se caractérise par un taux de croissance annuel moyen de 4 à 5 %, un plein emploi, des gains de productivité constants et une forte hausse du niveau de vie des classes moyennes³. Cette prospérité économique a favorisé l'émergence de ce que Joffre Dumazedier nomme, dès 1962, la « *civilisation des loisirs* », dans laquelle les vacances deviennent un droit, et non plus un luxe (Dumazedier 1962, p.100-210).

La généralisation des congés payés, amorcée dès 1936 avec les réformes du Front populaire, est étendue dans l'après-guerre. Le nombre de jours de congés légaux passe de deux semaines à trois en 1956⁴, puis à quatre semaines en 1969⁵. Cette disponibilité nouvelle de temps libre, combinée à la montée de l'automobile – le parc de voitures particulières passe de 2,5 millions en 1953 à 15,5 millions en 1975⁶ – ainsi qu'à l'amélioration des voies de communication et à la diffusion d'une culture de la consommation de masse, engendre une explosion de la mobilité touristique.

2.2. L'appui décisif des politiques publiques : la fabrique de l'offre touristique

Parallèlement aux mutations sociétales, l'État français joue un rôle déterminant dans la structuration de l'offre touristique. La politique d'aménagement du territoire mise en œuvre à partir des années 1960 par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), mais surtout par la Mission interministérielle d'aménagement touristique du littoral du Languedoc-Roussillon (dite « Mission Racine », 1963), vise à moderniser et massifier l'offre touristique nationale (Parrinello & Bécot 2019, p. 3-8). Le but est double : répondre à la demande croissante d'hébergement balnéaire populaire et maîtriser l'urbanisation anarchique du littoral. Cette opération aboutit à la création ex nihilo de plusieurs stations telles que La Grande-Motte ou Le Cap d'Agde, conçues selon une logique

³ ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS, s.d., *Les Trente Glorieuses*, <https://www.universalis.fr/encyclopedie/les-trente-glorieuses>, consulté le 22 avril 2025.

⁴ LEGIFRANCE, 1980, *Loi n°56-332 du 27 mars 1956 modifiant le régime des congés annuels payés*, <https://tinyurl.com/mvnhyyu>, 31 mai 1980, consulté le 22 avril 2025.

⁵ LEGIFRANCE, 1969, *Loi n°69-434 du 16 mai 1969 portant à quatre semaines la durée minimum des congés payés annuels*, <https://tinyurl.com/5n6twu35>, 17 mai 1969, consulté le 22 avril 2025.

⁶ INSEE, 2009, *L'industrie automobile en France depuis 1950 : des mutations à la chaîne*, Thierry Méot, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1372354>, 25 juin 2009, consulté le 22 avril 2025.

fonctionnaliste et industrialisée du tourisme, inspirée des travaux du géographe Georges Cazes sur les « stations intégrées » (Cazes 1992, p. 180-195).

Dans le même esprit, l'État soutient l'essor des stations de sports d'hiver, à travers le Plan neige (1964)⁷, qui promeut une logique de rentabilisation de l'espace montagnard, jusqu'alors faiblement intégré au système touristique. Des stations emblématiques comme Les Arcs, Avoriaz ou La Plagne voient le jour, souvent sous maîtrise d'ouvrage publique ou parapublique.

2.3. Une croissance mondiale exponentielle et une mutation des pratiques

À l'échelle mondiale, le phénomène touristique connaît une progression vertigineuse. Selon les données de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT, désormais ONU Tourisme), le nombre d'arrivées de touristes internationaux est passé de 25 millions en 1950 à 1,186 milliard en 2015 (Glaesser et al., 2017). Ce développement s'explique notamment par la massification des transports aériens – liée à la baisse du coût du billet d'avion, à la dérégulation des compagnies aériennes et à l'essor des vols charters – ainsi qu'à la médiatisation croissante des destinations.

En France, le phénomène touche toutes les classes sociales. Le camping, le caravanning, les résidences secondaires, les clubs de vacances comme le Club Med (créé en 1950 par Gérard Blitz et Gilbert Trigano)⁸, les villages de vacances (VVF, Belambra...) ⁹ou les tour-opérateurs (Nouvelles Frontières dès 1967)¹⁰ structurent un tourisme standardisé mais populaire. L'accès à la mer, à la montagne et à la campagne devient une norme saisonnière, socialement valorisée.

2.4. Des effets ambivalents : démocratisation contre standardisation

Ce développement spectaculaire du tourisme, tout en représentant une avancée sociale majeure, a aussi généré ses propres tensions. Dès les années 1970, les

⁷ GAY Jean-Christophe, s.d., *Snow Plan*, <https://gisetudestouristiques.fr/en/encyclopedie/snow-plan/>, consulté le 22 avril 2025.

⁸ CLUB MED, s.d., *FAQ*, <https://www.clubmed.fr/>, consulté le 22 avril 2025.

⁹ MAILLET Florent, 2024, « Belambra : le développement de la formule all inclusive rencontre un véritable succès », *LeFigaro.fr*, 22 novembre 2024.

¹⁰ ACTUALITES-CCI, 2007, *Nouvelles Frontières développe son réseau*, <https://tinyurl.com/4wccprc6>, 3 mai 2007, consulté le 22 avril 2025.

premières critiques émergent : standardisation de l'offre, dégradation des espaces naturels, spéculation foncière, dépendance économique de certains territoires à une mono-activité touristique. C'est dans ce contexte que naissent les premières réflexions sur les formes alternatives de tourisme, et les prémices du tourisme « doux », « durable » ou encore « solidaire », qui feront l'objet des sections suivantes.

3. Dissensions, tensions et controverses dans le développement touristique

Si les décennies 1950–1990 ont été celles de l'euphorie du tourisme de masse, elles ont également vu naître les premières critiques et controverses, parfois virulentes, autour de ses impacts économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Le tourisme, tout en étant un levier de développement et un moteur économique, s'est aussi imposé comme un facteur de déséquilibres, de dépendance et de conflits sur les territoires. Cette prise de conscience s'esquisse dès les années 1960, comme en témoigne cette remarque acerbe d'un écrivain madrilène : « *Les voyageurs ? Ça n'existe plus... Aujourd'hui il n'y a que des touristes* »¹¹, déplorant déjà la perte du sens du voyage face à l'essor du tourisme de masse.

3.1. La dépendance touristique dans les territoires économiquement fragiles

Dans de nombreuses régions, notamment rurales, insulaires ou post-industrielles, le tourisme s'est progressivement imposé comme activité de substitution à des secteurs économiques déclinants (agriculture, pêche, industrie...). Cette mono-dépendance touristique engendre une fragilité structurelle : les territoires deviennent tributaires de la conjoncture touristique internationale, souvent volatile. Dès les années 1970, plusieurs chercheurs dénoncent le risque d'une «

¹¹ NOVAIS José-Antonio, 1964, « Treize millions de touristes en 1964 ou l'Espagne pour un plat de lentilles », *LeMonde.fr*, 14 septembre 1964.

touristification » excessive, aboutissant à une perte de souveraineté économique locale¹².

Par exemple, dans certains territoires insulaires des Caraïbes ou de l’océan Indien, le tourisme représente plus de 30 % du PIB (c’est le cas d’Aruba, des Bahamas, de la Jamaïque et de bien d’autres pays de cette région), au détriment d’une économie diversifiée (Navarro-Drazich Diego et Lorenzo Cristian, 2021). Ce modèle génère des revenus immédiats, mais peut accentuer les inégalités locales et engendrer un effet d’éviction sur les autres secteurs (hausse du foncier, spécialisation de l’emploi, importation de biens pour les touristes plutôt que pour les habitants).

3.2. Aléas conjoncturels, chocs géopolitiques et instabilité du secteur

L’histoire récente du tourisme est jalonnée d’événements exogènes qui ont montré la vulnérabilité extrême du secteur : conflits armés, attentats, pandémies, instabilités politiques, catastrophes naturelles ou technologiques. Les flux touristiques internationaux ont brutalement chuté après les attentats du 11 septembre 2001, la crise financière de 2008, et plus récemment avec la pandémie de COVID-19. L’Organisation mondiale du tourisme (OMT) rapporte une chute historique de 72 % des arrivées internationales en 2020¹³.

Ces événements ont des effets dévastateurs sur les destinations très dépendantes, avec des fermetures massives d’entreprises touristiques, des pertes d’emploi et un ralentissement brutal de l’économie locale. C’est par exemple le cas de la Jamaïque qui a vu son PIB chuter de près de 10 % (CEPAL 2021, p. 221) et son taux de chômage passer de 7,2 % en octobre 2019 à 12,6 % en juillet 2020 (CEPAL 2021, p.1). Les systèmes touristiques « industrialisés » s’avèrent souvent peu résilients, car conçus pour l’optimisation à court terme, et non pour la durabilité ou la flexibilité face aux crises.

3.3. Logiques extractivistes, corruption et accaparement

Dans certains contextes, le développement touristique s’est fait au détriment des populations locales. Les projets de grande envergure (hôtels-clubs, golfs, marinas,

¹² PICARD Michel, s.d. « L’identité balinaise à l’épreuve du tourisme », *Espacestems.net*.

¹³ ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME, s.d., « International Tourism and Covid-19 », <https://www.unwto.org/tourism-data/international-tourism-and-covid-19>, consulté le 26 avril 2025.

ports de croisière) ont parfois entraîné des conflits fonciers, des déplacements forcés de communautés, ou des modifications profondes de l'écosystème sans consultation démocratique. Ce type d'aménagement participe d'une logique extractiviste¹⁴, dans laquelle la destination est envisagée comme une « ressource à exploiter ». À ce titre, Minca (2009, p. 89) souligne que dans les enclaves touristiques, touristes et travailleurs sont eux-mêmes transformés en « *biopolitical substances* », produits et gérés pour servir la machine touristique, illustrant ainsi une forme d'exploitation non seulement spatiale mais aussi corporelle et émotionnelle.

Plusieurs chercheurs ont documenté des cas de « mise en tourisme autoritaire » où les bénéfices sont captés par des groupes d'intérêts privés ou des élites locales, avec peu de retombées pour les communautés concernées (Violier 2016). En Asie du Sud-Est ou en Méditerranée, des projets hôteliers se sont ainsi implantés en zone protégée ou sur des terres communautaires, au mépris des droits coutumiers.

Un exemple emblématique de cette logique extractiviste se trouve en Polynésie française, notamment à Tahiti, où de nombreux projets hôteliers ont été abandonnés, laissant place à des friches touristiques. Ces infrastructures délaissées, telles que l'hôtel Bel Air à Punaauia (fermé en 1980) ou le Prince Hinoï à Papeete (fermé en 2007), témoignent d'une planification touristique déconnectée des réalités locales et des besoins des populations autochtones. Selon Philippe Bachimon (2010), ces friches révèlent une crise de la destination et une forme de résistance au tourisme international, illustrant les tensions entre les logiques économiques globales et les dynamiques sociales locales.

3.4. Premières contestations et émergence de contre-modèles

Dès les années 1980, des mouvements citoyens, des ONG et des chercheurs commencent à contester le modèle dominant du tourisme de masse standardisé (Sacareau 2007, p. 6-14). C'est dans ce contexte qu'émergent les notions de

¹⁴ Le terme « logique extractiviste » désigne ici une approche du développement touristique dans laquelle les territoires sont envisagés principalement comme des réservoirs de ressources à exploiter (espace, paysages, culture), au bénéfice d'intérêts extérieurs ou d'élites locales, sans véritable souci de durabilité environnementale, de justice sociale ni de redistribution des retombées économiques. Cette notion, initialement utilisée pour désigner l'exploitation intensive des ressources naturelles (mines, forêts), est aujourd'hui mobilisée dans l'analyse critique du tourisme de masse et des grands projets touristiques.

tourisme alternatif, tourisme responsable, écotourisme, et bien sûr, tourisme équitable et solidaire (Laliberté 2005, p. 69-71). Ces approches proposent des modèles plus inclusifs, participatifs, respectueux des territoires et de leurs habitants (Gagnon 2007, p. 3-4). Le tourisme devient alors un outil possible – mais non automatique – de développement durable.

4. Le rôle des acteurs clés

Le développement du tourisme équitable et solidaire n'aurait pas été possible sans l'engagement convergent d'une pluralité d'acteurs issus de la société civile, des institutions internationales, des États et du secteur privé. Leur rôle est à la fois structurant, normatif et politique. Chacun agit à une échelle différente, mais tous participent à la diffusion d'un modèle alternatif du tourisme fondé sur la justice sociale, la participation des communautés locales et la durabilité.

4.1. Les ONG : initiatrices, militantes et innovatrices

Dès les années 1980, des associations issues du mouvement altermondialiste ou du commerce équitable ont été les premières à structurer une offre touristique éthique (Sacareau 2007, p. 6-14), souvent en partenariat avec des coopératives locales dans des pays du Sud. Ces ONG ont contribué à créer un nouveau récit du voyage, fondé sur la rencontre, la réciprocité et le soutien au développement local. Elles ont joué un rôle pionnier dans la définition de standards de bonnes pratiques et dans la mise en réseau d'initiatives éparses.

En France, l'Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES), créée en 2006 mais active depuis les années 1990, joue un rôle central dans l'agrégation de ces expériences¹⁵. Elle fédère des structures engagées, certifie leurs pratiques à travers une charte et un référentiel précis, et milite pour une reconnaissance institutionnelle du modèle équitable et solidaire¹⁶. D'autres structures comme l'ONG Tétraktys jouent également un rôle important dans l'opérationnalisation de projets locaux et la sensibilisation du public français.

¹⁵ ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, s.d., *Le portail du Tourisme Équitable et Solidaire*, <https://www.tourisme-equitable.org/>, consulté le 26 avril 2025.

¹⁶ ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, 2021, *Charte du Tourisme Équitable et Solidaire*, <https://tinyurl.com/ye379d54>, 15 juin 2021, consulté le 26 avril 2025.

4.2. Les institutions internationales : une reconnaissance lente mais stratégique

L'Organisation mondiale du tourisme (OMT), agence spécialisée des Nations unies, a longtemps mis l'accent sur le tourisme durable dans une logique macroéconomique, sans accorder de place spécifique aux formes équitables ou solidaires. Toutefois, à partir des années 2000, elle élargit son cadre de réflexion. La déclaration de l'OMT pour 2017 comme Année internationale du tourisme durable pour le développement constitue une forme de reconnaissance implicite du rôle de ces formes alternatives (OMT 2017).

D'autres agences onusiennes telles que le PNUD ou l'UNESCO ont depuis intégré des projets de tourisme communautaire ou solidaire dans leurs programmes de développement rural (PNUD 2018), en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD)¹⁷. Toutefois, cette reconnaissance reste souvent marginale dans les grandes orientations touristiques des États membres, très largement tournées vers l'attractivité internationale et la compétitivité.

4.3. Les États : entre soutien et contradictions

Certains États ont intégré le tourisme solidaire dans leurs politiques de coopération ou d'aide au développement. La France, via l'AFD (Agence française de développement), a pu financer des projets de structuration d'offres équitables dans des pays du Sud¹⁸. Le Ministère des Affaires étrangères a soutenu l'ATES dans le cadre de conventions visant à structurer la filière du tourisme équitable et solidaire (Ministère de l'Écologie 2013, p.12), notamment par le financement de projets pilotes à Madagascar et dans d'autres pays du Sud.

Cependant, à l'échelle nationale, les politiques publiques du tourisme restent majoritairement tournées vers les flux, les retombées économiques et les grands opérateurs. La visibilité du tourisme équitable et solidaire dans les stratégies touristiques régionales ou nationales reste très faible, faute de données

¹⁷ UNESCO, s.d., *Programme des Routes de la Soie*, <https://fr.unesco.org/silkroad>, consulté le 26 avril 2025.

¹⁸ AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT, 2025, *Le tourisme équitable et solidaire, facteur de développement*, <https://tinyurl.com/48dHz7me>, 28 avril 2025, consulté le 28 avril 2025.

consolidées, d'indicateurs partagés, ou de lobbying équivalent à celui des acteurs traditionnels du secteur.

4.4. Le secteur privé : vers des hybridations ?

Initialement marginal, le tourisme équitable et solidaire a peu à peu attiré l'attention de certains opérateurs privés souhaitant verdir leur image ou diversifier leur offre. Des plateformes comme Voyageurs du Monde ou Double Sens intègrent désormais dans leur communication une dimension responsable, parfois en s'inspirant directement des pratiques des ONG (hébergement chez l'habitant, redistribution locale, compensation carbone...).

Toutefois, cette appropriation pose des questions : s'agit-il d'un réel engagement éthique ou d'un simple repositionnement marketing ? (Sacareau 2005, p.6-14) Le risque de greenwashing touristique est réel, d'autant plus que ces entreprises conservent une logique capitaliste et une chaîne de valeur souvent asymétrique. Néanmoins, certains partenariats public-privé peuvent favoriser l'émergence d'un écosystème mixte, à condition de respecter les principes fondateurs du modèle solidaire.

5. L'émergence du tourisme équitable et solidaire (1980–1990)

L'apparition du tourisme équitable et solidaire dans les années 1980–1990 ne constitue pas une simple évolution du tourisme de masse, mais bien une rupture éthique, politique et méthodologique avec les logiques dominantes du secteur (Sacareau 2005, p.6-14). Elle s'inscrit à la croisée de plusieurs dynamiques : la critique des impacts négatifs du tourisme conventionnel, l'essor du commerce équitable, l'éveil d'une conscience altermondialiste et la quête de nouvelles formes de voyage plus responsables, ancrées dans les territoires.

5.1. Un contexte idéologique en transformation

La fin des années 1970 et le début des années 1980 marquent un tournant critique (Sacareau 2005, p.6-14). Les limites du développement productiviste deviennent visibles, les premières crises écologiques sont médiatisées (rapport Meadows,

conférence de Stockholm en 1972), et les inégalités Nord–Sud interpellent les acteurs de la coopération internationale. Dans ce climat, la notion de développement local durable se diffuse dans les milieux associatifs et alternatifs.

C'est aussi à cette période qu'émerge le commerce équitable, porté par des associations et des ONG comme Max Havelaar ou Artisans du Monde, qui revendiquent un modèle de consommation fondé sur la réciprocité et la justice économique (GRET 2006, p. 15). Le tourisme, activité au croisement des échanges culturels et économiques, devient un terrain propice à l'adaptation de ces principes (Laliberté 2005, p. 69-71). Des projets de séjours solidaires sont alors initiés, d'abord de manière informelle, souvent via des circuits de bénévoles, de jeunes ou de militants associatifs.

5.2. La première formalisation du modèle : du voyage éthique au tourisme de développement

Au fil des expériences de terrain, les initiatives se structurent. Les acteurs (associations, ONG, coopératives) cherchent à professionnaliser leur approche sans perdre leur dimension militante. Le voyage n'est plus vu seulement comme une découverte ou un loisir, mais comme un levier de développement participatif : les retombées économiques doivent bénéficier directement aux populations locales, et les voyageurs doivent être sensibilisés aux réalités des territoires visités (GRET 2006, p.93).

Ce mouvement aboutit, en France, à la création de l'ATES en 2006, mais ses fondements sont antérieurs : dès les années 1990, des organisations comme Tourisme & Développement Solidaire (TDS) et Point Afrique (GRET 2006, p.14) formalisent des chartes, mettent en place des fonds de développement communautaire, et instaurent une relation tripartite : opérateur – communauté d'accueil – voyageur.

5.3. Une différenciation progressive avec les autres formes de tourisme durable

Il est important de noter que le tourisme équitable et solidaire ne se confond pas avec le tourisme durable au sens large. Ce dernier, théorisé notamment par l'OMT

dans les années 1990 (PNUE et OMT 2005, p.11-12), s'inscrit dans une logique d'adaptation du secteur touristique existant aux enjeux environnementaux. Il vise à réduire les impacts négatifs sans remettre fondamentalement en cause les rapports économiques et la répartition des pouvoirs dans la chaîne touristique.

À l'inverse, le tourisme équitable et solidaire repose sur une critique structurelle des inégalités induites par le tourisme international et sur une volonté de reconfigurer les logiques de production et de consommation touristiques. Il s'agit d'un tourisme facteur de développement durable, et non simplement « plus durable » que le modèle classique.

TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE

SIX DATES CLÉS

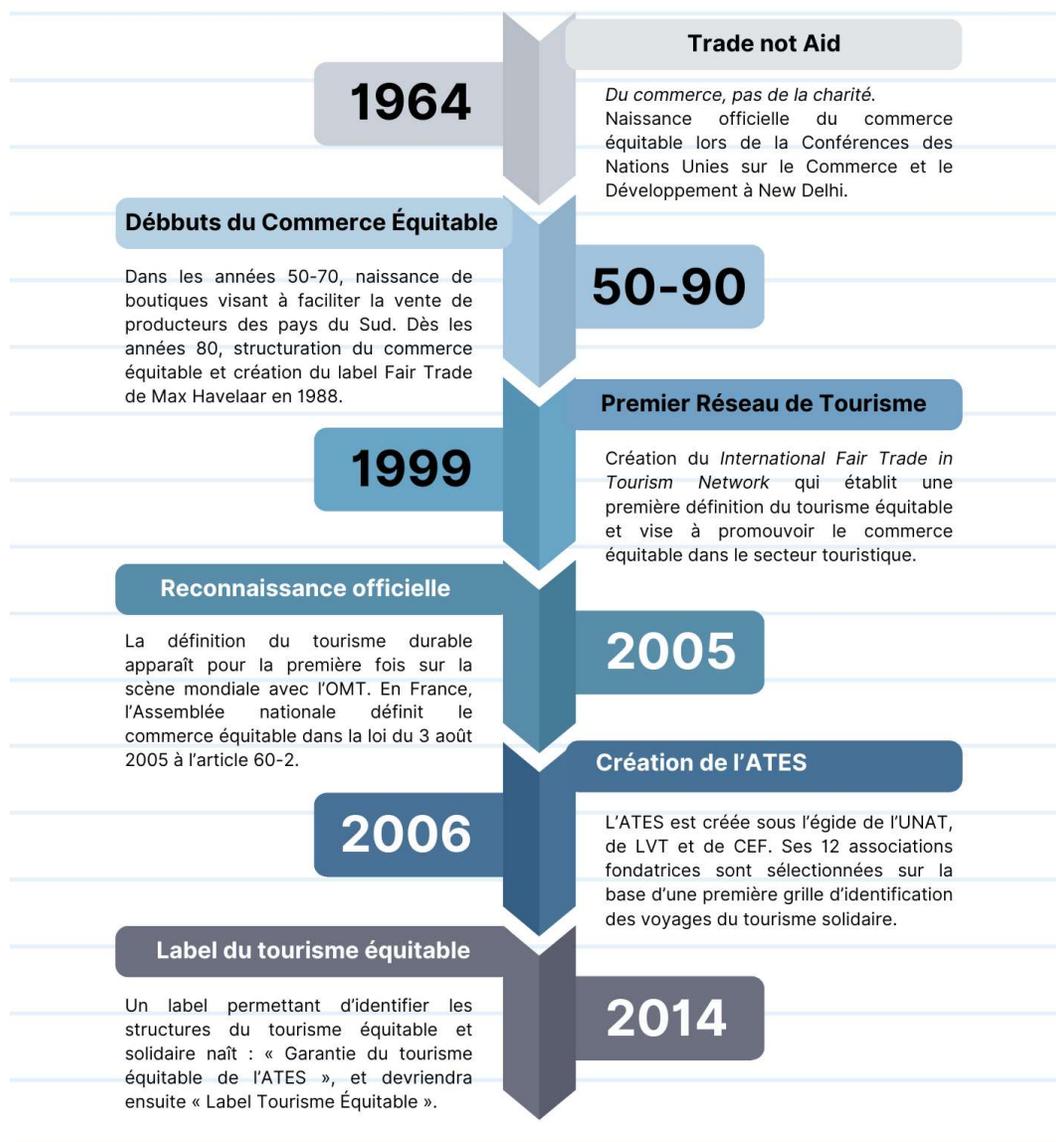


Figure 2 : Les dates clés du TES (données de l'ATES)¹⁹

¹⁹ ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, s.d., *Les dates clés du tourisme équitable*, <https://www.tourisme-equitable.org/>, consulté le 26 avril 2025.

Chapitre 2 : Une définition approfondie : une démarche issue de l'économie sociale et solidaire (ESS)

1. Fondements éthiques, économiques et politiques

Le tourisme équitable et solidaire (TES) s'inscrit dans une dynamique de transformation des pratiques touristiques, en réponse aux dérives du tourisme de masse. Il vise à replacer l'humain et la rencontre au cœur du voyage, tout en assurant un développement durable et équilibré des territoires visités. Cette approche repose sur des fondements éthiques, économiques et politiques qui privilégient la justice sociale, la solidarité et le respect des cultures et de l'environnement.

1.1. Ancrage dans les principes de l'économie sociale et solidaire (ESS)

L'économie sociale et solidaire (ESS) est un modèle économique alternatif qui place l'humain et l'utilité sociale au cœur de ses préoccupations. Elle regroupe des structures telles que les coopératives, les mutuelles, les associations et les fondations, qui partagent des valeurs communes : utilité sociale, coopération, ancrage local et gouvernance démocratique. Selon Jean-Louis Laville (2007), l'économie solidaire repose sur une logique d'action collective fondée sur la solidarité, l'utilité sociale, l'ancrage territorial et une gouvernance démocratique, rompant ainsi avec la logique exclusive de maximisation du profit. Leurs activités ne visent pas l'enrichissement personnel mais le partage, la réciprocité et la solidarité pour une économie respectueuse de l'homme et de son environnement.

Le TES s'inscrit pleinement dans cette logique, en promouvant des pratiques touristiques qui favorisent le développement local, l'autonomisation des communautés d'accueil et la préservation des patrimoines culturels et naturels. Il s'agit d'un tourisme qui ne se contente pas de minimiser ses impacts négatifs, mais qui cherche activement à générer des effets positifs sur les territoires visités.

Valeurs de l'économie solidaire et réformes des pratiques touristiques

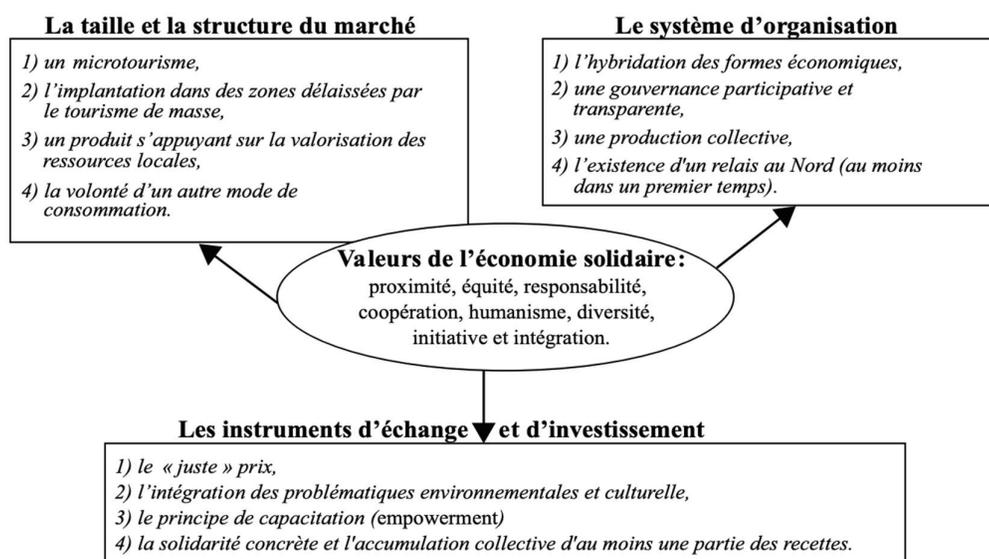


Figure 3 : Valeurs de l'économie solidaire et réformes des pratiques touristiques (Caire 2006, p. 192)

1.2. Définitions actuelles du tourisme équitable et solidaire

Selon l'Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire (ATES), « Le tourisme équitable et solidaire applique les principes du commerce équitable au tourisme, impliquant une intégration forte des populations locales dans les différentes phases du projet touristique. Il regroupe les formes de tourisme "alternatif" qui mettent au centre du voyage l'homme et la rencontre et qui s'inscrivent dans une logique de développement des territoires. Cette forme de tourisme a pour objectif final un développement durable et équilibré des territoires, de manière directe à travers l'activité touristique, et de manière indirecte à travers le financement d'un fonds de développement dédié à des projets d'intérêt général. »²⁰.

Bernard Schéou, spécialiste du tourisme durable et équitable, souligne que le tourisme équitable se distingue par une éthique de la responsabilité et de la solidarité. Il met en avant la nécessité d'établir des relations partenariales équitables

²⁰ ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, s.d., *Définition du tourisme équitable et solidaire*, <https://ates-tourisme-equitable.org/definition/>, consulté le 26 avril 2025.

entre les acteurs du tourisme, en particulier entre les opérateurs touristiques et les communautés d'accueil (Schéou 2009, p.174).

Françoise El Alaoui, dans son mémoire de recherche (2004, p. deuxième partie, chapitre deuxième), affirme que « l'originalité du tourisme équitable est d'envisager le problème dans sa globalité, à l'instar du commerce équitable, et de proposer à la fois des modèles mais aussi de moraliser tout le marché tel qu'il existe actuellement ».

1.3. Différenciation entre « équitable » et « solidaire »

Bien que souvent associés, les termes « équitable » et « solidaire » renvoient à des dimensions distinctes du tourisme alternatif. Le tourisme équitable s'inspire directement des principes du commerce équitable, en mettant l'accent sur des relations commerciales justes et équilibrées entre les acteurs du tourisme. Il vise une répartition équitable des revenus générés par l'activité touristique, en assurant une juste rémunération des prestataires locaux et en finançant des projets de développement communautaire.

Le tourisme solidaire, quant à lui, met davantage l'accent sur la dimension humaine et relationnelle du voyage. Il privilégie la rencontre, l'échange interculturel et la participation active des communautés locales dans la conception et la mise en œuvre des activités touristiques. Il s'agit d'un tourisme qui favorise la solidarité entre les voyageurs et les populations d'accueil, en promouvant des pratiques respectueuses des cultures et des modes de vie locaux.

Selon Bernard Schéou, « le caractère équitable et la solidarité ne sont pas deux notions complètement identiques, même si l'on est nécessairement solidaire lorsqu'on est équitable » (Schéou 2009, p. 174), ce qui souligne que le tourisme équitable dépasse les simples considérations environnementales pour s'ancrer dans une éthique de responsabilité, de justice et de solidarité.

L'ATES, en combinant ces deux approches, propose une vision intégrée du tourisme équitable et solidaire, qui allie justice économique et engagement humain. Cette double dimension permet de répondre aux enjeux complexes du

développement touristique, en conciliant les impératifs économiques, sociaux et culturels des territoires visités.

1.4. Objectifs : justice sociale, développement local et *empowerment* des communautés

Le TES poursuit plusieurs objectifs interdépendants :

- Justice sociale : en assurant une répartition équitable des revenus touristiques et en garantissant des conditions de travail décentes pour les prestataires locaux.
- Développement local : en soutenant des projets d'intérêt général, tels que l'amélioration des infrastructures, l'accès à l'éducation ou à la santé, et en valorisant les savoir-faire et les ressources locales.
- *Empowerment*²¹ des communautés : en impliquant activement les populations d'accueil dans la conception, la gestion et l'évaluation des projets touristiques, et en renforçant leur capacité à prendre des décisions autonomes concernant leur développement.

En somme, le tourisme équitable et solidaire propose une alternative au tourisme conventionnel, en plaçant la justice sociale, la solidarité et le respect des cultures et de l'environnement au centre de l'expérience touristique.

2. Une distinction nette d'avec le tourisme de masse

Le tourisme équitable et solidaire s'est structuré en réaction aux logiques dominantes du tourisme de masse, en particulier celui qui s'est développé à grande échelle à partir des Trente Glorieuses. Cette forme de tourisme repose sur une critique profonde non seulement de ses impacts environnementaux, sociaux et culturels, mais également de son fonctionnement économique et politique.

²¹ L'empowerment désigne le processus par lequel des individus ou des communautés renforcent leur pouvoir d'agir, développent leurs capacités et acquièrent une autonomie accrue pour prendre en main leur propre développement : « l'empowerment signifie que les pauvres disposent de moyens d'influer sur les institutions d'États qui jouent un rôle dans leur existence en participant à la vie politique et aux processus de décision locaux » (Banque mondiale, 2001, p. 46).

2.1. Logiques opposées : standardisation vs personnalisation, profit vs solidarité

Le tourisme de masse, tel qu'il s'est développé depuis les années 1950, repose sur une logique de standardisation des services et des expériences. Les voyages sont souvent organisés de manière uniforme, avec des itinéraires prédéfinis, des hébergements standardisés et des interactions limitées avec les populations locales. Cette approche vise principalement la rentabilité économique, en maximisant le nombre de touristes et en réduisant les coûts à travers une forte optimisation logistique.

À l'inverse, le TES privilégie la personnalisation des expériences et la solidarité entre les acteurs. Il s'agit de créer des voyages sur mesure, adaptés aux attentes des voyageurs tout en respectant les besoins et les aspirations des communautés d'accueil. Le TES met l'accent sur la qualité des échanges humains, la découverte authentique des cultures locales, et la contribution directe au développement des territoires visités, souvent à travers des fonds de développement ou des retombées économiques structurées.

Comme le souligne Bernard Schéou, « la portée des modifications qu'implique un tourisme équitable ne se limite donc pas à la dimension commerciale de l'activité » (Schéou 2012, p. 2), ce qui implique un rééquilibrage profond des rapports entre visiteurs et visités, bien au-delà d'une simple logique économique.

2.2. Une critique structurelle du modèle dominant

Les promoteurs du tourisme équitable et solidaire ne se contentent pas de critiquer les conséquences du tourisme de masse : ils en remettent en cause les fondements économiques et culturels. Le tourisme de masse est accusé de fonctionner selon une logique extractiviste, exploitant les ressources naturelles et culturelles locales sans réelle redistribution des bénéfices. Il favorise une captation des richesses par les opérateurs internationaux (tours opérateurs, chaînes hôtelières, compagnies aériennes), souvent au détriment des populations d'accueil.

Le modèle dominant est également dénoncé pour sa contribution à la marchandisation des cultures, à la mise en vitrine folklorique des traditions, et à la

réduction du territoire à une « destination » plutôt qu'à un espace habité, porteur de sens. Cette critique s'inscrit dans un mouvement international plus large : « Aujourd'hui il y a au niveau international une réelle prise de conscience éthique et historiquement c'est le Sommet de Rio, sur l'environnement de la planète, en 1992, qui en est à l'origine » (El Alaoui 2004, deuxième partie, chapitre troisième).

Dans cette dynamique, Bernard Schéou rappelle que, « même si l'on convient que la rencontre interculturelle ne se réalise pas selon le schéma naïf d'une prise de connaissance et d'une compréhension réciproque entre deux cultures, le contact entre touristes impliqués et villageois est cependant bien l'occasion pour les touristes de faire l'expérience de quelques facettes d'un mode de vie comme art de vivre doté d'une valeur appréciable bien que non comptabilisable monétairement » (Schéou 2009, p. 267).

Le tourisme équitable et solidaire cherche ainsi à réhabiliter la valeur de ces échanges humains, souvent invisibles dans les logiques marchandes classiques.

2.3. Conséquences du tourisme de masse sur les territoires : réduction de la résilience, dépendance, acculturation

Les conséquences du tourisme de masse sur les territoires sont multiples et souvent délétères. Ce modèle entraîne une dépendance économique forte, notamment dans les régions périphériques ou insulaires, où le tourisme devient parfois la seule activité génératrice de revenus. Cette spécialisation rend les économies locales extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs, comme l'a démontré la crise sanitaire mondiale de 2020.

Les chercheurs parlent également d'un affaiblissement de la résilience des territoires : face aux mutations climatiques, aux aléas économiques ou aux tensions géopolitiques, les espaces dominés par le tourisme de masse ont souvent moins de marges d'adaptation. Un exemple frappant est celui des Maldives, où les recettes touristiques représentent plus de 80 % des exportations et où les touristes sont presque trois fois plus nombreux que les habitants, plaçant l'archipel dans une situation de forte vulnérabilité économique et environnementale (Goavec & Hoarau 2015, p.165-166).

Par ailleurs, le tourisme de masse peut conduire à une acculturation progressive des sociétés d'accueil. Pour répondre aux attentes d'un public international, les territoires adaptent leur offre et gommant les singularités culturelles. Ce phénomène contribue à une homogénéisation des pratiques touristiques et à une perte d'authenticité. Isabelle Sacareau souligne ainsi que « derrière l'affichage des bons sentiments, le tourisme éthique n'est pas exempt de contradictions, d'ambiguïtés et d'arrière-pensées commerciales » (Sacareau, 2007, p. 9). Elle note également que « l'invocation de pratiques éthiques et *a fortiori* solidaires peut en effet être un moyen commode de revaloriser l'image de marque des voyagistes et de pratiquer un mécénat d'entreprise à bon compte, puisque c'est le client le mécène » (Sacareau, 2007, p. 9).

3. Tourisme équitable vs tourisme durable : complémentarité ou confusion ?

Le tourisme équitable et solidaire (TES) est souvent assimilé, dans le discours médiatique ou institutionnel, à une variante du tourisme durable. Pourtant, si ces deux approches partagent certains objectifs et valeurs, elles diffèrent profondément par leurs fondements, leurs logiques d'action, et leurs ambitions transformatrices. Il est donc nécessaire d'analyser leurs convergences et leurs divergences, afin de clarifier les positions du TES dans le paysage des tourisms dits « responsables ».

3.1. Définitions comparées : objectifs, moyens, approches

Le tourisme durable peut être défini comme un « tourisme (y compris les infrastructures associées) qui opère de façon à permettre, à la fois aujourd'hui et dans l'avenir, le renouvellement des ressources naturelles afin qu'elles maintiennent leur productivité future, qui reconnaît la contribution des hommes, des coutumes et des modes de vie à l'expérience touristique, qui accepte que les populations locales profitent équitablement des bénéfices économiques du tourisme, et qui est guidé par les souhaits des populations et des communautés locales des destinations. » (Eber 1992 dans Fennell 1999, p. 18). Il s'agit donc d'une approche transversale qui

cherche à réduire les impacts négatifs du tourisme tout en maintenant son développement.

Le tourisme équitable et solidaire, en revanche, s'inscrit dans une perspective éthique et participative, en lien direct avec les principes du commerce équitable. Il vise à établir des partenariats directs et équitables avec les communautés locales, à garantir leur participation active aux activités touristiques et à assurer une redistribution plus juste des bénéfices (Schéou 2012, p. 222-230).

Ainsi, là où le tourisme durable cherche à corriger, le tourisme équitable cherche à refonder.

3.2. Le tourisme durable comme adaptation du modèle dominant

Le tourisme durable est souvent perçu comme une stratégie d'ajustement du modèle touristique classique. Il conserve les structures économiques dominantes (tours opérateurs, grandes chaînes hôtelières, transports internationaux...), tout en cherchant à améliorer leur performance environnementale et sociale (certifications, labels, normes, écogestes). Il est porté à la fois par les institutions internationales, les États et le secteur privé.

Les principes du tourisme durable sont bien définis par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) :

« Les directives en matière de développement et les méthodes de gestion du tourisme durable sont applicables à toutes les formes de tourisme et à tous les types de destination, y compris le tourisme de masse et les divers segments spécialisés. Les principes de la durabilité recouvrent les aspects environnementaux, économiques et socioculturels du développement du tourisme et le but est de trouver le juste équilibre entre ces trois dimensions pour garantir sa viabilité à long terme.

D'où il découle que le tourisme durable doit :

- faire un usage optimal des ressources environnementales qui sont un élément clé du développement du tourisme, en préservant les processus

écologiques essentiels et en contribuant à la conservation des ressources naturelles et de la biodiversité ;

- respecter l'authenticité socioculturelle des communautés d'accueil, conserver leur patrimoine culturel bâti et vivant, ainsi que leurs valeurs traditionnelles, et contribuer à la tolérance et à la compréhension interculturelles ;
- garantir des activités économiques viables à long terme en apportant à tous les acteurs des retombées socioéconomiques équitablement réparties, notamment des possibilités d'emploi et de revenus stables, des services sociaux aux communautés d'accueil, et en contribuant à la lutte contre la pauvreté.

Le développement d'un tourisme durable exige la participation éclairée de toutes les parties prenantes concernées, ainsi qu'une volonté politique forte pour garantir une large participation et un large consensus. Assurer la viabilité du tourisme est un processus continu qui exige un contrôle permanent des impacts et l'introduction de mesures préventives et/ou correctives nécessaires en tant que de besoin.

Le tourisme durable doit également maintenir un haut niveau de satisfaction des touristes et leur permettre de vivre des expériences intéressantes, en les sensibilisant aux problématiques de la durabilité et en leur faisant mieux connaître les pratiques de tourisme durable » (PNUE & ONU 2005, p. 11-12).

Cette approche est parfois critiquée pour son caractère techniciste ou gestionnaire, et pour son intégration dans des logiques de marché. Le tourisme durable est parfois réduit à un « verdissement » des pratiques, sans remise en cause des logiques de consommation de masse.

3.3. Le tourisme équitable comme transformation structurelle et éthique

À l'opposé, le tourisme équitable et solidaire revendique une rupture avec les logiques néolibérales²² du tourisme globalisé. Il cherche à redonner aux

²² Par logiques néolibérales, nous entendons ici l'ensemble des dynamiques économiques qui privilégient la libre concurrence, la privatisation, la rentabilité à court terme et l'individualisation des rapports sociaux, au détriment des solidarités locales et des formes de gouvernance collective.

communautés locales la maîtrise des projets touristiques les concernant, et à en faire des acteurs à part entière, et non de simples réceptacles d'un produit prédéfini. Il repose sur des formes de gouvernance participative, des circuits courts de production touristique, et une transparence contractuelle entre les voyageurs, les opérateurs et les communautés.

Cette approche s'oppose fondamentalement à la vision individualiste qui domine la pensée économique classique, incarnée par la figure de l'homo œconomicus. Comme le souligne Daniel Cohen, l'homme économique agit rationnellement, il maximise son bien-être sous contrainte, il est libre et souverain, et ne doit rien à personne (Cohen 2012, p. 17). À rebours de ce modèle abstrait et désocialisé, le tourisme équitable s'ancre dans la relation, la réciprocité et la reconnaissance des interdépendances.

La dimension éthique est centrale : le tourisme équitable et solidaire se pense comme un outil au service d'un projet de société plus juste, plus équitable, et non comme un simple segment de marché.

3.4. Zones de recouvrement et distinctions fondamentales

Il existe cependant des zones de recouvrement entre les deux approches, notamment :

- l'attention portée à la préservation des ressources naturelles et culturelles ;
- la volonté de responsabiliser le voyageur ;
- l'intérêt pour les impacts économiques et sociaux du tourisme.

Mais les distinctions fondamentales tiennent à :

- leur rapport au modèle dominant (adaptation contre transformation) ;
- leur gouvernance (*top-down*²³ contre co-construction) ;
- leur finalité (performance durable contre justice sociale).

²³ Top-down : désigne une approche où les décisions sont prises en haut (par les autorités, institutions) et descendues vers le terrain, souvent sans vraie concertation avec les acteurs locaux.

4. Tourisme équitable, écotourisme, volontourisme, modèles collaboratifs : quelles frontières ?

Le tourisme équitable et solidaire ne constitue pas la seule forme de tourisme alternatif apparue en réaction aux dérives du tourisme de masse. Il coexiste avec une série d'autres modèles – écotourisme, volontourisme, tourisme participatif, tourisme collaboratif – avec lesquels il partage certaines valeurs tout en s'en distinguant. Si ces formes alternatives visent toutes à répondre aux défis du développement durable et à proposer un tourisme plus respectueux des territoires et des sociétés, leur prolifération pose la question de leurs frontières conceptuelles et des risques de récupération marketing.

4.1. Écotourisme : un tourisme centré sur la nature

L'écotourisme est défini par la Société internationale de l'écotourisme comme un « voyage responsable, dans les espaces naturels, qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales » (The International Ecotourism Society 1991, p. 123-132). Il repose sur trois piliers :

- la conservation des écosystèmes ;
- la participation des communautés d'accueil ;
- l'éducation environnementale des visiteurs.

L'écotourisme se distingue du TES par son ancrage écologique prioritaire. Il peut exister sans engagement solidaire explicite, notamment lorsqu'il est porté par des opérateurs commerciaux. Néanmoins, dans certaines configurations (écogîtes communautaires, réserves cogérées...), il rejoint les objectifs du TES. Le cas des écolodges de Madagascar étudié par Tongaharitina (2020) illustre bien cette porosité, dans un contexte où l'écotourisme haut de gamme peut aussi s'inscrire dans des dynamiques de développement local.

4.2. Volontourisme : entre engagement solidaire et ambiguïtés

Le volontourisme combine voyage et engagement bénévole dans des projets sociaux ou environnementaux. Très en vogue dans les années 2000–2010, il

repose sur la promesse d'un tourisme « utile », à travers des missions d'aide à l'éducation, à la santé ou à la préservation de l'environnement.

Cependant, de nombreuses critiques ont été formulées contre cette pratique. Plusieurs études soulignent une instrumentalisation des projets locaux, une logique néocoloniale de charité descendante et un manque de compétences des volontaires (Pastran 2014, p. 45-57). Le volontourisme diffère ainsi du TES en ce qu'il ne repose pas nécessairement sur des partenariats équilibrés ni sur une co-construction des projets avec les communautés.

4.3. Tourisme collaboratif : accès, économie, mais pas forcément équité

Le tourisme collaboratif désigne l'ensemble des pratiques fondées sur le partage de ressources entre particuliers, souvent via des plateformes numériques : hébergement (Airbnb, Couchsurfing, BeWelcome), transport (BlaBlaCar), transport maritime (Find a Crew), restauration (EatWith), etc., incluant parfois aussi l'échange de services ou le volontariat (HelpX, Workaway).

Ce modèle repose sur une logique d'économie de la fonctionnalité et d'optimisation des ressources disponibles. Il a pu être présenté comme plus durable, en ce qu'il favorise le lien social et réduit certaines externalités (en mutualisant les déplacements par exemple).

Cependant, dans les faits, plusieurs auteurs et observateurs ont dénoncé un glissement progressif vers une logique commerciale dérégulée. Ainsi, le cas d'Airbnb illustre comment le tourisme collaboratif peut produire des effets comparables à ceux du tourisme de masse : augmentation des loyers, pression foncière accrue, perte d'habitants permanents dans les centres urbains. Des villes comme Annecy ont d'ailleurs adopté des mesures pour limiter la prolifération des meublés touristiques et tenter de rétablir l'équilibre au profit des résidents²⁴.

Contrairement au tourisme équitable et solidaire (TES), le tourisme collaboratif ne repose pas nécessairement sur des partenariats équilibrés ni sur une redistribution

²⁴ CHOCRON Véronique, 2024, « "Sur les Airbnb, le Parlement a voté une loi morale" : Annecy, débordée par les meublés de tourisme, va "réoxygéner" sa vieille ville », *LeMonde.fr*, 7 novembre 2024.

équitable des bénéfices. Il ne garantit pas non plus un contrôle local effectif sur l'activité touristique, ce qui soulève des interrogations sur sa contribution réelle à un modèle de tourisme plus juste et durable.

4.4. Tourisme participatif : vers une co-construction de l'offre

Le tourisme participatif implique une implication directe des habitants dans la construction de l'expérience touristique, à travers des activités de coanimation, d'accueil chez l'habitant, de transmission de savoirs. Il est souvent porté par des structures de l'économie sociale et solidaire, ou des collectifs citoyens.

Dans cette logique, le tourisme participatif rejoint partiellement les principes du TES, en mettant l'accent sur la rencontre, la co-construction et la valorisation des cultures locales. Toutefois, son ancrage peut rester strictement local, sans nécessairement intégrer les dimensions Nord-Sud ou les principes issus du commerce équitable. Il constitue donc un champ d'innovation intéressant, mais partiel par rapport au modèle porté par l'ATES.

4.5. Risques de dilution des valeurs et d'instrumentalisation

La multiplication des formes de tourisme dit « alternatif » génère une certaine confusion conceptuelle. De nombreux opérateurs adoptent une terminologie valorisante (responsable, solidaire, éthique, participatif...) sans respecter les principes fondateurs de ces approches. Ce phénomène de *greenwashing* ou d'*ethicwashing*²⁵ contribue à la dilution des valeurs initiales, au risque de discréditer les projets authentiquement engagés.

Comme le souligne Sacareau, les bons sentiments ne suffisent pas à faire un bon tourisme (2007, p.6-14), et l'affichage solidaire peut masquer des logiques de domination ou de rentabilité déguisée. C'est pourquoi les acteurs du TES insistent sur l'importance de chartes éthiques, de labellisation exigeante, et de mécanismes de redevabilité, garants de la sincérité des engagements affichés.

²⁵ Le *greenwashing* désigne le fait de se donner une image écologique trompeuse sans véritable engagement, tandis que l'*ethicwashing* consiste à utiliser le discours éthique pour valoriser son image sans respecter réellement les principes revendiqués.

5. Le tourisme équitable comme levier de développement des territoires

Le tourisme équitable et solidaire ne se limite pas à proposer une alternative éthique au tourisme de masse. Il se présente également comme un outil de développement local, au service d'une transformation structurelle des territoires. Sa spécificité réside dans l'articulation entre tourisme, développement local et durabilité, reposant sur une approche holistique, participative et redistributive.

5.1. Articulation tourisme / développement local / durabilité

Le développement territorial durable implique une lecture intégrée des enjeux économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Dans cette perspective, le tourisme n'est pas une fin en soi, mais un moyen stratégique au service d'objectifs plus larges : autonomie des communautés, préservation des ressources, justice sociale.

Le tourisme équitable et solidaire répond à cette exigence par une mise en cohérence :

- des valeurs éthiques (respect, équité, solidarité) ;
- des modalités de gouvernance (participation, transparence) ;
- et des mécanismes économiques (circuits courts, fonds de développement, rémunération juste).

Comme le souligne un Caire G. (2007, p. 89-115), le tourisme solidaire se veut au service d'un développement endogène, humaniste et responsable, impliquant activement les populations locales dans les différentes phases du projet touristique et veillant à une répartition équitable des ressources générées.

5.2. Valorisation des ressources locales, circuits courts, retombées économiques

Le TES favorise la valorisation des ressources territoriales. Qu'elles soient naturelles, culturelles, humaines ou immatérielles, ces ressources sont mobilisées à travers des pratiques qui encouragent les circuits courts. Il s'appuie sur des prestataires locaux pour l'hébergement, la restauration, les activités, et vise à

réduire les fuites économiques en réinvestissant une partie des revenus dans des projets collectifs.

Cette approche permet notamment :

- de diversifier les sources de revenus pour des communautés souvent marginalisées ;
- de renforcer les compétences et savoir-faire locaux ;
- de consolider le tissu socio-économique dans une perspective de long terme.

Selon l'ATES (2019), le tourisme équitable et solidaire contribue à créer de l'emploi local, à soutenir l'économie territoriale, et à financer des projets de développement portés par les communautés d'accueil.

5.3. Tourisme comme outil et non comme fin : vers des politiques de développement situées

Le tourisme équitable et solidaire s'inscrit dans une logique de développement local durable. La finalité n'est pas la croissance des flux touristiques mais le renforcement des dynamiques territoriales et la consolidation des capacités d'agir locales.

Il invite ainsi à repenser les politiques de développement. Celles-ci ne doivent plus reposer uniquement sur des indicateurs quantitatifs comme le nombre de nuitées ou les recettes générées, mais intégrer des critères qualitatifs tels que l'impact social, l'autonomie économique des acteurs locaux, ou encore la préservation des ressources.

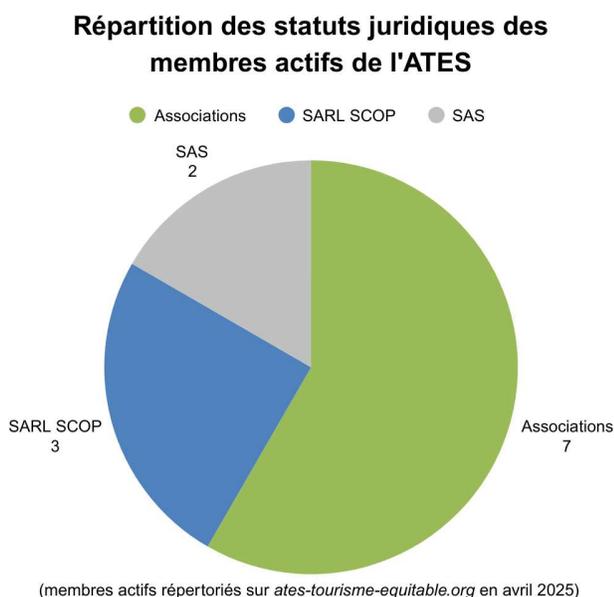
Cette perspective rejoint les principes de l'ESS ainsi que les pratiques de gouvernance territoriale partagée. Elle invite à territorialiser les politiques de tourisme en fonction des besoins, des ressources et des projets spécifiques à chaque communauté. Comme le souligne le GRET dans son rapport de 2006 (p. 93), le tourisme solidaire peut jouer un rôle de levier dans le développement local durable des territoires, à condition que les initiatives locales soient soutenues et intégrées dans une stratégie globale.

Chapitre 3 : Obstacles structurels au développement du tourisme équitable et solidaire

Malgré les valeurs fortes qu'il porte et les retombées qualitatives constatées sur certains territoires, le TES reste une pratique marginale dans l'économie touristique mondiale. Son développement se heurte à une série d'obstacles structurels, tant institutionnels qu'économiques ou organisationnels. Ces freins limitent sa diffusion, sa reconnaissance, ainsi que sa capacité à structurer une véritable alternative systémique au modèle dominant.

1. Faible visibilité dans les politiques touristiques

Le TES souffre d'un manque de reconnaissance institutionnelle, tant au niveau national qu'international. Dans les stratégies touristiques officielles (documents de planification, budgets, communications), il est rarement mentionné, ou seulement comme une déclinaison mineure du tourisme durable. En France, par exemple, les schémas régionaux de développement touristique évoquent peu le tourisme solidaire, lui préférant des approches plus technocratiques, orientées vers la performance économique ou la transition écologique.



Ce déficit de visibilité tient en partie à la taille modeste des opérateurs du secteur, souvent associatifs ou coopératifs, peu représentés dans les instances de décision.²⁶

Figure 4 : Répartition des statuts juridiques des membres actifs de l'ATES

1.1. Accès limité aux financements

Le modèle économique du TES repose sur une logique de redistribution des marges, de soutien à des projets de développement et de limitation des profits. Ce positionnement éthique rend l'accès aux financements classiques plus difficile. Peu attractif pour les investisseurs privés, il repose souvent sur des subventions publiques ou des financements de la coopération internationale, eux-mêmes précaires ou en baisse.

Par ailleurs, les structures opératrices sont souvent de petite taille, avec peu de moyens dédiés à la recherche de financements, à la gestion administrative ou à la veille stratégique. Cela crée un effet d'asphyxie structurelle : difficulté à investir dans l'innovation, à élargir les partenariats, à former les équipes, ou à déployer des outils numériques adaptés.

1.2. Difficultés de professionnalisation

L'autre obstacle majeur concerne la professionnalisation du secteur. Le TES repose sur une vision militante et engagée, mais ses acteurs doivent aussi répondre à des exigences croissantes en termes de qualité de service, de gestion, de sécurité, ou de conformité réglementaire. Or, les formations initiales ou continues spécifiquement dédiées au tourisme équitable sont rares, et les référentiels de compétences peu harmonisés.

Cette situation crée un paradoxe : d'un côté, une forte exigence éthique et qualitative ; de l'autre, un manque de ressources humaines formées, de capitalisation des expériences, et de mutualisation des savoir-faire. Comme le

²⁶ Les membres actifs de l'ATES se répartissent aujourd'hui entre trois statuts juridiques : association loi 1901, SARL SCOP et SAS. Une association loi 1901 est une structure à but non lucratif, centrée sur des objectifs sociaux, éducatifs ou de solidarité. Une SARL SCOP (Société à Responsabilité Limitée – Société Coopérative et Participative) est une entreprise où les salariés sont majoritaires au capital et participent aux décisions selon le principe "une personne = une voix". Une SAS (Société par Actions Simplifiée) est une forme d'entreprise plus souple, adaptée à des projets collectifs ou à impact, offrant une grande liberté dans l'organisation interne et la rédaction des statuts.

souligne l'étude d'impact menée par l'ATES (2019), « aujourd'hui, les habitants ainsi que les acteurs associatifs locaux expriment de nouveaux besoins en formation : formation à la commercialisation d'offres touristiques, formation à la communication, recherche de financement, entrepreneuriat, sont les principales thématiques identifiées. Unanimement souligné par les enquêtes de terrain, ce besoin s'exprime tant en matière de variété de thèmes que de fréquence avec, à minima, une formation par an » (ATES 2019, p. 15).

Ce constat met en lumière l'enjeu crucial d'un renforcement continu des compétences, condition indispensable pour conjuguer pérennité économique et fidélité aux valeurs fondatrices du tourisme équitable et solidaire.

1.3. Un positionnement encore fragile face au marché

Enfin, le TES reste confronté à un environnement concurrentiel peu favorable. Dans un contexte de surabondance d'offres touristiques, y compris "responsables", le message porté par le TES est parfois noyé dans un bruit commercial généralisé. Ce phénomène est accentué par la forte intensité publicitaire : 83 % des Français interrogés estiment que « la publicité est trop présente partout, tout le temps dans nos vies », et une large majorité considère qu'elle « suscite de façon excessive l'envie de consommer »²⁷. Faute de moyens importants pour le marketing ou la communication, les acteurs du tourisme équitable peinent à atteindre des clientèles plus larges, au-delà des cercles déjà sensibilisés.

Par ailleurs, le modèle économique du TES, fondé sur une juste redistribution des marges, rend ses offres parfois plus onéreuses que celles du tourisme classique. Dans un contexte d'arbitrage renforcé par la contrainte budgétaire, cet écart constitue un frein majeur : 89 % des consommateurs se déclarent aujourd'hui plus attentifs au prix des biens qu'ils achètent, et 78 % privilégient ce critère pour les produits non alimentaires, alors que seuls 14 % prêtent attention aux conditions de travail des salariés²⁸.

²⁷ CHARLET François, 2023, « [Observatoire de la consommation responsable 2023 Citeo x L'ObSoCo] La consommation responsable survit à l'inflation », *Citeo.com*, 23 mai 2023.

²⁸ CHARLET François, 2023, « [Observatoire de la consommation responsable 2023 Citeo x L'ObSoCo] La consommation responsable survit à l'inflation », *Citeo.com*, 23 mai 2023.

Ce déficit d'audience, combiné à des prix parfois plus élevés, contribue à freiner l'essaimage du modèle. Le TES se retrouve ainsi dans une tension permanente entre filiation militante et nécessaire viabilité économique, entre logique de niche et ambition de transformation systémique.

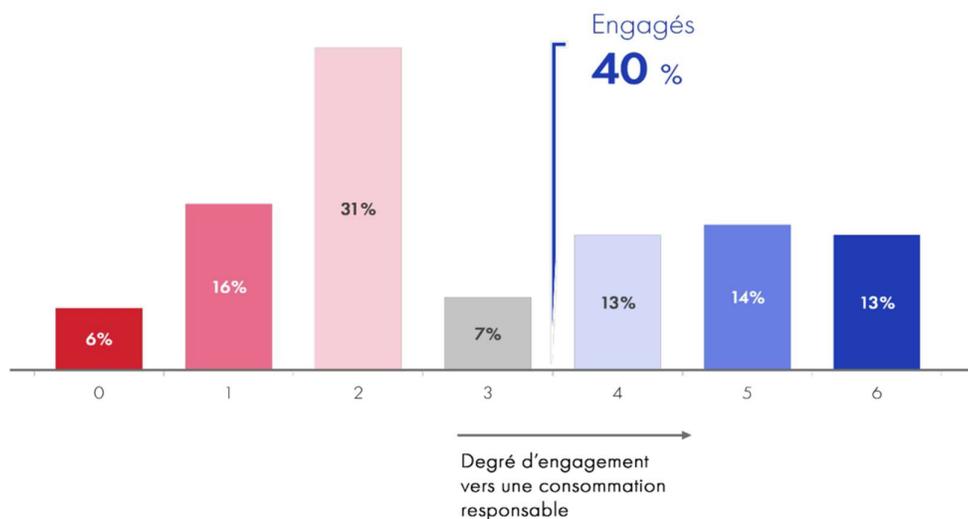


Figure 5 : Degré d'engagement des Français vers une consommation responsable (ObSoCo, 2023)

2. La mesure de l'impact économique : un angle mort ?

L'un des freins majeurs au développement et à la reconnaissance du TES réside dans la difficulté à mesurer son impact économique réel. Alors même qu'il revendique une contribution directe au développement local, le TES reste confronté à des lacunes méthodologiques et un manque d'outils standardisés. Cette invisibilisation statistique contribue à sa marginalisation dans les politiques publiques, à la fois touristiques et de développement.

2.1. L'absence d'indicateurs fiables et partagés

Contrairement aux formes classiques de tourisme, le TES ne s'appuie pas seulement sur des indicateurs standards comme le nombre de nuitées, les recettes fiscales ou les emplois touristiques déclarés. Ses retombées économiques sont diffuses, indirectes et pas seulement monétaires, rendant leur évaluation complexe. Comme le souligne Wong (2006) dans Rajaonson et Tanguay (2012, p. 1), «

l'élaboration d'une grille d'indicateurs de durabilité demeure une tâche difficile, dans la mesure où l'introduction d'une part de subjectivité est inévitable à chacune de ses étapes, de la sélection d'indicateurs jusqu'à leur interprétation ». Chaque structure opératrice applique ainsi ses propres indicateurs, selon ses capacités internes, ses priorités ou ses partenaires, ce qui rend difficile toute lecture transversale ou consolidation à l'échelle nationale ou internationale.

Cette difficulté est d'autant plus manifeste que les regroupements d'acteurs du tourisme alternatif, tels que l'ATES (*Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire*), ATR (*Agir pour un Tourisme Responsable*), ISTO (*Organisation Internationale du Tourisme Social*), EARTH (*European Alliance for Responsible Tourism and Hospitality*) ou encore l'ATTA (*Adventure Travel Trade Association*), s'appuient sur des critères d'évaluation qui diffèrent sensiblement. Tandis que l'ATES insiste sur une forte redistribution équitable et un ancrage local dans la solidarité internationale, ATR privilégie une amélioration continue vers des pratiques responsables accessibles au plus grand nombre. EARTH, à l'échelle européenne, cherchait à harmoniser les démarches sans imposer de cadre unique et a depuis fusionné en 2017 avec Bureau International du Tourisme Social pour créer l'ISTO qui promeut un tourisme durable et solidaire, et ATTA adopte une approche plus souple, centrée sur la sensibilisation environnementale et l'innovation dans le tourisme d'aventure. Cette hétérogénéité des critères renforce la complexité d'une mesure unifiée de l'impact économique et social du tourisme équitable et solidaire.

2.2. Problèmes d'échelle, de temporalité et de périmètre

La difficulté de mesure s'explique aussi par des problèmes d'échelle et de temporalité. Les effets du TES s'inscrivent dans la durée (formation, structuration, montée en compétences), ce qui rend leur observation immédiate peu pertinente. Par ailleurs, le périmètre d'analyse est souvent flou : faut-il inclure uniquement les retombées directes (prestations, salaires) ou aussi les effets indirects (restructuration de filières, renforcement des capacités, maintien sur le territoire) ?

Les méthodes classiques de type *input-output*, utilisées pour mesurer l'impact du tourisme sur une économie locale, sont souvent inadaptées au TES. Elles

privéligient les flux financiers, ignorent les dimensions sociales, et supposent des données homogènes difficilement disponibles dans les contextes où intervient le tourisme solidaire.

2.3. L'enjeu des effets qualitatifs et non monétaires

Le TES revendique également des effets qualitatifs importants : autonomisation des acteurs, renforcement des compétences, changement de représentation entre voyageurs et accueillants, meilleure maîtrise du développement local. Or ces dimensions sont difficilement quantifiables, et souvent au moins en partie exclues des dispositifs de suivi des politiques publiques.

Comme le rappelle Higgins-Desbiolles (2006, p. 1205), « le tourisme est bien plus qu'une simple "industrie" ; c'est une force sociale qui, libérée des entraves de l'idéologie marchande, peut atteindre des objectifs vitaux pour l'humanité »²⁹. Cette approche invite à dépasser la seule logique économique pour intégrer des critères sociaux, culturels et politiques.

Des chercheurs comme Scheyvens (2002) et Higgins-Desbiolles (2006) plaident ainsi pour le développement d'indicateurs de performance sociale et éthique, combinant mesures quantitatives (revenus, redistribution) et qualitatives (gouvernance, satisfaction des acteurs, transformation des rapports sociaux), dans une logique d'évaluation participative.

2.4. Vers une évaluation située et transversale

Face à l'absence d'indicateurs partagés, certaines structures du TES ont développé des outils d'évaluation hybrides mêlant auto-évaluation communautaire, indicateurs de durabilité et données économiques. L'ATES a ainsi élaboré un référentiel³⁰ structuré autour de trois axes : la gestion de la structure, la gestion de l'activité touristique et la gestion des partenariats. Ce référentiel comprend plus de 50 critères obligatoires, prioritaires et de progrès, permettant une évaluation progressive et adaptée aux spécificités de chaque organisation. Il intègre

²⁹ Traduit de l'anglais : « *Tourism is much more than just an "industry"; it is a social force, which if freed from the fetters of market ideology can achieve vital aims for all of humanity.* »

³⁰ ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, 2023, *Référentiel Voyageurs*, <https://ates-tourisme-equitable.org/>, s.d., consulté le 26 avril 2025.

notamment des notions telles que la part locale, la gouvernance partagée et l'impact communautaire, reflétant l'engagement des structures envers le développement local et la participation des parties prenantes. Toutefois, ces efforts restent dispersés et dépendent fortement des ressources disponibles, du soutien institutionnel et des capacités d'ingénierie locale, ainsi que de la bonne volonté de chaque structure concernée.

3. Greenwashing, récupération et obstacles géopolitiques

Le TES, en tant qu'alternative au tourisme de masse, est porteur de valeurs fortes : justice sociale, solidarité, durabilité, respect des cultures et des territoires. Mais cette singularité n'est pas sans tensions. À mesure que les enjeux de responsabilité deviennent des arguments de vente, le TES est confronté à des phénomènes de récupération commerciale et de dévoiement discursif, souvent désignés sous le terme de *greenwashing*. Par ailleurs, sa mise en œuvre est soumise à des obstacles politiques, géopolitiques et réglementaires, qui en limitent la portée dans certains contextes.

3.1. Greenwashing et éthique d'affichage

Le succès croissant du tourisme dit « responsable » a suscité l'intérêt de nombreux opérateurs touristiques, y compris des entreprises issues du modèle conventionnel. Ceux-ci intègrent progressivement des éléments de vocabulaire éthique (rencontre, local, durable, participatif, etc.) dans leur communication, sans toujours transformer en profondeur leurs pratiques.

Ce phénomène, désigné comme *greenwashing* ou *ethicwashing*, consiste à mobiliser le lexique du développement durable et de la solidarité à des fins purement marketing, sans engagement réel sur le terrain. Il en résulte une confusion pour le voyageur, qui peine à distinguer les offres véritablement équitables de celles qui n'en portent que l'image.

Comme le souligne un article de Cathy Alegria, « les acteurs touristiques communiquent aussi, et surtout, sur leurs actions en matière de développement durable et, il faut bien le dire, en font souvent un argument massue pour attirer des

clients. Cependant leur communication ne correspond pas toujours à la réalité, tombant parfois dans les travers du greenwashing »³¹.

Dans le cas du tourisme, cela conduit parfois à un détournement des principes du TES, réduits à une simple charte éthique sans contrôle ni gouvernance partagée.

3.2. L'absence de régulation et de cadres clairs

L'une des faiblesses structurelles du secteur réside dans l'absence d'un cadre légal ou normatif international clairement défini pour le tourisme équitable. Contrairement au commerce équitable, qui dispose de labels internationaux relativement reconnus (Fairtrade, WFTO), le TES ne bénéficie pas d'un label universel, bien qu'il existe des initiatives comme celle de l'ATES en France avec le Label « Tourisme Équitable » ou encore celle d'ATR avec le label « Agir pour un Tourisme Responsable ».



Figure 7 : Label « Tourisme Équitable » (ATES)



Figure 6 : Label « Agir pour un Tourisme Responsable » (ATR)

Ce vide juridique favorise l'appropriation opportuniste du concept, y compris par des structures qui ne respectent pas les principes fondamentaux (transparence, redistribution, co-construction). Le risque est alors de vider le TES de sa substance politique et sociale, en le diluant dans une offre *soft* de tourisme responsable déconnecté des enjeux de transformation sociale.

³¹ ALEGRIA Cathy, 2023, « Tourisme durable et greenwashing, le défi de la crédibilité en jeu », *Xerfi.com*, 10 octobre 2023, consulté le 27 avril 2025.

3.3. Enjeux géopolitiques, autoritarisme et instrumentalisation

Au-delà du marketing, le TES peut aussi faire face à des obstacles géopolitiques dans certains pays ou territoires. Des régimes autoritaires ou instables peuvent entraver l'implantation de projets participatifs, voire interdire certains échanges perçus comme subversifs. Dans d'autres contextes, les communautés locales sont instrumentalisées dans des projets de coopération internationale ou d'attractivité touristique, sans pouvoir réel de décision.

Le cas de Cuba illustre cette problématique. L'État cubain exerce un contrôle étroit sur le secteur touristique. Cette centralisation limite l'autonomie des initiatives locales et restreint les bénéfices directs pour les communautés. Comme le souligne un article de Laurine Chapon (2021), le gouvernement cubain a décidé de limiter drastiquement l'accueil des navires de croisières, estimant que ces derniers ne profiteraient pas aux pays récepteurs. Fidel Castro déclarait alors : « Viennent des hôtels flottants, restaurants flottants, théâtres flottants, divertissement flottant, ils visitent les pays pour leur laisser les ordures, les canettes vides et les papiers pour quelques misérables centavos ». C'est d'ailleurs le groupe de tourisme Gaviota, propriété des forces armées révolutionnaires cubaines, qui détient de nombreuses entreprises et verrouille en partie le secteur touristique de l'île.

En 2021, une nouvelle réglementation a renforcé ce contrôle en réservant l'ensemble des activités touristiques aux agences nationales agréées par le ministère du Tourisme. De nombreux travailleurs privés craignent que leurs services ne soient exclus de l'offre officielle, en raison de critères à la fois économiques et idéologiques : « avec la nouvelle réglementation, beaucoup de ces travailleurs indépendants craignent que leurs services ne soient pas approuvés pour faire partie des options proposées par les entreprises nationales, notamment parce qu'ils devront passer par un filtre du ministère du Tourisme qui – très probablement – imposera des limites strictes au travail des professionnels diplômés ainsi qu'une sélection idéologique »³².

³² Traduit de l'espagnol : « *Con la nueva normativa, muchos de estos freelancer temen que sus servicios no sean aprobados para formar parte de las opciones que ofrecerán las empresas nacionales, especialmente porque deberán pasar por un filtro del Ministerio de Turismo que -muy probablemente- establecerá estrictos límites al trabajo de profesionales diplomados y también una selección ideológica.* » ; Source : 14YMEDIO, 2021, « Las agencias nacionales tendrán el monopolio del turismo en Cuba », *14ymedio.com*, 9 juin 2021.

Enfin, le TES peut aussi être instrumentalisé dans des politiques de coopération internationale, notamment dans le cadre de programmes bilatéraux ou de projets européens, sans pour autant bénéficier aux acteurs de terrain. Ce risque de récupération institutionnelle pose la question de l'autonomie des structures locales, et de leur capacité à inscrire les projets dans une dynamique véritablement endogène.

4. Défis de la collecte et de l'exploitation des données

L'un des freins les plus persistants à la reconnaissance du TES tient à l'absence de données structurées, comparables et accessibles sur ses pratiques, ses impacts et ses dynamiques territoriales. Cette faiblesse informationnelle, souvent liée à des verrous politiques, techniques ou culturels, limite à la fois l'évaluation des initiatives, leur diffusion, et leur intégration dans les dispositifs institutionnels de suivi.

4.1. Une absence d'observatoires spécialisés

Contrairement au tourisme conventionnel, le TES n'est aujourd'hui intégré dans aucun observatoire sectoriel structuré à l'échelle internationale. Alors que l'OMT produit régulièrement des statistiques sur les flux, les recettes ou les performances nationales du tourisme, il n'existe aucun suivi spécifique des formes équitables ou solidaires. De même, les systèmes statistiques nationaux (INSEE, Eurostat...) ignorent largement ce secteur, en raison de sa faible part de marché mais aussi de son hétérogénéité.

Des tentatives de structuration ont néanmoins vu le jour à l'initiative d'acteurs comme l'ATES, qui développe depuis 2007 une « charte du tourisme équitable et solidaire » et une grille d'évaluation toujours plus complète (de 10 critères en 2007 à plus de 50 critères aujourd'hui)³³ et partagée entre ses membres. Mais ces outils restent cantonnés à des réseaux militants et ne bénéficient pas d'un portage institutionnel fort, ce qui limite leur impact en matière de pilotage de politiques publiques.

³³ ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, s.d., *Les dates clés du tourisme équitable*, <https://ates-tourisme-equitable.org/>, consulté le 27 avril 2025.

4.2. Manque d'accès à des données fiables dans les pays du Sud

Dans de nombreux pays d'intervention du TES, notamment en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, les systèmes de suivi statistique sont souvent peu développés, voire inexistantes au niveau local. Les données disponibles sont souvent agrégées à un niveau national trop général, ou bien centrées sur le tourisme international marchand. Il est donc difficile d'y isoler les initiatives communautaires, participatives ou solidaires. Par ailleurs, la collecte des données est souvent entravée par des obstacles linguistiques, logistiques ou administratifs, notamment dans des zones rurales ou faiblement desservies. Le traitement des données demande du temps, des compétences, des ressources financières et une culture de l'évaluation partagée, qui ne sont pas toujours réunis sur le terrain.

4.3. Verrouillages politiques et culturels : le cas de la Chine

Dans certains contextes autoritaires, l'accès aux régions touristiques est volontairement restreint pour des raisons politiques et idéologiques. C'est notamment le cas en Chine, où l'État exerce un contrôle rigoureux sur l'accès au Tibet et aux zones à forte identité culturelle.

Comme l'illustre une étude récente, « avec les contrôles administratifs restreints du gouvernement, les touristes internationaux devraient aller au Tibet en accompagnant avec des agences de voyage » (Huang 2024, p.122). Cette obligation d'encadrement limite non seulement la liberté des voyageurs, mais empêche aussi toute mise en œuvre indépendante d'initiatives touristiques locales.

De plus, la transparence sur les conditions de visite, la gouvernance locale et les effets réels des projets touristiques reste très limitée. La mise en scène d'une image culturelle valorisée par les autorités masque parfois des réalités moins conformes aux principes du tourisme communautaire, aboutissant à des opérations de façade plus qu'à de véritables démarches participatives.

Dès lors, l'analyse du tourisme équitable et solidaire dans des contextes comme celui de la Chine doit intégrer ces verrouillages politiques et culturels, qui biaisent profondément la nature endogène et autonome que ces projets revendiquent.

4.4. Initiatives existantes et leurs limites

Des initiatives prometteuses ont été menées par des ONG (GRET, Tétraktys), des collectivités locales ou des réseaux (ATES, etc.) pour créer des outils de suivi adaptés à la diversité des projets de TES. Ces dispositifs mêlent généralement :

- des grilles d'auto-évaluation ;
- des entretiens qualitatifs avec les parties prenantes ;
- des indicateurs contextuels sur les retombées économiques, sociales et culturelles.

Mais ces efforts restent fragmentés, non interopérables entre structures, et peu valorisés au niveau politique ou académique. L'absence d'un cadre méthodologique partagé empêche toute consolidation à plus grande échelle, et fragilise la capacité du secteur à faire valoir ses spécificités.

4.5. Enjeux pour l'avenir : mutualisation, transparence, autonomie

La consolidation du TES comme modèle reconnu et reproductible passe par un effort collectif de production et de mise en circulation des données. Il s'agit non seulement de mieux documenter les projets existants, mais aussi de créer une culture partagée de l'évaluation, fondée sur la transparence, l'inclusion des acteurs locaux et l'appropriation par les communautés concernées.

Comme le souligne l'Organisation mondiale du tourisme, « Mesurer le tourisme durable est fondamental pour améliorer l'action publique en faveur du développement durable, promouvoir un langage statistique commun pouvant être comparé entre pays et secteurs économiques, et faire entendre la voix du tourisme lors des prises de décisions clé »³⁴.

La donnée devient alors un levier politique, au service d'un tourisme plus juste, plus visible, et mieux intégré dans les stratégies de développement durable.

³⁴ Traduit de l'anglais : « *Measuring sustainable tourism is fundamental to improve policy action for sustainable development, and will promote one common statistical language which can be compared across countries and different economic sectors, and make tourism's voice heard when addressing key decisions* » ; Source : ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME, 2018, *Credible Sustainable Tourism Measurement for Improved Decision-Making*, <https://tinyurl.com/y9w9pbcs>, 2 mars 2018, consulté le 27 avril 2025.

Conclusion de la première partie

À l'issue de cette première partie, le tourisme équitable et solidaire apparaît comme un modèle alternatif structuré, né en réaction aux excès du tourisme de masse, et porteur d'un projet plus juste, solidaire et durable. Ancré dans les principes de l'économie sociale et solidaire, il cherche à rééquilibrer les relations entre territoires émetteurs et accueillants, à renforcer les capacités locales, et à reterritorialiser les retombées économiques du tourisme.

L'analyse historique a permis de situer l'émergence du modèle dans un contexte de critique croissante du développement touristique conventionnel, mais aussi d'expérimentation d'approches nouvelles par des ONG, des acteurs locaux et des réseaux internationaux. Sur le plan conceptuel, le TES se distingue à la fois du tourisme de masse par sa logique de personnalisation et de redistribution, et du tourisme durable par sa visée transformatrice, fondée sur des rapports de solidarité, de justice économique et de co-construction.

Cependant, cette ambition se heurte à un ensemble de freins structurels, économiques et politiques. Le TES demeure faiblement visible dans les politiques publiques, peu soutenu financièrement, et confronté à une concurrence symbolique avec d'autres formes de tourisme se réclamant du « durable ». Il fait également face à des phénomènes de *greenwashing*, à des obstacles géopolitiques et à une absence de régulation claire, qui en limitent la portée réelle.

Enfin, l'un des constats les plus récurrents est l'impossibilité de mesurer avec précision son impact économique. L'absence d'observatoires spécialisés, le manque de données consolidées, la difficulté à objectiver les effets non monétaires ou différés, tout cela contribue à invisibiliser les apports du TES, et donc à freiner son développement. Ces lacunes méthodologiques posent un problème à l'heure où les politiques de développement et les financements internationaux s'appuient de plus en plus sur des indicateurs objectivables et comparables.

C'est précisément cette question de la mesure de l'impact économique qui sera au cœur de la deuxième partie. En lien avec la problématique du mémoire, il s'agira de

comprendre comment la mise en place d'un observatoire spécifique pourrait répondre à ce déficit d'évaluation, et devenir un outil stratégique de développement pour les territoires concernés.

Trois axes seront abordés :

- l'absence actuelle d'un cadre structurant et ses implications ;
- les difficultés d'accès à des données fiables et partagées, notamment dans les pays du Sud ;
- les limites de la comparaison avec d'autres formes de tourisme en termes de retombées économiques.

Ce travail permettra de poser les bases de la réflexion méthodologique engagée en troisième partie où une proposition concrète de modélisation d'observatoire sera formulée.

**PARTIE 2 : DE LA DIFFICULTÉ DE MESURER
L'IMPACT ÉCONOMIQUE DU TOURISME
ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE**

Introduction de la deuxième partie

Alors même que le TES se positionne comme un levier de développement local durable, la première partie de ce mémoire a montré combien ses effets économiques demeurent encore difficiles à objectiver. En raison d'un manque de données consolidées, d'un cadre méthodologique peu harmonisé et de l'absence d'outils d'observation dédiés, la mesure de son impact reste lacunaire, ce qui nuit à sa reconnaissance institutionnelle et à son essor à grande échelle.

C'est sur cette difficulté centrale que se concentre la présente partie, structurée autour d'une problématique précise :

Comment la mise en place d'un observatoire spécifique peut-elle être utilisée comme outil stratégique pour accroître les retombées économiques positives du tourisme équitable et solidaire au profit des économies locales ?

Trois hypothèses seront explorées pour éclairer cette interrogation :

- La mise en place d'un observatoire spécifique au tourisme équitable et solidaire est essentielle pour mesurer ses impacts économiques réels sur les communautés locales.
- L'accès à des données fiables représente un enjeu majeur dans le tourisme équitable et solidaire.
- Le tourisme équitable et solidaire ne génère pas toujours les retombées économiques escomptées, comparé à d'autres formes de tourisme.

Cette partie s'attachera ainsi à identifier les verrous techniques, institutionnels et méthodologiques qui freinent la reconnaissance économique du TES, à analyser les limites actuelles en matière de production et d'exploitation des données, et à interroger la viabilité d'un modèle économique équitable sans dispositif structurant d'observation et d'évaluation.

Chapitre 1 : Il n'existe pas d'observatoire structurant pour le tourisme équitable et solidaire, ce qui complique la mesure de son impact économique

1. L'absence d'un observatoire sectoriel : un enjeu central pour la reconnaissance du tourisme équitable et solidaire

Le TES, bien qu'il revendique une contribution directe au développement local, reste largement invisible dans les dispositifs institutionnels de suivi et d'évaluation du secteur touristique. Contrairement à d'autres segments du tourisme comme le tourisme durable ou le tourisme de masse, il ne bénéficie d'aucun observatoire structurant, ni au niveau national, ni au niveau international, mais plutôt d'une pluralité d'acteurs-observateurs. Cette absence d'observatoire dédié constitue un frein majeur à sa reconnaissance et à sa consolidation en tant que modèle économiquement pertinent.

1.1. Un outil d'observation : définition et fonctions

Un observatoire, dans le domaine des politiques publiques et du développement territorial, désigne un dispositif permanent de production, de traitement et de diffusion de données. Il a pour vocation :

- d'améliorer la connaissance d'un phénomène dans la durée ;
- d'aider à la décision publique et au pilotage stratégique ;
- de favoriser le dialogue entre les parties prenantes ;
- d'alimenter le débat public par des données objectivées et accessibles.

Dans le domaine du tourisme, les observatoires remplissent également une fonction de légitimation : ils permettent de quantifier les effets d'un secteur, de défendre des choix d'investissement, ou d'orienter des financements. L'Organisation mondiale du

tourisme (OMT) soutient ainsi la création d'observatoires régionaux du tourisme durable à travers son programme INSTO (*International Network of Sustainable Tourism Observatories*), en encourageant une approche « inclusive et fondée sur des données probantes » pour mesurer et suivre les impacts du tourisme à l'échelle locale³⁵.

1.2. Le vide statistique autour du tourisme équitable et solidaire.

Malgré sa structuration croissante depuis les années 2000, le TES ne bénéficie pas d'un tel dispositif. Il n'existe aucune base de données centralisée, continue ou comparative sur ce segment. Les seules données disponibles sont issues :

- de rapports internes produits par les acteurs eux-mêmes ou par des réseaux comme l'ATES ;
- de quelques évaluations de projets menés par des ONG ;
- ou de recherches universitaires ponctuelles, non systématisées.

Ce vide statistique pose un double problème :

- Il empêche une lecture transversale et dynamique de l'évolution du secteur, de ses retombées économiques, et de ses effets indirects (emploi, revenus, structuration des filières, renforcement des capacités).
- Il freine la reconnaissance du TES dans les politiques publiques, qui s'appuient de plus en plus sur des indicateurs mesurables pour légitimer les choix de financement et d'accompagnement.

Comme le souligne Gilles Caire (2006, p. 200), « l'absence d'une administration ayant capacité pour suivre, coordonner et contrôler reste un enjeu majeur », freinant la reconnaissance et le poids politique du tourisme solidaire dans les politiques publiques.

1.3. Une invisibilisation renforcée par la diversité des initiatives

Le TES se caractérise par une très grande diversité de porteurs de projets (ONG, associations, coopératives, entreprises sociales, collectivités), de contextes

³⁵ Traduit de l'anglais : « *inclusive, evidence-based approach* », ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME, 2016, *UNWTO Network of Observatories (INSTO): Advancing the Measurement of Sustainable Tourism Development, Open Consultation Meeting*, <https://tinyurl.com/bdemc2x7>, 6 juin 2016, consulté le 27 avril 2025.

géographiques, de modèles économiques et de niveaux de structuration. Cette hétérogénéité rend la standardisation des indicateurs délicate, et complexifie la construction d'un dispositif unifié d'observation.

À cela s'ajoute un positionnement éthique qui met l'accent sur la qualité des relations humaines, les effets non monétaires, et le respect des temporalités locales, autant d'éléments difficilement quantifiables selon les méthodes classiques du suivi d'activité touristique.

Mais cette complexité ne saurait justifier l'absence d'observation. Au contraire, elle renforce la nécessité de penser un dispositif sur mesure, co-construit avec les acteurs de terrain, et adapté aux spécificités du modèle équitable et solidaire.

2. Difficultés structurelles de mise en place d'un observatoire spécifique

L'absence d'un observatoire structurant dédié au tourisme équitable et solidaire (TES) ne s'explique pas uniquement par un déficit de volonté politique ou institutionnelle. Elle résulte également de difficultés structurelles et techniques, propres à la nature du modèle, à sa diversité, ainsi qu'à ses modalités d'organisation. Ces contraintes limitent la capacité des acteurs à produire, centraliser et exploiter les données économiques de manière continue, homogène et utile à l'action.

2.1. Faible structuration institutionnelle et dispersion des acteurs

Le TES repose essentiellement sur des réseaux d'acteurs associatifs, coopératifs ou à but non lucratif, souvent de petite taille et faiblement professionnalisés. L'absence de fédération ou de chambre professionnelle unique rend la coordination difficile entre les différents opérateurs. Même au sein de réseaux reconnus comme l'ATES, les approches, les indicateurs, et les outils de suivi varient fortement d'un organisme à l'autre, selon les contextes, les moyens ou les objectifs propres.

Cette faible structuration sectorielle limite la capacité à :

- mutualiser les pratiques d'observation ;
- concevoir des outils communs robustes ;
- dégager une ligne stratégique claire face aux pouvoirs publics.

Même au sein de réseaux reconnus comme l'ATES, les approches, les indicateurs, et les outils de suivi varient fortement d'un organisme à l'autre, selon les contextes, les moyens ou les objectifs propres. Comme le souligne la synthèse d'impact de l'ATES, « le développement de cette activité n'a généralement pas entraîné la création de nouveaux partenariats » (2019, p. 9), ce qui traduit une difficulté de mutualisation et d'interconnexion au sein même du secteur.

2.2. Manque de financements dédiés et discontinuité des initiatives

La mise en place d'un observatoire suppose des ressources humaines qualifiées, du temps, des outils numériques, et une capacité de traitement des données. Or, les structures du TES disposent rarement de financements récurrents pour assumer cette fonction d'observation. Les rares initiatives existantes sont souvent intégrées à des projets ponctuels, financés dans le cadre d'appels à projets ou de programmes de coopération, et s'interrompent ensuite, faute de moyens, de temps ou de compétences.

Comme le souligne un avis du CESE (2018, p.17) sur le tourisme durable dans les Outre-mer, « la construction de plans stratégiques doit se fonder sur des indicateurs fiables et actualisés, or les observatoires du tourisme fonctionnent avec peu de moyens ».

Ce manque de moyens et de continuité empêche toute capitalisation longue, toute montée en compétence des équipes, et rend difficile la construction d'un référentiel partagé.

2.3. Capacités locales insuffisantes dans les territoires d'accueil

Du côté des communautés locales, en particulier dans les pays du Sud, les conditions techniques et institutionnelles pour collecter et transmettre des données économiques sont souvent limitées. Cela s'explique par :

- un manque de formation à la collecte et à l'analyse de données ;

- une absence d'outils numériques adaptés (logiciels, connectivité, sécurité) ;
- des priorités de terrain orientées vers l'opérationnel plus que le suivi.

Dans certains cas, la pression temporelle ou les contraintes logistiques (zones rurales isolées, langues locales, infrastructures défailtantes) rendent la transmission d'informations difficile. Les acteurs de terrain privilégient alors l'action directe au détriment de l'évaluation, par manque de ressources ou de formation.

Comme le soulignent Achmad, Prambudia et Rumanti (2023, p. 9), les données sont souvent collectées sur de longues périodes et dans des conditions sous-optimales, ce qui limite leur pertinence pour l'évaluation de la performance.

2.4. Des dispositifs existants mais limités dans leur portée

Quelques initiatives existent cependant. L'ATES, par exemple, a développé un référentiel d'impact comprenant des indicateurs sur la répartition des revenus, la part locale, la gouvernance partagée, ou les projets de développement appuyés. De même, certaines ONG comme le GRET ou Tetraktys intègrent des modules d'évaluation économique des projets touristiques.

Mais ces outils restent isolés, difficilement interopérables, et rarement valorisés au-delà de leur cadre propre. Ils peinent à produire des données comparables d'un projet à l'autre, faute de standardisation méthodologique et de suivi transversal.

En l'absence de relais institutionnels puissants, et sans un cadre de gouvernance commun, ces initiatives ne suffisent pas à faire émerger un observatoire sectoriel stable, reconnu et piloté collectivement.

2.5. Vers une gouvernance collective et décentralisée de l'observation

Face à ces difficultés, plusieurs auteurs appellent à une refondation du modèle d'observation, en s'appuyant sur des principes de co-construction, de décentralisation et de transparence. Il s'agirait de bâtir des outils adaptés à la diversité des contextes, tout en assurant leur articulation au sein d'un système plus large de connaissance du TES.

Comme le souligne également le CESE (2018, p. 124), « l'observation ne doit pas être réduite à sa seule dimension technique, ni être entendue comme un instrument

de surveillance de l'activité », mais doit jouer un rôle fédérateur et servir à la fois le bien-être des populations et le développement durable.

3. La dépendance aux financements occidentaux : une limite à la viabilité ?

La plupart des initiatives de TES, qu'il s'agisse de projets portés par des ONG du Nord, de partenariats bilatéraux ou de programmes de coopération, reposent sur des financements d'origine occidentale, qu'ils proviennent de bailleurs publics (agences de développement, institutions européennes) ou le plus souvent privés (fondations, ONG internationales, mécénat solidaire, associations, entreprises). Si ces apports ont permis l'essor initial du TES, ils posent aujourd'hui la question de la durabilité financière et de la souveraineté des dispositifs de suivi et d'évaluation.

3.1. Une dépendance structurelle et peu diversifiée

Les porteurs de projets du TES dépendent très souvent de financements ponctuels, obtenus via des appels à projets compétitifs. Cette configuration les rend vulnérables à l'instabilité des aides publiques, aux changements de priorités des bailleurs, ou à des interruptions brutales de financement.

Par exemple, en France, l'ADEME (Agence de la transition écologique) finance certaines initiatives de tourisme durable à travers des appels à projets spécifiques, comme le « Fonds Tourisme Durable »³⁶. Ce fonds soutient les structures engagées dans la transition écologique, mais uniquement sur des périodes courtes (généralement de 12 à 18 mois) et pour des montants plafonnés. Ce type de financement reste limité dans le temps et conditionné à des critères précis, sans offrir de garantie de pérennité.

La quasi-absence de fonds propres empêche ainsi les structures du TES d'investir dans des dispositifs d'évaluation permanents. L'observation est reléguée au second

³⁶ ADEME, 2023, *Fonds Tourisme Durable – Formes émergentes de tourisme*, <https://agir.ademe.fr/aides-financieres/aap/fonds-tourisme-durable-formes-emergentes-de-tourisme>, s.d., consulté le 27 avril 2025.

plan, considérée comme un « luxe méthodologique » ou une charge administrative, surtout après la fin des projets.

De plus, la concentration de l'aide sur certaines zones ou thématiques impose souvent des cadres d'évaluation standardisés, déconnectés des réalités locales. Les priorités des bailleurs (visibilité, chiffres clés, résultats rapides) entrent parfois en contradiction avec la temporalité lente et contextuelle du développement local.

La fragmentation des financements et l'absence de coordination entre acteurs aggravent encore cette situation. Les rares initiatives d'observation existantes restent dispersées, ponctuelles, et souvent abandonnées faute de moyens, empêchant toute construction progressive d'un référentiel partagé.

3.2. Des systèmes d'évaluation imposés plutôt que co-construits

Plusieurs travaux sur la coopération Nord–Sud soulignent que l'évaluation des projets touristiques dans le cadre du TES est souvent pilotée par les bailleurs, avec une faible marge d'adaptation pour les partenaires du Sud. Le cadre logique, les indicateurs, la périodicité des rapports, sont généralement définis en amont, dans une logique descendante.

Cela pose plusieurs problèmes :

- Les indicateurs mobilisés ne correspondent pas toujours aux priorités des communautés locales.
- Les données collectées servent davantage à la reddition de comptes qu'à l'apprentissage partagé ou à l'amélioration des pratiques.
- L'évaluation devient un exercice administratif détaché du terrain, parfois vécu comme une contrainte supplémentaire par les porteurs de projet.

Cette logique d'évaluation instrumentale empêche l'émergence d'un observatoire enraciné dans les territoires, capable de construire du sens collectivement à partir des réalités vécues.

3.3. Une autonomie compromise et des effets pervers

La dépendance financière peut également générer des effets pervers sur la gouvernance des projets et sur leur pérennité. Des projets de tourisme solidaire

initialement participatifs peuvent évoluer vers des formes plus verticales ou commerciales lorsque la logique de subvention s'essouffle.

L'absence d'un modèle économique stabilisé pour les structures d'observation ou d'évaluation constitue alors un point de fragilité central : faute de financements pérennes, la fonction d'observation reste marginale, éclatée, ou abandonnée une fois le projet achevé.

Le problème n'est donc pas tant l'origine des financements que la manière dont ils sont conditionnés, leur durée, et leur capacité à soutenir des outils pensés par et pour les acteurs locaux.

3.4. Vers des dispositifs hybrides et décentralisés ?

Pour sortir de cette dépendance, certains auteurs et praticiens proposent de construire des modèles hybrides, mêlant financement public, contributions des voyageurs, fonds de solidarité communautaires, ou partenariats avec des universités locales. Ces approches permettraient :

- de diversifier les sources de financement ;
- d'ancrer les dispositifs dans la durée ;
- de renforcer l'autonomie méthodologique et politique des communautés.

Comme le rappellent Sørensen et Grindsted (2021), « de nouvelles approches de développement touristique durable – fondées sur la croissance verte sociale et environnementale, l'état stationnaire et la décroissance – ont été proposées en réponse aux impacts des échecs du tourisme orienté vers la croissance »³⁷. Cette évolution vise à concevoir des formes de tourisme moins dépendantes des logiques de rentabilité immédiate, et plus ancrées dans les dynamiques locales.

D'ailleurs, cette diversification des ressources est déjà amorcée chez certains acteurs du tourisme équitable et solidaire : plusieurs structures membres de l'ATES, par exemple, combinent subventions publiques, autofinancement par les voyages, et partenariats institutionnels pour pérenniser leurs actions.

³⁷ Traduit de l'anglais : « *New socially and environmentally sustainable green growth, steady-state and degrowth approaches to tourism development have been proposed as responses to the impacts of failed growth-oriented tourism developments* ».

4. En Occident, une approche industrielle du tourisme encore dominante

Alors même que le tourisme équitable et solidaire tente de redéfinir les logiques de création de valeur touristique autour de la solidarité, de la redistribution et du développement local, les cadres institutionnels de mesure et de suivi dans les pays occidentaux restent majoritairement structurés par une vision industrielle et macroéconomique du tourisme. Cette approche, fondée sur les indicateurs classiques du marché (nombre de visiteurs, recettes, nuitées, emplois), est mal adaptée à la complexité du TES, dont les retombées sont plus qualitatives, territorialisées et pas toujours (ou pas seulement) monétaires.

4.1. Des observatoires pensés pour le tourisme de masse

Les systèmes statistiques nationaux en Europe, comme ceux de l'INSEE, d'Eurostat³⁸, ainsi que les dispositifs de planification tels que les Schémas Régionaux de Développement Touristique (SRDT)³⁹, se concentrent principalement sur le volume de fréquentation, les recettes générées et les retombées fiscales. Ces indicateurs, bien qu'efficaces pour le pilotage du tourisme conventionnel, sont insuffisants pour rendre compte :

- de la répartition locale de la valeur ;
- des effets qualitatifs sur les communautés ;
- des dynamiques de co-construction des offres touristiques.

Autrement dit, les outils d'analyse dominants sont pensés pour suivre l'activité d'une « industrie du tourisme », mais non pour évaluer des formes de tourisme ancrées dans les logiques de l'économie sociale et solidaire.

³⁸ Eurostat est l'office statistique de l'Union européenne. Il collecte, harmonise et publie des données comparables sur les pays européens, notamment dans les domaines économique, social, territorial et environnemental.

³⁹ Les Schémas Régionaux de Développement Touristique (SRDT) sont des documents stratégiques élaborés par les Régions françaises pour orienter, planifier et soutenir le développement du tourisme sur leur territoire.

4.2. Une vision sectorielle en silo

En Occident, le tourisme est encore souvent appréhendé en silo, comme un secteur économique autonome, déconnecté des politiques de développement local, d'inclusion sociale ou d'économie circulaire. Cette segmentation institutionnelle empêche l'émergence d'approches transversales qui intégreraient le TES dans une lecture globale des politiques territoriales.

S'ajoute à cela un manque de reconnaissance stratégique du tourisme, encore trop souvent réduit à une activité de loisirs, alors qu'en 2019 la contribution directe du tourisme au PIB mondial s'élevait à 3,5 billions de dollars, soit 4 % du PIB mondial (OMT 2021, p. 9). Cette sous-estimation pèse sur sa capacité à être intégré sérieusement dans les schémas de développement durable.

Ce cloisonnement se traduit notamment :

- par l'absence de ponts entre les observatoires touristiques, sociaux, économiques et environnementaux ;
- par une faible représentation des acteurs du TES dans les instances de concertation régionales ou nationales ;
- par une marginalisation des enjeux de justice économique ou de redistribution dans les critères d'évaluation.

Ainsi, le tourisme durable tout comme le TES est souvent pensé comme une niche, une externalité positive, mais pas comme une matrice d'action publique.

4.3. Une difficulté à intégrer des logiques holistiques

Le TES, par sa nature transversale, nécessite une approche holistique de l'évaluation : il croise les enjeux économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Or, les outils actuellement mobilisés par les acteurs publics en Occident sont encore largement fondés sur des logiques d'efficacité économique et de compétitivité territoriale.

Cela rend difficile :

- la reconnaissance de la plus-value sociale et territoriale du TES ;
- l'intégration du TES dans les dispositifs de financement et de planification ;

- la construction d'indicateurs adaptés aux logiques d'impact solidaire.

Ce décalage entre les outils disponibles et les besoins d'analyse du TES nourrit une forme d'invisibilisation méthodologique, déjà évoquée dans les sections précédentes.

4.4. Vers une révision des cadres d'observation en Europe ?

Des initiatives récentes, notamment dans les milieux de l'ESS, plaident pour une révision des cadres d'observation afin d'y intégrer de nouveaux indicateurs qualitatifs et multi-acteurs. Les expériences menées autour des indicateurs de richesse territoriale ou de performance globale pourraient constituer des pistes de travail pour un observatoire adapté au TES.

Cependant, leur transposition dans le champ du tourisme reste limitée. Sans un changement de paradigme dans la manière de penser et de suivre le développement touristique, le TES risque de rester en marge des grands dispositifs institutionnels d'observation, et donc de financement.

5. Vers une approche plus holistique et intégrée de l'observation

Face aux limites identifiées dans les sections précédentes – absence d'observatoire structurant, dépendance aux bailleurs, inadaptation des cadres occidentaux – émerge la nécessité de concevoir une approche alternative, cohérente avec les principes du TES. Une telle approche devrait permettre de mieux comprendre, valoriser et piloter les effets économiques de ce modèle, tout en respectant ses spécificités éthiques et territoriales. Cela implique de penser l'observation non pas comme un exercice purement statistique, mais comme un processus politique, participatif et stratégique.

5.1. Construire des outils à l'image du modèle

Le tourisme équitable et solidaire s'appuie sur des logiques de co-construction, de redistribution, de gouvernance partagée. Il paraît donc incohérent de l'évaluer à

l'aide d'outils construits sur des logiques descendantes, technocratiques, ou purement quantitatives.

Plusieurs auteurs comme Scheyvens (2002) et Higgins-Desbiolles (2006) plaident pour des modèles d'évaluation endogènes, ancrés dans les territoires, et construits avec les acteurs concernés, l'implication des communautés étant essentielle. Une observation fidèle au TES devrait ainsi :

- s'appuyer sur une démarche participative, incluant les communautés d'accueil, les voyageurs, les opérateurs et les institutions locales ;
- intégrer des indicateurs mixtes, à la fois quantitatifs (part des revenus redistribués localement, emplois créés, nombre de projets financés) et qualitatifs (satisfaction des parties prenantes, niveau de participation, dynamique communautaire) ;
- privilégier une analyse contextualisée, sensible aux temporalités locales, aux trajectoires territoriales, et aux dynamiques sociales.

5.2. Vers une gouvernance partagée de la donnée

Une dimension essentielle d'un observatoire équitable réside dans la gouvernance de la donnée. Qui collecte ? Qui valide ? Qui interprète ? Ces questions sont au cœur des enjeux de légitimité et de pouvoir. Trop souvent, les données sur le tourisme sont produites par des institutions centrales ou des acteurs extérieurs au territoire, sans retour ni contrôle par les communautés concernées.

Un observatoire adapté au TES devrait reposer sur :

- La transparence des données produites et accessibles à toutes les parties prenantes.
- Une gestion partagée des indicateurs, définis collectivement et revus régulièrement.
- Une valorisation des savoirs locaux, y compris ceux qui ne passent pas par des formats « objectivables » classiques.

Ce modèle pourrait s'inspirer d'expériences menées dans le champ de l'ESS, où des indicateurs ont été développés en lien avec les acteurs de terrain, à l'image de Valor'ESS, un outil porté par l'UDES (Union des employeurs de l'ESS) qui permet

aux structures d'évaluer elles-mêmes leur « valeur sociale créée » selon 43 critères économiques, sociaux et territoriaux concertés⁴⁰.

5.3. Vers un outil d'aide au pilotage territorial

L'enjeu de cette réflexion n'est pas uniquement méthodologique. Il est également stratégique. Un observatoire du TES ne doit pas être pensé comme un simple outil de suivi, mais comme un véritable levier de pilotage territorial. Il permettrait :

- de rendre visible l'impact économique réel du TES ;
- de dialoguer avec les pouvoirs publics sur des bases objectivées ;
- d'orienter les choix des structures et des réseaux en matière de formation, de financement ou de développement de nouveaux projets ;
- et d'identifier les conditions favorables à l'ancrage durable du tourisme équitable dans les politiques locales.

Ce type d'outil pourrait aussi jouer un rôle central dans la reconnaissance institutionnelle du TES, et dans la sécurisation de ses financements.

Chapitre 2 : Les difficultés de collecte sur le terrain : entre cloisonnement, manque de moyens et logiques de fragmentation

L'un des principaux obstacles à la mise en place d'un observatoire fiable, opérationnel et harmonieux du TES réside dans les conditions de collecte des données sur le terrain, notamment dans les pays du Sud, où se concentrent la majorité des projets. Ces pays, très différents les uns des autres, le sont aussi de nos référentiels français, tant en termes de structures économiques que d'approches statistiques.

⁴⁰ VALOR'ESS, s.d., *Révélez votre impact social*, <https://www.valoress-udes.fr/>, consulté le 27 avril 2025.

Si la volonté d'évaluer les effets économiques du TES est bien réelle chez les acteurs impliqués, la mise en œuvre technique et organisationnelle de cette ambition se heurte à un ensemble de contraintes structurelles et contextuelles. Ces contraintes limitent la fiabilité, la comparabilité et la continuité des données produites.

1. Des partenaires locaux sous-équipés et peu formés

Les structures partenaires implantées dans les territoires d'accueil — associations, coopératives, prestataires informels, parfois même simples familles — sont souvent de taille modeste, animées par des bénévoles ou des salariés peu formés aux outils de gestion et d'évaluation, et ne venant pas forcément du secteur touristique. L'activité quotidienne de ces structures est généralement tournée vers l'accueil, l'animation ou la logistique parfois uniquement dans le cadre de partenariats avec une structure du TES française, ces derniers travaillant dans d'autres secteurs habituellement, ce qui laisse peu de place au temps d'analyse, de capitalisation ou de formalisation des pratiques. Cela rejoint des constats formulés dans la littérature spécialisée. Principaud (2010, p. 1) montre, à travers l'exemple du tourisme rural intégré en Basse-Casamance (Afrique sub-saharienne), que le manque d'organisation et de professionnalisme des acteurs entrave la pérennisation d'un tourisme rural intégré aux seins de villages, malgré un potentiel certain. De son côté, l'ATES souligne, dans son Kit des porteurs de projets de tourisme équitable et solidaire, que le démarrage de projets touristiques solidaires peut s'avérer difficile sans accompagnement spécifique et sans vision claire, faute de moyens dédiés au suivi technique⁴¹.

De plus, dans de nombreux cas, les partenaires locaux ne disposent pas des outils numériques nécessaires pour collecter et transmettre les données : absence d'ordinateur, mauvaise connexion Internet, méconnaissance des logiciels de

⁴¹ ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, 2019, *Kit des porteurs de projet de tourisme équitable et solidaire*, <https://tinyurl.com/3hua96wr>, s.d., consulté le 27 avril 2025.

bureautique ou d'analyse. Cette situation complique toute standardisation des formats de données, et fragilise la pérennité des informations recueillies.

1.1. Une absence de culture de l'évaluation intégrée

La culture de l'évaluation, telle qu'elle existe dans les structures européennes ou les ONG du Nord, est souvent peu ancrée dans les pratiques locales. Cela tient à plusieurs facteurs : faible priorisation de la mesure d'impact dans les projets, manque de formation, charge de travail opérationnelle, ou encore perception de l'évaluation comme une exigence extérieure imposée par les bailleurs. Cela rejoint les difficultés repérées dans d'autres projets de développement participatif, où l'appropriation des outils de suivi dépend directement des capacités et du temps disponibles des équipes locales.

1.2. Cloisonnement de la donnée et isolement des structures

Même dans les pays disposant de systèmes statistiques relativement bien organisés, le cloisonnement des données constitue un frein majeur. Les structures qui mènent des projets solidaires ne sont pas toujours connectées entre elles, ni aux bases de données publiques. Il n'existe généralement pas de plateforme mutualisée permettant de regrouper ou de comparer les informations issues de différents projets.

Comme le souligne le Rapport de la mission Data et territoires (ministère de la transformation et de la fonction publiques 2023, p. 9), la mutualisation suppose des relations de confiance, des compétences techniques spécifiques, et une capacité de coordination qui font souvent défaut aux petites structures. Le rapport appelle d'ailleurs à « passer d'une logique d'appels à projets concurrentiels entre collectivités à une logique d'appels à communs et encourager les réponses provenant de structures de mutualisation ». Ce phénomène de cloisonnement produit une multiplication des vecteurs d'information, souvent non connectés, rendant difficile toute consolidation ou agrégation au niveau national ou régional.

1.3. Des zones rurales et marginalisées plus vulnérables

Les difficultés de collecte sont encore plus marquées dans les zones rurales isolées, les régions instables ou les territoires peu dotés en infrastructures. Là où le TES est

pourtant le plus pertinent (zones exclues du tourisme de masse, territoires sous-dotés économiquement), les conditions de suivi sont les plus précaires.

L'accès aux données est limité par :

- l'éloignement physique ;
- les barrières linguistiques ou culturelles ;
- les contextes d'insécurité ou de méfiance institutionnelle ;
- la faible maîtrise des outils numériques et des méthodes de suivi.

Même dans des contextes européens, les petites structures touristiques rencontrent déjà des freins dans la collecte de données en raison du manque de ressources humaines et de formation. Ce constat est encore plus marqué dans les contextes précaires du Sud, où l'enjeu de la donnée reste secondaire face aux urgences opérationnelles.

2. Méthodes existantes et leurs limites

Face à l'absence d'un cadre structurant pour le suivi et l'analyse du TES, certaines organisations et réseaux ont tenté de développer des méthodes empiriques et opérationnelles pour mesurer, au moins partiellement, les effets économiques de leurs activités. Si ces démarches traduisent une volonté de rendre compte de l'utilité sociale du TES, elles souffrent néanmoins de limites méthodologiques importantes, liées à la diversité des contextes, à la faiblesse des moyens et à l'absence de véritables référentiels communs à ce jour.

2.1. Une évaluation souvent interne, ponctuelle et peu comparable

Dans la plupart des cas, les données sur les retombées économiques du TES proviennent de rapports d'activité internes produits par les structures elles-mêmes (ONG, coopératives, voyagistes solidaires). Ces rapports permettent de renseigner certains indicateurs, comme :

- la part du prix du voyage reversée aux partenaires locaux ;
- le nombre de bénéficiaires directs ;
- les projets financés via des fonds de développement.

Ces données ont toutefois un caractère ponctuel, souvent dépendant des exigences spécifiques d'un financeur ou d'un projet donné. Elles ne permettent que rarement une lecture dans le temps, ni une consolidation inter-projets. Les méthodologies utilisées diffèrent fortement d'une structure à l'autre, ce qui limite la comparabilité des résultats.

De plus, ces évaluations sont en grande partie auto-réalisées, sans vérification extérieure, ce qui introduit des biais d'analyse potentiels (effet vitrine, biais de confirmation, volonté de valorisation face aux bailleurs).

2.2. Comparaison avec d'autres formes de tourisme : une méthode limitée

Certains opérateurs tentent de positionner le TES par rapport à d'autres formes de tourisme alternatif, comme le tourisme communautaire, l'écotourisme ou encore le tourisme durable. L'objectif est alors de mettre en valeur des indicateurs différenciants, par exemple :

- un taux de redistribution plus élevé ;
- une gouvernance plus inclusive ;
- une plus faible empreinte écologique.

Mais ces comparaisons restent fragiles sur le plan méthodologique, car elles reposent souvent sur des contextes très différents (nature des activités, zones géographiques, publics ciblés, statuts juridiques). En outre, elles s'appuient rarement sur des données tierces vérifiables et souffrent d'un manque de recul critique. Comme le soulignent González Domínguez, Osorio García et Delgado Cruz (2021, p. 71), la majorité des projets de tourisme rural « n'ont pas l'impact attendu sur les communautés réceptrices, en raison d'une planification déficiente et d'un manque de formation, ce qui limite leur exécution »⁴².

⁴² Traduit de l'espagnol : « *no tienen el impacto esperado en las comunidades receptoras, pues existe una planificación deficiente y escasa capacitación, lo que limita su ejecución, por tanto, se observa una gestión no adecuada* ».

2.3. Une échelle micro, une dispersion des pratiques

Autre limite récurrente : l'analyse se fait quasi exclusivement à l'échelle micro, au niveau de chaque projet ou structure. Cela se justifie par la volonté d'inscrire l'action dans le local, mais complique toute vision globale du secteur.

En l'absence de coordination, les pratiques d'évaluation sont extrêmement dispersées, tant dans leur forme (grilles, entretiens, comptabilité simplifiée) que dans leur finalité (communication externe, auto-réflexion, justification auprès des bailleurs). Il en résulte une absence de standardisation des méthodes, rendant difficile l'élaboration d'indicateurs communs, reproductibles et utilisables à plus large échelle.

Cette fragmentation est d'autant plus problématique que de nombreuses structures du TES fonctionnent de manière relativement isolée, sans nécessaire mutualisation de leurs outils.

2.4. Le défi de la fiabilité et de l'exploitation des chiffres

Enfin, une limite centrale réside dans la qualité et la fiabilité des données produites. Les chiffres communiqués sont rarement accompagnés de précisions méthodologiques (mode de calcul, sources, périmètre), ce qui fragilise leur portée analytique. De nombreux acteurs reconnaissent eux-mêmes que la collecte des données économiques vient souvent en second car perçue comme moins prioritaire au côté opérationnel, et qu'elle n'est pas toujours exploitable pour piloter l'activité ou démontrer son impact.

De plus, faute de ressources humaines dédiées, ces données sont rarement analysées, et restent sous-utilisées. Cela rejoint un constat formulé dans d'autres secteurs de l'économie sociale et solidaire : produire de la donnée ne suffit pas, encore faut-il qu'elle soit appropriée, comprise et réinvestie collectivement.

3. Le stockage, le financement et la gouvernance des données

La question de la donnée dans le tourisme équitable et solidaire (TES) ne se limite pas à sa collecte. Pour qu'elle soit réellement utile au pilotage, à la valorisation et à

la reconnaissance du modèle, il est nécessaire d'en assurer le stockage sécurisé, le financement durable, et une gouvernance partagée et légitime. Ces trois dimensions sont trop souvent négligées dans les projets, avec pour conséquence une perte d'informations précieuses, une exploitation inégale, voire des risques d'appropriation non consentie.

3.1. Des données souvent éparses et peu capitalisées

Dans de nombreux projets, les données collectées (statistiques de fréquentation, revenus, questionnaires voyageurs, rapports internes...) sont stockées de manière informelle, souvent sur les ordinateurs des responsables de projet, dans des tableurs non sauvegardés, ou sur des plateformes numériques centralisées mais non maîtrisées (Google Drive, Dropbox, WhatsApp, etc.).

Cette situation crée plusieurs risques :

- perte ou effacement de données en cas de changement d'équipe, de panne ou de mauvaise gestion des accès ;
- problèmes de confidentialité ou d'utilisation non conforme (absence de consentement explicite) ;
- impossibilité de croiser ou d'historiciser les données, rendant toute analyse rétrospective difficile.

La plupart des structures n'ont pas de stratégie explicite de stockage, ni de budget dédié à la conservation des données.

3.2. Un financement quasi inexistant pour l'activité de suivi

La collecte, le traitement et l'exploitation de données représentent un coût humain et technique importants, que peu de structures intègrent dans leur budget (d'après une étude de Komprise en 2022, les organisations dépensent en moyenne 30 % de leur budget informatique au stockage et au management des données collectées)⁴³. Les postes de coordination sont rarement fléchés sur ces missions, et les dépenses

⁴³ KOMPRISE, s.d., *The State of Unstructured Data Management*, <https://tinyurl.com/mv887r4u>, consulté le 27 avril 2025.

associées (abonnement logiciel, analyse statistique, archivage sécurisé) sont souvent considérées comme secondaires.

Cette situation s'explique en partie par la structure des financements : la majorité des projets solidaires sont financés par appels à projets à durée limitée, avec une logique de résultats immédiats. Bien que la transparence soit au cœur des préoccupations des acteurs du TES, l'observation quantitative est rarement vue comme un livrable prioritaire faute de moyens, sauf lorsqu'elle est explicitement demandée par les bailleurs.

Par ailleurs, la faiblesse des fonds disponibles est structurelle : les opérateurs du tourisme équitable et solidaire privilégient la redistribution maximale des revenus vers les communautés d'accueil, et maintiennent volontairement des marges financières modestes, contrairement aux logiques du tourisme classique. Comme le rappelle Schéou (2012, p. 227), les opérateurs de l'ATES font voyager quelques milliers de touristes par an dans une quarantaine de destination alors que le membre le plus important d'ATR (qui se réclame du tourisme responsable) fait voyager près de 70 000 voyageurs par an dans 150 destinations à lui seul. Et si l'on parle du tourisme de masse, on peut citer les 1 518 000 clients du Club Med en 2023 reçus dans 65 réparties dans une quarantaine de pays dans le monde⁴⁴. Dans ce cadre, la différence de moyens est évidente.

3.3. Problèmes de gouvernance et d'appropriation

Au-delà des moyens techniques et financiers, c'est la question de la gouvernance de la donnée qui soulève des enjeux politiques et éthiques fondamentaux. Qui décide de ce qu'il faut mesurer ? Qui a accès aux données ? À quelles fins sont-elles utilisées ?

Dans de nombreux projets, ce sont les structures du Nord — ONG, agences, financeurs — qui contrôlent l'architecture de la donnée, ce qui peut entraîner :

- un déséquilibre d'accès entre producteurs et utilisateurs de l'information ;
- une instrumentalisation des chiffres à des fins de communication ou de levée de fonds, sans retour vers les communautés ;

⁴⁴ CLUB MED, 2023, *Rapport : Responsabilité et Solidarité*, <https://www.clubmed.fr/>, consulté le 27 avril 2025.

- une perte de souveraineté informationnelle des acteurs locaux, voire une dépossession symbolique du sens produit.

Comme le rappelle Schéou (2012, p. 223-230), il est essentiel que les acteurs du Sud participent directement à la définition du tourisme équitable, afin d'éviter une conceptualisation dictée uniquement par les acteurs du Nord. Cela implique de reconsidérer la production et la circulation de la connaissance touristique, non plus comme un simple outil technique, mais comme un processus collectif, ancré dans les territoires et gouverné de manière partagée.

3.4. Enjeux pour l'avenir : vers des outils adaptés et partagés

Des solutions commencent à émerger :

- utilisation de logiciels libres et open source, hébergés localement ;
- définition d'une charte éthique de la donnée solidaire ;
- création de plates-formes collaboratives associant les partenaires du Sud aux décisions méthodologiques ;
- intégration du coût du suivi dans les lignes budgétaires des projets.

Mais ces dynamiques restent marginales, et nécessitent un changement de posture de la part des structures d'accompagnement, des bailleurs et des institutions publiques. Le stockage et la gouvernance de la donnée ne doivent plus être pensés comme des fonctions annexes, mais comme des conditions structurelles de la reconnaissance du TES comme outil de développement.

4. Comparaison des approches existantes et pistes de solutions

Face aux limites récurrentes en matière de collecte, de fiabilité, de stockage et de gouvernance des données dans le TES, plusieurs acteurs ont développé des méthodes expérimentales, adaptées à leurs réalités de terrain. Bien que souvent encore imparfaites ou isolées, ces initiatives offrent des pistes de solution intéressantes pour penser l'évolution vers un observatoire plus structuré et plus partagé.

4.1. Des expériences émergentes et contrastées

Certaines organisations ou réseaux ont tenté de mettre en place des outils d'évaluation systématisés. C'est le cas de :

- l'ATES, qui a produit un référentiel d'auto-évaluation mêlant indicateurs quantitatifs (nombre de bénéficiaires, retombées économiques locales) et qualitatifs (participation, gouvernance, satisfaction des parties prenantes) ;
- Tetraktys, ONG spécialisée en ingénierie de développement touristique, qui intègre des grilles d'analyse territoriale dans ses projets solidaires en Afrique de l'Ouest et en Asie ;
- ou encore de structures communautaires en Amérique latine (Pérou, Guatemala), qui ont recours à des enquêtes participatives menées avec les habitants pour suivre les effets sociaux et économiques des séjours.

Ces expériences montrent qu'il est possible d'évaluer le TES de manière contextualisée, sans outils lourds ni expertise extérieure. Elles partagent cependant certaines limites :

- des outils souvent non interopérables entre projets ;
- une standardisation insuffisante ;
- un manque de consolidation statistique ;
- une dépendance aux financements ponctuels ou à la bonne volonté des coordinateurs locaux.

4.2. Trois niveaux d'enjeux pour une méthode efficace

L'analyse de ces pratiques permet d'identifier trois conditions essentielles pour bâtir un dispositif d'observation du TES efficace et durable :

Méthodologique : Il est nécessaire de co-construire un référentiel simple, souple, et basé sur des indicateurs réellement utiles aux acteurs. Il doit permettre la comparaison, mais aussi s'adapter aux contextes. La méthode doit articuler données quantitatives (ex : revenus redistribués, emplois créés, nombre de nuitées chez l'habitant) et qualitatives (ex : niveau de confiance, sentiment d'utilité, rapport au projet).

Technique : Il convient de privilégier des outils *low-tech*⁴⁵, *open source*⁴⁶, utilisables sans connexion Internet permanente et facilement appropriables. Cela peut aller de tableaux papier à des applications mobiles simplifiées avec synchronisation différée. Des modules d'initiation à la collecte et à l'analyse sont souvent nécessaires.

Politique : Enfin, la méthode doit être intégrée à la gouvernance du projet dès la conception. L'évaluation ne doit pas être une injonction extérieure, mais une opportunité de pilotage collectif, au service des objectifs du territoire. Cela suppose des temps dédiés, des discussions sur les résultats, et une restitution compréhensible et utile.

4.3. Vers des solutions mutualisées et reproductibles

Des initiatives prometteuses émergent à l'échelle internationale pour créer des modèles partagés et transférables :

- L'ATES expérimente un module de formation à l'auto-évaluation pour ses membres.
- Certaines universités (ex. Toulouse Jean-Jaurès, Grenoble Alpes) accompagnent des mémoires professionnels et projets de recherche-action dans ce sens.

Ces approches gagneraient à être documentées, mutualisées et diffusées dans le cadre d'un observatoire partagé, qui servirait autant à produire de la donnée qu'à former les acteurs et à favoriser le dialogue entre partenaires.

⁴⁵ Low tech : ensemble de technologies simples, robustes et accessibles, pensées pour être réparables, durables et adaptées aux besoins locaux, plutôt qu'à une course permanente à l'innovation sophistiquée.

⁴⁶ Open source : mode de développement où les logiciels (ou parfois les outils) sont librement accessibles, modifiables et partageables par tous, favorisant la transparence, la collaboration et l'adaptation aux besoins spécifiques.

5. Une question éthique incontournable : qui collecte, qui interprète, qui décide ?

Au-delà des aspects techniques ou méthodologiques, l'accès à des données fiables dans le TES pose une question éthique centrale : celle du pouvoir sur la production, la circulation et l'interprétation de l'information. Dans un modèle qui revendique la co-construction, la transparence et l'équité, il est crucial de s'interroger sur qui définit les indicateurs, qui contrôle les outils, et à quelles fins les données sont utilisées.

5.1. Un déséquilibre persistant dans la production de la connaissance

Dans la majorité des projets solidaires analysés, les acteurs du Nord (ONG, agences, bailleurs) restent les principaux producteurs, analyseurs et utilisateurs des données. Les partenaires du Sud — pourtant premiers concernés par les effets du tourisme — sont rarement impliqués dans la définition des indicateurs ou dans l'interprétation des résultats.

Ce déséquilibre contribue à une forme de reconduction des rapports de domination, que le TES prétend pourtant déconstruire. La donnée touristique n'est jamais neutre. Elle oriente les décisions, légitime les interventions, conditionne les financements. Dès lors, la question de sa gouvernance est fondamentalement politique.

La centralisation de la donnée dans les pays du Nord, son traitement dans des formats imposés, ou sa mobilisation dans des rapports de communication, peut aboutir à :

- une instrumentalisation du vécu local à des fins d'image (greenwashing, marketing solidaire) ;
- une normalisation des pratiques locales selon les standards occidentaux (chartes, indicateurs, modèles de projets) ;
- une confiscation du sens, où les voix des communautés sont réduites à des chiffres sans épaisseur.

À l'inverse, si les données sont produites localement, discutées collectivement et restituées dans des formats accessibles, elles peuvent devenir un outil de transformation sociale, un levier d'autonomie et un espace de renforcement des capacités.

5.2. Vers une gouvernance partagée et transparente

Une gouvernance éthique des données suppose :

- une implication des communautés dès la conception des dispositifs d'évaluation ;
- la reconnaissance des savoirs non académiques, informels, narratifs ou visuels ;
- une restitution des résultats dans des formats compréhensibles et utiles localement (ex : affichage public, théâtre forum, radio communautaire) ;
- une clarté sur l'usage des données : qui les consulte ? À quelles fins ? Avec quels droits d'accès et de modification ?

Certains projets pilotes intègrent déjà ces principes. Par exemple, le GRET (2006, p. 50-100) recommande de créer des comités mixtes d'évaluation, regroupant représentants de la communauté, opérateurs touristiques et techniciens. Ces comités valident les indicateurs, suivent la collecte et participent à l'analyse collective.

5.3. Réinscrire la donnée dans le projet politique du TES

Enfin, cette réflexion éthique est indissociable du projet politique du tourisme équitable et solidaire : construire un modèle touristique décolonisé, non extractif, et fondé sur la réciprocité. Produire de la donnée autrement, c'est aussi faire exister d'autres narrations du développement, d'autres critères de réussite, d'autres manières de dialoguer entre Nord et Sud.

On pourrait citer Friedrich Nietzsche : « Évaluer, c'est créer : écoutez donc, vous qui êtes créateurs ! C'est l'évaluation qui fait des trésors et des bijoux de toutes choses évaluées » (1883, p. 88).

Chapitre 3 : Le tourisme équitable et solidaire ne génère pas toujours les retombées économiques escomptées, comparé à d'autres formes de tourisme

1. Un modèle fragilisé par des contextes politiques et géopolitiques défavorables

Le TES repose sur des valeurs de participation, de transparence, de redistribution et de dialogue interculturel. Or, ces principes sont difficilement conciliables avec certains contextes politiques ou géopolitiques, qui peuvent en freiner, voire en compromettre la mise en œuvre. Dans les pays autoritaires, instables ou fortement centralisés, les projets solidaires se heurtent à des logiques de contrôle, de surveillance ou de récupération politique, ce qui limite leur portée économique et sociale.

1.1. Des régimes politiques peu ouverts à la transparence

Le TES nécessite une implication active des communautés locales, une gestion partagée, ainsi qu'un suivi des flux financiers. Ce degré de transparence, bien qu'essentiel au modèle, peut poser un problème dans des États où l'autorité centrale contrôle strictement les initiatives locales, limite la liberté d'association ou se méfie des projets internationaux.

Comme illustré en première partie, la collecte et l'utilisation de données peut être difficile dans certains pays du monde où les données sont contrôlées par le gouvernement, laissant peu de liberté aux acteurs du TES (c'est le cas de Cuba ou de certaines régions chinoises par exemple).

Par ailleurs, le tourisme peut aussi être mobilisé par l'État comme vecteur de légitimation territoriale, en promouvant des itinéraires touristiques qui sacralisent l'histoire nationale au détriment des mémoires locales alternatives. À Cuba, depuis 2021, l'État contrôle aussi les guides touristiques eux-mêmes, leur interdisant toute

liberté de parole. Comme le résume Amaya, guide indépendante : « Dans un pays aussi centralisé que Cuba, l'État contrôle tous les mécanismes : la publicité, les agences de taxi, les hébergements en formule tout compris... Dans ce contexte, un guide touristique privé n'a aucun moyen de lui faire concurrence »⁴⁷.

1.2. Des zones politiquement instables ou en conflit

De nombreux territoires où le TES pourrait être pertinent — zones rurales marginalisées, régions post-conflit, périphéries urbaines défavorisées — souffrent d'un environnement institutionnel fragile. Instabilité politique, corruption, conflits armés latents, tensions interethniques ou absence d'État de droit rendent difficile, voire risquée, la mise en place de projets impliquant des fonds internationaux, des groupes étrangers et des formes d'organisation collective.

Dans ces contextes, le tourisme solidaire est parfois perçu comme une ingérence extérieure, une menace pour les équilibres locaux ou une source de conflits d'intérêts autour des retombées économiques. Cela peut conduire à :

- la suspension ou l'interdiction de certains projets ;
- des blocages administratifs ou des pressions politiques ;
- une réappropriation des bénéfices par des élites locales, au détriment des principes de redistribution et de participation.

1.3. Des impacts économiques freinés par la géopolitique

Enfin, au-delà des blocages politiques locaux, les dynamiques géopolitiques internationales ont un impact sur la viabilité économique du TES. Embargos, sanctions, insécurité régionale, tensions diplomatiques ou crises sanitaires peuvent entraîner :

- une chute brutale des flux touristiques ;
- une perte de confiance des voyageurs ;
- une suspension des financements de coopération.

⁴⁷ Traduit de l'espagnol : « *En un país tan centralizado como Cuba el Estado tiene todos los mecanismos: publicidad, agencias de taxi, hospedajes todo incluido... En ese sentido, el guía turístico privado no tiene cómo hacerle competencia.* » ; Source : SOSIN MARTÍNEZ Eileen, 2022, « No serás guía turístico privado en Cuba », *Coolt.com*, 11 novembre 2022, consulté le 27 avril 2025.

Ces aléas, qui échappent au contrôle des structures locales, montrent à quel point le modèle du TES est vulnérable à l'environnement géopolitique global, ce qui limite sa capacité à générer des retombées économiques durables et stables.

2. Une reconnaissance institutionnelle encore marginale

Malgré les valeurs fortes qu'il véhicule et les dynamiques locales qu'il soutient, le TES souffre d'un manque de reconnaissance institutionnelle, tant au niveau national qu'international. Cette faible visibilité se traduit par une intégration très limitée dans les politiques publiques, un accès réduit aux dispositifs d'accompagnement économique, et une absence quasi-totale dans les documents de planification touristique. Cette marginalité nuit non seulement à la légitimation du modèle, mais aussi à sa capacité à attirer des financements pérennes et à démontrer ses retombées économiques.

2.1. Une absence dans les stratégies nationales et locales

Dans la majorité des pays, les documents stratégiques de développement touristique (plans nationaux, SRDT, SCOT, stratégies régionales d'attractivité, etc.) font peu, voire aucune mention explicite du TES. Lorsqu'ils abordent le tourisme « alternatif », ils se réfèrent généralement à des notions plus larges — tourisme durable, écotourisme, tourisme responsable — sans distinguer les spécificités du TES. Même en France, où l'ATES et plusieurs ONG sont actives depuis plus de vingt ans, les mentions du TES dans les politiques publiques restent parcellaires et peu opérationnelles. À l'échelle régionale, les rares collectivités qui le soutiennent le font sur une base militante ou expérimentale, mais sans cadre structurant.

2.2. Des dispositifs de soutien inadaptés

Cette reconnaissance institutionnelle limitée se reflète également dans les dispositifs de financement, de formation et de structuration professionnelle, souvent conçus pour les acteurs du tourisme marchand. Les aides à l'investissement touristique, les accompagnements à la transition numérique ou les appels à projets stratégiques restent largement calibrés pour les entreprises classiques (agences de voyages, hébergements marchands, tour-opérateurs).

Les structures du TES — souvent petites, associatives ou coopératives — ont du mal à remplir les critères requis (statut, chiffre d'affaires, retombées mesurables). De plus, les indicateurs utilisés par les financeurs publics ne tiennent généralement pas compte des critères sociaux, redistributifs ou participatifs caractéristiques du TES.

2.3. Une faible représentation dans les instances de concertation

Le TES est aussi faiblement représenté dans les organes de gouvernance et de concertation touristique, que ce soit à l'échelle nationale (Comité interministériel du tourisme, fédérations professionnelles), ou au niveau territorial (comités régionaux, offices de tourisme, agences de développement). Cela limite sa capacité à peser dans les décisions stratégiques, à faire valoir ses spécificités, ou à proposer des indicateurs alternatifs de performance.

2.4. Le poids du tourisme marchand et productiviste

Cette situation s'explique en partie par la domination historique du tourisme marchand dans la conception des politiques touristiques. Le tourisme y est souvent considéré comme un levier de croissance économique, d'attractivité territoriale et de compétitivité internationale. L'objectif premier reste d'augmenter les flux, de maximiser les recettes, et d'optimiser les retombées fiscales. Dans ce cadre, les modèles à faible volume, à gouvernance partagée, et à visée sociale comme le TES apparaissent hors normes, difficilement « rentables », et peu attractifs pour les décideurs publics. Leur logique d'intérêt général, leur ancrage local et leur faible profitabilité directe s'inscrivent mal dans les grilles de lecture dominantes, souvent issues d'une culture économique néolibérale.

2.5. Un besoin urgent de reconnaissance politique

Pour sortir de cette marginalité, plusieurs pistes sont envisagées par les acteurs du secteur :

- faire reconnaître le TES comme partie prenante des politiques de coopération décentralisée et de développement territorial ;
- créer des observatoires ou des outils de pilotage adaptés à ses spécificités ;

- construire (ou consolider) une plateforme de plaidoyer inter-associative pour mieux représenter le secteur.

3. Une approche économique en silo : le tourisme n'est pas (encore) une industrie sérieusement reconnue

Bien que le tourisme représente aujourd'hui environ 10 % du PIB mondial selon l'Organisation mondiale du tourisme, il reste sous-estimé dans l'analyse économique classique et dans les politiques de développement. Ce constat vaut en particulier pour le tourisme équitable et solidaire, dont l'hybridité – à la fois sociale, territoriale et économique – ne correspond pas aux catégories traditionnelles de lecture des politiques publiques. Ce défaut de reconnaissance, structurel, freine son intégration dans les stratégies de développement territorial, ainsi que la valorisation de ses retombées économiques réelles.

3.1. Le tourisme, une industrie tertiaire marginalisée dans les cadres d'analyse

Dans de nombreux pays, y compris en France, le tourisme souffre d'un manque de reconnaissance comme secteur économique stratégique à part entière. Il est souvent pensé comme une activité de consommation, un facteur d'image ou de fréquentation, mais rarement comme un vecteur de développement économique structurant, à l'égal de l'industrie ou de l'agriculture. A titre d'exemple, ce secteur qui représente 7 % du PIB national en France, ne dispose qu'enfin à nouveau d'un ministère délégué au tourisme après dix-sept ans d'absence de poste à part entière au sein du gouvernement⁴⁸.

Dans les pays du Sud, notamment dans les anciennes colonies, l'économie touristique est souvent assimilée à un secteur de rente ou de dépendance, piloté de l'extérieur. Dans ce contexte, le TES est doublement marginalisé : d'une part parce

⁴⁸ GOURDON Jessica, 2024, « Avec Marina Ferrari, le retour d'un ministère délégué au tourisme », *LeMonde.fr*, 22 septembre 2024, consulté le 27 avril 2025.

qu'il relève du secteur touristique, d'autre part parce qu'il s'appuie sur des logiques de redistribution peu valorisées par les indicateurs économiques dominants.

Ainsi, les modèles touristiques alternatifs restent largement absents des cadres statistiques nationaux de la plupart des pays.

3.2. Un raisonnement en silo qui pénalise les approches transversales

Les politiques économiques publiques sont souvent organisées par secteur d'activité (industrie, commerce, agriculture, tourisme, ESS), avec peu d'interactions entre les sphères. Cette organisation en silo empêche de reconnaître des modèles hybrides comme le TES, qui relèvent à la fois :

- de l'économie touristique ;
- de l'économie sociale et solidaire ;
- du développement local ;
- de la coopération internationale.

En conséquence, les projets de TES se retrouvent à la marge de tous les dispositifs, sans guichet unique, sans ligne budgétaire dédiée, et sans indicateur d'impact adapté à leur spécificité.

3.3. Des indicateurs économiques inadaptés

Les instruments de mesure mobilisés dans le secteur du tourisme – comme les comptes satellites du tourisme, les statistiques INSEE, les calculs de contribution au PIB – sont conçus pour capter les flux financiers marchands, mais pas pour évaluer :

- la qualité des retombées économiques locales ;
- la redistribution effective des revenus dans les communautés ;
- ou l'*empowerment* économique des acteurs d'accueil.

3.4. Une absence de lecture interdisciplinaire du phénomène

Enfin, la sous-reconnaissance économique du tourisme s'explique aussi par l'absence d'une approche interdisciplinaire dans l'analyse des systèmes touristiques. Le tourisme reste souvent étudié par le prisme du marketing, de la

géographie ou du droit, sans être intégré aux grandes grilles de lecture du développement économique ou de l'aménagement.

Cette fragmentation se reflète dans les cursus de formation, les institutions publiques et les dispositifs de recherche. Peu de passerelles existent entre les experts du tourisme, ceux de la solidarité internationale, et les économistes du développement.

Cela peut expliquer en partie pourquoi le tourisme équitable, malgré son ambition de transformation systémique, peine à se positionner politiquement comme une solution durable crédible.

3.5. Vers une reconnaissance plus systémique du tourisme

Pour sortir de cette invisibilité, plusieurs pistes sont avancées :

- Intégrer le tourisme, y compris alternatif, dans les documents de planification du développement territorial.
- Décloisonner les politiques sectorielles à travers des observatoires territoriaux partagés.
- Développer des indicateurs composites permettant de mesurer la plus-value sociale, environnementale et économique du TES.

Il s'agit de faire reconnaître le tourisme non seulement comme une activité marchande, mais aussi comme un espace de recomposition sociale, de redistribution et de transformation économique territoriale.

4. Retombées économiques limitées et difficilement mesurables

Le tourisme équitable et solidaire (TES) revendique un modèle économique fondé sur la justice, la redistribution et le développement local. Pourtant, sur le terrain, les retombées économiques effectives sont souvent modestes, du fait de plusieurs facteurs : faible volume d'activité, implantation dans des zones peu touristiques, logique de non-profitabilité, ou encore difficultés méthodologiques à mesurer les

effets réels. Ces limites, loin de remettre en cause l'intérêt du modèle, soulignent la nécessité de nuancer les attentes économiques, et d'adapter les outils de mesure aux réalités du TES.

4.1. Une économie de faible intensité mais à haute valeur sociale

Les structures engagées dans le tourisme équitable et solidaire sont généralement de petite taille, opérant dans des niches et accueillant un nombre limité de voyageurs. Ce choix découle souvent de principes éthiques : préserver l'environnement, garantir des échanges authentiques, ne pas perturber les équilibres locaux.

Mais cette orientation se traduit mécaniquement par des retombées économiques modestes, en comparaison des modèles intensifs ou des destinations à haute capacité d'accueil. Les revenus générés sont plus faibles, et les effets de levier sur l'économie locale (investissement, fiscalité, emploi) sont difficilement perceptibles à grande échelle.

D'après l'OMT (2020), il y avait 1,5 milliards d'arrivées de touristes internationaux dans le monde. Si aucun chiffre précis n'a pu être trouvé pour le TES en particulier, on peut estimer que sa proportion est minime en comparaison, peut-être même de l'ordre de moins d'un pourcent au vu du faible nombre d'acteurs et de leur nature. Ainsi, les retombées du TES, si elles peuvent être importantes à une petite échelle très locale pour les populations réceptrices, sont assurément minimales voire négligeables à l'échelle de la région, du pays, ou du monde.

4.2. Une redistribution réelle mais sur une base restreinte

La répartition équitable des revenus – principe central du TES – repose sur un pourcentage du prix payé par le voyageur reversé aux acteurs locaux. Ce pourcentage est souvent supérieur à celui des circuits classiques. Mais il s'applique à une base économique restreinte : faible nombre de séjours, prix ajustés à la réalité locale, marges limitées.

Ainsi, même si la qualité de la redistribution est avérée (fonds de développement, rémunération directe, soutien à des projets communautaires), la quantité absolue des retombées économiques reste réduite.

4.3. Une implantation souvent dans des zones peu attractives

Les projets solidaires s'implantent souvent dans des territoires à faible densité touristique : zones rurales isolées, régions post-conflit, zones à faible accès ou éloignées des circuits traditionnels. Ce choix, cohérent avec l'objectif de développement local, suppose des conditions d'accès difficiles, des investissements logistiques importants, et un flux de visiteurs structurellement limité.

Cela limite d'autant plus la capacité du TES à jouer un rôle économique structurant dans ces zones, en l'absence de politiques publiques complémentaires (infrastructures, transports, promotion).

4.4. Des effets indirects et non monétaires difficilement objectivables

Les effets économiques du TES ne se limitent pas aux revenus directs. De nombreux projets contribuent à :

- renforcer la confiance des habitants dans leur territoire ;
- valoriser les savoir-faire locaux ;
- dynamiser des filières (artisanat, agriculture) ;
- ou créer du lien social.

Mais ces effets indirects, bien que réels, sont difficiles à chiffrer. Ils échappent aux grilles classiques de la mesure économique. Aussi, l'absence d'indicateurs adaptés conduit souvent à sous-estimer ces effets, voire à invisibiliser des formes de richesse sociale et territoriale.

4.5. Un modèle qui ne vise pas la croissance quantitative

Enfin, il convient de rappeler que le TES ne cherche pas à maximiser la croissance économique, mais à en réorienter les finalités. Il privilégie des modèles d'économie de la suffisance (low impact, low volume)⁴⁹, où la qualité des échanges prime sur la quantité de retombées.

⁴⁹ Les modèles d'économie de la suffisance cherchent à limiter volontairement l'impact écologique et la quantité d'activités économiques. Ils privilégient moins de consommation, moins de production, moins de visiteurs dans le cas du tourisme, pour préserver les ressources naturelles, renforcer les liens locaux et favoriser un développement plus équilibré.

À ce titre, le TES remet en question les logiques classiques de croissance comme critère de réussite, et propose d'autres indicateurs : équité, résilience, autonomisation, dignité, redistribution. Cela nécessite de repenser les outils d'évaluation, en acceptant que certaines formes de richesse ne soient ni monétaires, ni immédiatement mesurables.

5. Problèmes d'éthique et de transparence dans l'évaluation des effets économiques

La volonté de démontrer les retombées économiques du TES conduit de plus en plus d'acteurs à produire des données, à communiquer sur des chiffres et à mettre en avant des indicateurs de performance. Si cette démarche est légitime, elle n'est pas sans poser des questions éthiques et politiques fondamentales, notamment si elle se fait au détriment de la complexité des situations locales, sans participation réelle des bénéficiaires, ou avec des objectifs de valorisation plus que de compréhension.

5.1. Une évaluation sous pression : produire des chiffres pour convaincre

Les ONG, les voyageurs solidaires ou les partenaires locaux sont souvent encouragés, voire contraints, à produire des preuves chiffrées de l'impact économique de leurs actions. Cette exigence vient en grande partie des bailleurs de fonds, des appels à projets, mais aussi de la logique de communication, dans un contexte où la légitimité d'un projet passe par sa capacité à « rendre compte » de manière quantifiée.

Cette pression peut conduire à :

- une survalorisation des effets économiques réels (sélection des indicateurs les plus « parlants ») ;
- une instrumentalisation des données à des fins de marketing solidaire ;
- un effacement des zones d'ombre ou des échecs, qui ne rentrent pas dans le récit officiel du projet.

5.2. Une chaîne de valeur opaque

Un autre enjeu réside dans la transparence sur la répartition réelle des revenus générés par le TES. Si la communication met souvent en avant un pourcentage « reversé localement », il est parfois difficile de retracer concrètement :

- combien d'argent reste dans la communauté d'accueil ;
- qui en bénéficie (ménages, associations, prestataires, autorités locales) ;
- et comment ces revenus sont redistribués.

L'absence de mécanismes de suivi indépendants, de vérification croisée ou de participation des bénéficiaires à la lecture des résultats pose un problème de traçabilité. Dans certains cas, les projets revendiquent des résultats positifs sans fournir les éléments de preuve ni les sources détaillées.

Comme le souligne Sacareau, seule une évaluation indépendante permettrait réellement de juger de la redistribution effective des revenus, mais celle-ci reste souvent inexistante dans le tourisme solidaire (2007, p. 6-14).

5.3. Une participation souvent formelle et asymétrique

L'évaluation économique est parfois présentée comme « participative », mais dans les faits, les communautés locales sont peu impliquées dans :

- la définition des indicateurs à observer ;
- la collecte et l'analyse des données ;
- l'interprétation des résultats.

La participation peut alors relever d'une logique cosmétique, sans effet réel sur la gouvernance ou la redistribution. Ce décalage entre discours et pratiques nuit à la crédibilité du TES, et peut produire de la frustration ou de la défiance chez les acteurs locaux. Et pourtant, une évaluation réellement éthique du tourisme communautaire implique que les communautés aient un droit de regard sur les objectifs, les outils, et les conclusions des études menées.

5.4. Un enjeu de légitimité pour le modèle

Ces dérives ne sont pas propres au TES, mais elles en fragilisent la légitimité. Le modèle se fonde sur une éthique exigeante de justice, de réciprocité et de

transparence. Or, lorsqu'il reproduit des pratiques d'évaluation descendantes, opaques ou marketing, il perd en cohérence.

Reconnaître ces tensions ne signifie pas renoncer à évaluer, mais au contraire, repenser les modalités de l'évaluation :

- en la rendant plus délibérative et collective ;
- en acceptant des résultats complexes, nuancés, voire contradictoires ;
- en valorisant les effets non quantifiables, les dynamiques invisibles, et les apprentissages imprévus.

6. Est-il pertinent de comparer le tourisme équitable et solidaire à d'autres formes de tourisme ?

Face aux limites économiques du TES, une question revient régulièrement : peut-on, et doit-on, le comparer à d'autres formes de tourisme plus rentables ou plus visibles ? Si cette comparaison peut être utile pour valoriser l'originalité du TES, elle pose aussi des problèmes méthodologiques, conceptuels et éthiques. Le TES n'a pas les mêmes objectifs que le tourisme marchand ou l'écotourisme commercial, et il ne se déploie pas dans les mêmes contextes. Comparer ses résultats à ceux de modèles plus intensifs risque d'aboutir à des jugements injustes ou à des lectures erronées de sa performance réelle.

6.1. Des modèles fondamentalement différents

Le TES est un modèle de transformation sociale, qui vise à rééquilibrer les rapports Nord/Sud, à favoriser la gouvernance locale, et à soutenir des dynamiques de développement endogène. Il se distingue de modèles tels que :

- Le tourisme durable, souvent pensé comme une amélioration technique du modèle dominant.
- Le volontourisme, qui implique un engagement direct mais parfois mal encadré.
- L'écotourisme commercial, qui peut générer des revenus importants mais sans redistribution systématique ni gouvernance partagée.

Ainsi, le TES ne se définit pas par ses impacts environnementaux seulement, mais par la manière dont il redistribue le pouvoir et la valeur dans la chaîne touristique. À ce titre, le comparer uniquement sur des bases économiques quantitatives le place d'emblée en position défavorable.

6.2. Des contextes d'implantation non comparables

Les projets de TES se déploient généralement dans des territoires marginalisés ou hors des circuits touristiques classiques. Les conditions d'accès, l'attractivité, les infrastructures et le tissu économique sont souvent très différents de ceux des zones prisées par le tourisme de masse, le tourisme haut de gamme ou même l'écotourisme institutionnel.

Comparer les retombées économiques d'un projet équitable dans un village isolé en Inde avec celles d'un resort écoresponsable dans une zone côtière touristique en Espagne serait méthodologiquement biaisé. Cela reviendrait à opposer des configurations économiques sans commune mesure.

6.3. Des indicateurs qui favorisent les modèles dominants

La majorité des indicateurs utilisés pour évaluer l'impact du tourisme – revenus générés, nuitées, emploi direct, contribution au PIB – sont conçus pour valoriser les volumes et les flux financiers. Ils ne prennent pas en compte :

- la qualité de la redistribution ;
- la participation des acteurs locaux ;
- la durabilité sociale des projets ;
- ou l'autonomisation des bénéficiaires.

Ces indicateurs mettent en valeur une certaine idée du succès touristique, en rendant invisibles les formes de réussite locale qui ne passent pas toujours par la croissance économique pure.

6.4. Une comparaison utile si elle est contextualisée

Pour autant, il ne s'agit pas de refuser toute comparaison.

Comparer peut être utile pour :

- démontrer les différences de répartition de la valeur ;
- interroger les logiques d'externalités positives ou négatives ;
- mettre en lumière des effets invisibles des modèles dominants.

À condition toutefois de :

- contextualiser les comparaisons (type de territoire, taille du projet, temporalité) ;
- mobiliser des indicateurs adaptés aux spécificités du TES ;
- associer les parties prenantes à la lecture critique des résultats.

Des recherches récentes plaident pour des indicateurs mixtes, combinant revenus, participation, résilience et qualité des échanges.

Conclusion de la deuxième partie

L'analyse menée dans cette deuxième partie a mis en évidence les nombreux obstacles qui compliquent aujourd'hui la mesure rigoureuse de l'impact économique du tourisme équitable et solidaire. L'absence d'un observatoire structurant, la dispersion des données, la fragilité des dispositifs de collecte sur le terrain, ainsi que la difficulté à mobiliser des indicateurs adaptés aux spécificités du modèle expliquent en grande partie la faible visibilité institutionnelle du TES.

Les hypothèses posées en introduction de cette partie apparaissent ainsi comme des pistes de réflexion particulièrement pertinentes : la nécessité de disposer d'outils d'observation dédiés, l'importance stratégique de l'accès à des données fiables, et les limites économiques intrinsèques du TES par rapport à d'autres formes de tourisme méritent d'être explorées plus en profondeur. Toutefois, seule une étude appliquée, fondée sur un terrain concret, permettrait de confirmer ou de nuancer ces axes de travail.

C'est pourquoi la troisième partie du mémoire s'attachera à proposer une démarche méthodologique opérationnelle, destinée à imaginer un dispositif d'observation

adapté aux réalités du tourisme équitable et solidaire, en posant les bases d'un futur travail d'investigation empirique.

**PARTIE 3 : PROPOSITION
MÉTHODOLOGIQUE POUR L'ÉVALUATION
DU TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE**

Introduction de la troisième partie

Après avoir mis en lumière, dans la deuxième partie, les obstacles structurels et méthodologiques freinant la mesure de l'impact économique du tourisme équitable et solidaire, cette troisième partie propose une démarche concrète pour répondre à ces défis. Il ne s'agit pas ici de valider formellement les hypothèses posées en amont, mais de poser les premières bases d'une réponse possible, en élaborant une méthodologie adaptée aux spécificités du secteur.

À partir d'un terrain d'étude concret — l'association Rencontres au Bout du Monde —, cette partie vise à concevoir un prototype d'observatoire simple, éthique et reproductible, capable de mieux rendre visibles les retombées économiques du tourisme équitable et solidaire. L'objectif est de proposer un cadre méthodologique expérimental, qui pourra être affiné et validé ultérieurement par des recherches de terrain approfondies, et potentiellement mutualisé à l'échelle d'un réseau d'acteurs engagés dans une même logique de solidarité internationale.

Chapitre 1 : Présentation du terrain d'étude, l'association Rencontres au Bout du Monde

Fondée en 2000, l'association Rencontres au Bout du Monde est une structure pionnière dans le domaine du tourisme équitable et solidaire en France. Elle est implantée à Raphèle-lès-Arles, en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dans un territoire marqué par une forte culture de la solidarité et un tissu associatif dynamique. Membre fondatrice de l'ATES (Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire), elle conçoit et organise des séjours équitables et solidaires dans une dizaine de pays, en partenariat étroit avec des acteurs locaux – qu'il s'agisse de coopératives, d'associations villageoises, de collectifs de femmes, d'artisans ou d'initiatives paysannes, et de professionnels du tourisme. Chaque voyage est

élaboré selon une logique de co-construction, dans le respect des principes du commerce équitable, du développement local durable et de la solidarité internationale.

L'approche défendue par Rencontres au Bout du Monde repose sur une vision humaniste du voyage : il ne s'agit pas simplement de visiter, mais de rencontrer, d'échanger et de s'inscrire dans une dynamique de soutien mutuel. Les groupes sont volontairement réduits – au maximum de douze participants, selon les destinations – afin de favoriser la qualité des échanges entre les voyageurs et les habitants. Une partie du prix du voyage est systématiquement affectée à un fonds de développement géré en lien avec les partenaires d'accueil de chaque destination. Ces fonds servent à financer des projets collectifs (travaux divers, achat de matériel scolaire, soutien associatif, aménagements divers, aides à l'éducation, accès à l'eau, agriculture vivrière, etc.), définis localement en fonction des besoins exprimés. Cette démarche vise à renforcer l'autonomie des communautés et à faire du tourisme un outil au service du territoire, et non l'inverse.

L'association fonctionne avec une petite équipe salariée, épaulée par des bénévoles et administrateurs engagés. Son action est profondément ancrée dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire, de la justice sociale et du respect des diversités culturelles. Elle fait partie des structures fondatrices du tourisme équitable et solidaire en France, et participe activement aux réflexions et aux dynamiques portées par les réseaux associatifs, notamment au niveau national via l'ATES. Elle revendique une posture politique affirmée dans sa manière de concevoir le tourisme, refusant toute logique extractiviste, néocoloniale ou folklorisante dans les relations entre voyageurs et communautés d'accueil.

Dans le cadre de mon alternance de Master TIC ADTT, j'ai intégré l'équipe de Rencontres au Bout du Monde en 2024. Cette immersion me permet d'observer, de participer et de contribuer à des projets concrets, tout en interrogeant les outils et pratiques de suivi actuellement en place. L'association ne dispose pas, à ce jour, d'un système d'observation structuré permettant de suivre ses retombées économiques locales de manière consolidée, ce qui rend mon terrain particulièrement pertinent pour envisager une modélisation adaptée à ce type de

structure. C'est donc à partir de ce cadre concret, de ses dynamiques internes, de ses contraintes comme de ses aspirations, que se construit la réflexion méthodologique présentée dans cette troisième partie.

Chapitre 2 : Approche méthodologique envisagée

1. Justification de la démarche méthodologique

La réflexion engagée dans ce mémoire repose sur une problématique centrale : ***Comment la mise en place d'un observatoire spécifique peut-elle être utilisée comme outil stratégique pour accroître les retombées économiques positives du tourisme équitable et solidaire au profit des économies locales ?***

Comme les parties précédentes l'ont montré, l'absence d'observatoire structurant, la dispersion des données, les contraintes de terrain et les limites méthodologiques rendent aujourd'hui difficile toute évaluation globale et rigoureuse des retombées économiques de ce modèle.

Les approches existantes en matière de mesure de l'impact dans le secteur du tourisme solidaire sont pour la plupart fragmentaires, souvent internes aux structures, et rarement consolidées ou comparables entre elles. Les indicateurs économiques utilisés relèvent encore largement d'une logique comptable descendante, héritée des modèles classiques d'analyse du tourisme, peu adaptés à la diversité des contextes d'implantation, à la taille des structures, ou aux spécificités de l'économie sociale et solidaire.

Face à ces constats, il paraît nécessaire d'adopter une démarche d'évaluation alternative, plus souple, plus qualitative, et davantage ancrée dans les réalités de terrain. Une telle approche ne vise pas à remplacer les dispositifs statistiques classiques, mais à proposer une méthodologie complémentaire, capable de

restituer la richesse des impacts indirects, des dynamiques sociales induites, et des logiques de redistribution propres au tourisme équitable et solidaire.

L'association Rencontres au Bout du Monde, terrain d'étude de cette recherche, présente un contexte particulièrement adapté pour expérimenter une telle démarche. Structure associative à taille humaine, elle coordonne une diversité de projets dans plusieurs régions du monde, en partenariat étroit avec des acteurs locaux. Son fonctionnement repose sur une gouvernance horizontale, un ancrage militant dans l'économie sociale et solidaire, et une volonté affirmée de renforcer les outils d'analyse de ses impacts, sans pour autant disposer d'une ingénierie d'évaluation stabilisée.

Dans ce cadre, l'enjeu méthodologique consiste à élaborer un dispositif à la fois simple, reproductible et utile, qui puisse être testé à petite échelle, mais aussi potentiellement transféré à d'autres structures du secteur. Il s'agira moins de chercher des résultats chiffrés exhaustifs que de co-construire une grille de lecture partagée des effets économiques, mobilisable aussi bien par les partenaires locaux que par les équipes de coordination et les bailleurs.

La méthodologie proposée s'inscrit donc dans une logique de recherche-action contextualisée, à l'interface entre terrain professionnel, exigence académique et engagement associatif. Elle vise à rendre intelligibles des retombées souvent invisibles, à structurer des outils de pilotage plus justes, et à proposer un cadre d'analyse fidèle aux valeurs du modèle étudié.

2. Positionnement méthodologique

La méthode adoptée dans cette recherche s'inscrit dans une posture de recherche-action, combinant observation participante, ancrage professionnel (via l'alternance) et construction collaborative de solutions. Cette approche s'impose ici comme une évidence : elle permet d'articuler une analyse rigoureuse des pratiques du tourisme équitable et solidaire avec une implication directe dans une structure qui en porte concrètement les valeurs et les enjeux.

La méthodologie mobilisée est résolument qualitative, dans la mesure où les impacts économiques du tourisme équitable et solidaire ne se résument pas à des chiffres comptables, mais se manifestent aussi à travers des dynamiques sociales, des relations de pouvoir, des perceptions locales et des effets différés. Toutefois, cette approche qualitative sera complétée par des éléments quantitatifs simples, notamment en lien avec la répartition des revenus, les projets financés ou les volumes d'activité, afin de croiser les dimensions de perception et les traces objectives.

La démarche envisagée repose sur plusieurs méthodes combinées, qui seront détaillées dans les sections suivantes :

- l'observation participante, permise par mon rôle au sein de l'équipe salariée ;
- des entretiens semi-directifs menés avec des partenaires, des coordinateurs, des bénévoles ou des membres de l'équipe ;
- l'analyse de documents internes (rapports, budgets, conventions de partenariat, supports de communication) ;
- et le benchmark de dispositifs similaires ou inspirants (notamment dans d'autres secteurs de l'ESS ou du tourisme durable).

L'ensemble de ces matériaux sera mobilisé dans une perspective d'analyse inductive, cherchant à faire émerger des critères d'observation à partir du terrain lui-même, tout en les confrontant à des cadres théoriques issus de la littérature scientifique. Le choix méthodologique ici n'est pas celui de la généralisation, mais celui de la transférabilité : il s'agit de proposer un outil pertinent, expérimental et perfectible, qui puisse être approprié par d'autres structures engagées dans le même champ.

Enfin, cette démarche s'efforce de tenir compte des rapports de pouvoir implicites dans toute production de connaissance, notamment dans le cadre de projets Nord/Sud. Une attention particulière sera portée à la gouvernance de la donnée, à la reconnaissance des savoirs situés, et à la nécessité de rendre les résultats accessibles aux partenaires impliqués, dans une logique de redevabilité et de partage.

3. Construction d'une grille d'analyse adaptée

L'enjeu de cette recherche n'est pas de produire une grille d'évaluation universelle, mais bien d'imaginer un outil souple, reproductible, et adapté aux spécificités du tourisme équitable et solidaire. Cette grille doit pouvoir être utilisée par des structures associatives à taille humaine, sur des projets à fort ancrage local, avec des moyens limités mais des exigences éthiques élevées. Elle se veut aussi évolutive, en intégrant la possibilité d'ajustements selon les territoires, les partenaires et les formes de gouvernance.

Pour être opérationnelle, cette grille d'analyse s'appuie sur quatre grands axes d'observation, articulant des dimensions économiques, organisationnelles, et sociales :

a) Les retombées économiques directes : ce premier axe vise à identifier les effets mesurables générés par l'activité touristique sur le territoire d'accueil. Il s'agit de recueillir des données simples mais concrètes sur :

- les revenus perçus par les prestataires locaux (hébergement, restauration, transport, animation),
- les montants alloués au fonds de développement,
- le nombre de projets financés, et leur destination,
- la part locale du prix total payé par le voyageur.

L'objectif n'est pas de produire des chiffres parfaits, mais de disposer d'ordres de grandeur significatifs, facilement partageables avec les acteurs locaux.

b) La répartition et la gouvernance des revenus : au-delà du montant total, il est essentiel d'interroger la manière dont les ressources économiques sont réparties et pilotées. Ce deuxième axe analyse :

- la transparence des circuits financiers,
- les critères de sélection des bénéficiaires,
- l'existence ou non de mécanismes collectifs de décision,
- et la perception locale de la légitimité du processus.

Il s'agit ici d'introduire une lecture qualitative de la justice économique au sein du projet.

c) Les effets économiques indirects et intangibles : certains effets du TES ne sont pas immédiatement monétisables. Cette troisième entrée propose d'observer :

- la dynamique induite sur d'autres filières (artisanat, agriculture, circuits courts),
- l'évolution du pouvoir d'agir local (autonomie financière, capacité à négocier, structuration associative),
- ou encore la transformation des rapports sociaux dans la communauté d'accueil.

Ces dimensions, souvent invisibles dans les rapports classiques, méritent d'être prises en compte à travers des indicateurs narratifs ou qualitatifs (témoignages, observations, récits de projet).

d) Le rôle des voyageurs et la transformation du rapport Nord/Sud : enfin, un dernier axe s'intéresse à l'impact économique indirect sur les représentations, les comportements et les engagements des voyageurs. Il intègre :

- les modalités de sensibilisation avant, pendant et après le voyage,
- les effets perçus sur les comportements de consommation,
- les éventuelles formes de réciprocité (soutien financier post-séjour, engagement associatif, relais de projets).

Cet axe interroge la dimension systémique du tourisme solidaire, qui va au-delà de l'échange marchand.

L'ensemble de cette grille sera expérimenté sous forme de fiches synthétiques testées sur quelques destinations emblématiques de l'association Rencontres au Bout du Monde, notamment dans des contextes différents (Afrique et Asie par exemple). Il ne s'agit pas d'évaluer la totalité des voyages, mais de construire une démarche testable, pouvant à terme être mutualisée dans un cadre d'observation plus large.

4. Outils envisagés pour la collecte des données

La mise en œuvre d'une démarche d'observation adaptée au tourisme équitable et solidaire nécessite des outils à la fois simples, accessibles, modulables et compréhensibles par tous les acteurs impliqués, y compris dans des contextes à faible niveau d'équipement ou de formalisation administrative. Ces outils doivent permettre de recueillir des données fiables, mais aussi de favoriser la participation, l'appropriation locale et la transparence.

Plutôt que de concevoir une plateforme technologique complexe, la proposition méthodologique ici repose sur un ensemble d'outils légers, articulés autour de formats papier et numériques, et facilement mobilisables par les structures comme par les partenaires locaux.

4.1. Une grille d'entretien semi-directif pour les partenaires locaux

Destinée aux hébergeurs, coordinateurs de terrain, artisans ou associations locales impliquées dans les séjours, cette grille permettra de recueillir :

- leurs perceptions des retombées économiques,
- les montants ou fourchettes de revenus perçus grâce au projet,
- les projets financés via le fonds de développement,
- les difficultés rencontrées pour gérer ou utiliser ces ressources.

L'entretien sera mené de manière souple, dans une logique de co-construction du discours et non d'audit extérieur.

4.2. Un carnet d'observation et un journal de terrain

Dans la continuité de la posture de recherche-action, un carnet d'observation permettra de consigner :

- les interactions avec les membres de l'association,
- les réunions de coordination,
- les observations faites lors de réunions de restitution ou d'analyse collective.

Le journal de terrain servira également à documenter les non-dits, les résistances ou les dynamiques invisibles, souvent révélateurs des limites d'un dispositif.

4.3. Une fiche de suivi simplifiée pour les séjours

Cette fiche standardisée, à remplir par les coordinateurs en lien avec les équipes locales, recensera :

- le nombre de nuitées, de repas, de prestations achetées localement,
- les bénéficiaires directs du séjour (par type de service ou d'activité),
- les montants reversés dans le cadre du fonds solidaire.

Ce document visera à produire un socle de données commun, facilement consolidable sans formation technique poussée.

4.4. Un protocole d'analyse documentaire

Enfin, un travail d'analyse sur les documents déjà existants dans l'association (rapports d'activité, feuilles de budget, récits de voyage, évaluations internes) permettra de :

- trianguler les données recueillies lors des entretiens,
- identifier les évolutions dans le temps,
- mieux comprendre les éventuels écarts entre le discours et les pratiques.

Ce protocole sera appliqué à un échantillon de projets passés, afin de repérer les constantes, les innovations, mais aussi les silences documentaires.

5. Limites et biais méthodologiques

Comme toute recherche appliquée en contexte réel, la démarche proposée ici présente un certain nombre de limites et biais qu'il convient d'explicitier, tant pour en reconnaître les fragilités que pour mieux situer les résultats obtenus. La transparence méthodologique est d'autant plus nécessaire que l'objet du mémoire – proposer une grille d'évaluation adaptée au tourisme équitable et solidaire – touche à des enjeux éthiques, politiques et organisationnels.

5.1. Une temporalité courte, peu compatible avec des effets de long terme

L'une des limites majeures tient à la durée relativement courte du travail de terrain, généralement imposée par des contraintes pratiques et institutionnelles. Or, les

effets économiques du TES s'inscrivent pour une partie dans des temporalités longues : cycles de projets de développement, transformations de filières locales, autonomisation progressive des partenaires, etc.

La méthodologie proposée ici repose principalement sur des données instantanées ou sur des bilans rétrospectifs, sans possibilité d'observer directement, sur plusieurs années, l'évolution des dynamiques locales. Dans l'idéal, cette démarche mériterait d'être prolongée par un suivi pluriannuel, afin de consolider les résultats et d'appréhender de manière plus fine les impacts structurels du tourisme solidaire sur les territoires.

5.2. Un ancrage unique et non généralisable

Le terrain choisi – l'association Rencontres au Bout du Monde – constitue un cas d'étude riche, documenté, et représentatif d'un certain modèle associatif, mais ne saurait être généralisé à l'ensemble du secteur du tourisme équitable et solidaire.

Chaque structure possède ses spécificités : nature du portage (entreprise sociale, ONG, coopérative), zone géographique, ancrage politique, rapport aux bailleurs, degré de formalisation, etc. Il s'agit donc ici d'une proposition transférable mais non transposable automatiquement, qui nécessitera des adaptations contextuelles pour être appliquée ailleurs.

5.3. Un positionnement d'observation participante à double tranchant

L'engagement dans l'association, au sein même de l'équipe opérationnelle, constitue une force méthodologique importante : il permet un accès privilégié au terrain, une immersion dans les dynamiques internes, et une compréhension fine des enjeux portés par le tourisme équitable et solidaire. Toutefois, ce positionnement n'est pas sans risques, en particulier dans une structure où le tourisme solidaire relève d'un engagement militant, et non d'un simple mode de fonctionnement technique.

Plusieurs biais peuvent en découler :

- biais d'implication : tendance à adopter un regard favorable, voire indulgent, vis-à-vis des pratiques observées ;

- biais de confirmation : tendance à privilégier les éléments venant valider l'intérêt de la méthode proposée ;
- biais de légitimité : difficulté à porter un regard critique sur des collègues ou partenaires de travail réguliers.

Afin de limiter ces biais, un effort constant de distanciation réflexive devra être mis en œuvre, notamment par la tenue d'un journal de terrain, la confrontation des matériaux (entretiens, documents internes, retours de partenaires extérieurs), et le croisement systématique des sources.

Dans cette perspective, il sera essentiel d'adopter une posture de chercheur, en s'efforçant de s'extraire progressivement des sensibilités ou orientations personnelles initiales. Comme le souligne Anne Dupuy : « le choix initial est souvent guidé par des sensibilités ou des orientations personnelles dont il faut s'affranchir progressivement, par un travail sur soi et sur les notions du sens commun : une forme de travail de « réflexivité », ou « d'objectivation participante » si le chercheur est impliqué dans son sujet »⁵⁰.

5.4. Des données partielles et parfois difficilement exploitables

Enfin, la qualité et la disponibilité des données recueillies dépendent fortement :

- de la mémoire des personnes interrogées (absence de traçabilité formelle),
- de la disponibilité des documents (budgets incomplets, bilans informels),
- et de la sensibilité de certains sujets (gestion financière, tensions locales).

L'objectif n'étant pas ici d'atteindre une précision statistique, mais de produire une lecture qualitative structurée, ces limites ne remettent pas en cause la valeur de la démarche, mais doivent être intégrées dans la lecture des résultats.

En somme, cette proposition méthodologique repose sur un équilibre entre rigueur et adaptabilité. Elle s'inscrit dans une dynamique d'expérimentation, avec ses contraintes mais aussi son potentiel de mobilisation. La modélisation proposée au chapitre suivant cherchera à formaliser cette démarche sous forme de dispositif

⁵⁰ Dupuis Anne, 2024, « Cours d'approches quantitatives : apports principaux et applications avec enquête ».

concret, au service d'un tourisme solidaire mieux évalué, mieux compris, et plus stratégiquement valorisé.

Chapitre 3 : Objectifs et mise en œuvre

1. Objectifs et périmètre d'un observatoire spécifique

L'objectif principal de la modélisation proposée ici est de concevoir un observatoire à échelle humaine, capable de rendre visible, lisible et partageable l'impact économique du tourisme équitable et solidaire, sans dénaturer ses fondements éthiques ni imposer un cadre technocratique ou inadapté à la réalité des structures concernées.

Un tel dispositif vise à répondre à un double besoin identifié au cours des deux premières parties du mémoire : d'une part, la nécessité de produire des données fiables pour défendre et améliorer les pratiques du tourisme solidaire ; d'autre part, l'importance de préserver une gouvernance démocratique, locale et participative de ces outils de suivi.

L'observatoire envisagé ne se conçoit donc pas comme une entité extérieure de contrôle ou d'évaluation normative, mais comme un outil de pilotage stratégique, co-construit et évolutif, au service des structures elles-mêmes, de leurs partenaires locaux, et potentiellement de leurs voyageurs ou de leurs réseaux.

Ses finalités peuvent être regroupées en quatre grandes fonctions complémentaires :

- Fonction de visibilité et de reconnaissance : permettre à une structure comme Rencontres au Bout du Monde de mieux faire connaître ses effets économiques auprès des institutions, des bailleurs, des collectivités territoriales, ou du grand public. Rendre visible, c'est aussi rendre légitime.

- Fonction d'amélioration continue : fournir des repères pour ajuster les pratiques, mieux répartir les ressources, renforcer l'impact local, ou identifier les zones de fragilité dans la chaîne de valeur solidaire.
- Fonction de redevabilité et de transparence : permettre aux partenaires locaux, mais aussi aux voyageurs, de comprendre où vont les ressources, comment elles sont utilisées, et quels effets elles produisent concrètement. Cette fonction est essentielle dans une logique éthique.
- Fonction de capitalisation et de transmission : conserver une mémoire des projets menés, structurer les savoirs empiriques accumulés, faciliter l'intégration de nouveaux partenaires ou la transmission intergénérationnelle au sein des équipes.

Concernant son périmètre, l'observatoire est ici pensé à l'échelle d'une structure associative, et non à celle d'un territoire ou d'une branche entière du secteur. Ce choix tient à des raisons de faisabilité : il permet de tester un modèle opérationnel avec des ressources limitées, tout en assurant une certaine homogénéité dans les données, les outils et la culture organisationnelle. Toutefois, l'ambition est bien de construire un prototype transposable à d'autres associations de taille comparable, avec la possibilité d'une montée en échelle progressive à travers des dynamiques de réseau.

Enfin, l'observatoire ne vise pas à standardiser l'évaluation du tourisme équitable et solidaire, mais à proposer une base commune suffisamment souple pour s'adapter aux contextes locaux. Il s'inscrit dans une logique de mutualisation intelligente, non d'uniformisation. À terme, la mutualisation des données issues de plusieurs structures pourrait permettre la consolidation progressive d'un observatoire élargi, offrant une vision d'ensemble plus précise des impacts économiques du tourisme équitable et solidaire à l'échelle sectorielle.

2. Principes fondateurs et valeurs éthiques

Tout observatoire, quel que soit son objet, est porteur d'une certaine vision du monde. Il sélectionne ce qui mérite d'être mesuré, valorise certains indicateurs,

structure des savoirs, et oriente les décisions. Dans le cadre du tourisme équitable et solidaire, cette dimension est d'autant plus centrale que l'évaluation ne peut être dissociée des valeurs politiques, sociales et économiques qui fondent le modèle lui-même. Le dispositif proposé ici repose sur des principes éthiques explicites, directement issus des fondements de l'économie sociale et solidaire et des chartes du tourisme équitable, notamment celles portées par l'ATES ou par les réseaux de coopération internationale. Ces principes doivent guider la conception, la mise en œuvre et la gouvernance de l'observatoire, à la fois comme garde-fous méthodologiques et comme marqueurs d'identité sectorielle.

2.1. Transparence

La transparence constitue une exigence fondamentale dans toute démarche d'évaluation. Elle ne se limite pas à la publication de chiffres, mais suppose que les données produites soient :

- compréhensibles,
- accessibles aux personnes concernées,
- contextualisées,
- et restituées de manière à nourrir un débat collectif.

La transparence doit concerner aussi bien les flux financiers que les limites des projets, les incertitudes ou les ajustements successifs. Elle est indissociable d'un droit à l'information pour les partenaires locaux, qui ne doivent pas être considérés comme de simples fournisseurs de données, mais comme des acteurs à part entière du dispositif.

2.2. Participation

L'observatoire repose sur une gouvernance partagée, dans laquelle les partenaires d'accueil, les structures coordinatrices, les équipes salariées, et – dans certains cas – les voyageurs ou les membres des réseaux ont un droit de regard, de parole et de co-construction.

Cela implique de définir ensemble les indicateurs à suivre, de choisir collectivement les modalités de collecte, de valider les analyses produites, et d'en tirer des enseignements partagés. Ce principe rejoint les démarches d'évaluation

participative développées dans les champs de l'ESS, de l'éducation populaire ou de la coopération décentralisée.

2.3. Utilité sociale et territoriale

L'observatoire ne vise pas une performance économique au sens traditionnel, mais une utilité sociale : il s'agit de montrer en quoi le tourisme équitable et solidaire contribue à renforcer la résilience locale, à valoriser les ressources culturelles, à créer des liens durables, à soutenir des projets d'intérêt collectif.

Il faut donc intégrer dans la logique d'évaluation une attention aux retombées invisibles, aux effets qualitatifs, aux transformations lentes et aux dynamiques de long terme. L'indicateur n'est pas une fin en soi, mais un prétexte à la discussion, à l'apprentissage collectif et à la prise de recul.

2.4. Droit à la souveraineté informationnelle

Dans le contexte des relations Nord/Sud, la question de la gouvernance des données est cruciale. Trop souvent, les informations produites dans les pays d'accueil sont extraites, interprétées, publiées et utilisées sans retour ni validation locale. Cette asymétrie informationnelle contribue à la reproduction d'une forme de dépendance, voire d'extractivisme symbolique.

L'observatoire proposé doit intégrer un principe de souveraineté locale sur la donnée : chaque partenaire doit pouvoir contrôler l'usage de ce qui est dit, écrit ou quantifié à son sujet. Cela implique des modalités claires de consentement, de protection des données personnelles, et de restitution intelligible.

Ces principes éthiques sont non négociables. Ils garantissent que l'observatoire ne devienne pas un outil de pouvoir ou de normalisation, mais qu'il reste fidèle à l'ambition politique et humaine du tourisme équitable et solidaire. Ils seront déclinés concrètement dans les composantes opérationnelles du dispositif exposées dans les sections suivantes.

3. Composantes principales du dispositif

Pour devenir un outil réellement utile et mobilisable par les structures du tourisme équitable et solidaire, l'observatoire que nous proposons repose sur quatre piliers : des indicateurs adaptés, des outils de collecte simples, une validation partagée des résultats et des modalités de restitution compréhensibles. Il ne s'agit pas d'ajouter une couche bureaucratique supplémentaire, mais de structurer une observation à la fois lisible, éthique et compatible avec les réalités de terrain.

La première composante centrale du dispositif est la définition d'indicateurs pertinents, à la fois quantitatifs et qualitatifs. Ceux-ci doivent permettre de suivre de manière synthétique les revenus générés localement, leur répartition, les projets financés et les perceptions des effets économiques par les partenaires. À titre d'exemple, on peut envisager de suivre le montant total reversé à l'échelle d'un séjour ou d'une saison, le nombre de bénéficiaires locaux, la part des prestations achetées sur place, mais aussi la satisfaction exprimée par les personnes impliquées dans la mise en œuvre du séjour, ou encore le niveau d'autonomie qu'elles estiment avoir acquis dans la gestion de l'activité.

Ces indicateurs ne doivent pas être nombreux : une dizaine au maximum. Leur objectif n'est pas de tout mesurer, mais de fournir un socle d'information stable, sur lequel les structures peuvent s'appuyer pour communiquer, ajuster leurs pratiques, ou argumenter face à leurs partenaires institutionnels. Il est essentiel que ces indicateurs soient co-construits, compris de tous, et faciles à renseigner.

La seconde composante de l'observatoire est la mise en place d'outils de collecte mutualisables, simples d'utilisation, et adaptés aux contraintes techniques et linguistiques de chaque contexte. Plutôt que de créer des plateformes numériques lourdes, il est préférable de proposer une série de modèles de fiches : fiches de suivi économique par séjour, fiches projet pour les actions financées par le fonds solidaire, questionnaires courts à destination des partenaires, et fiches témoignages pour les voyageurs souhaitant partager un retour libre. Ces formats peuvent exister à la fois en version papier et numérique, afin de s'adapter à tous les contextes d'utilisation.

Troisième pilier fondamental du dispositif : la validation collective des données. Il ne suffit pas de collecter de l'information, encore faut-il la comprendre, la discuter, la mettre en perspective. Pour cela, il est proposé de créer au sein de chaque structure un comité de lecture ou un espace de restitution réunissant les différentes parties prenantes : membres de l'équipe, représentants de partenaires, voire anciens voyageurs ou bénévoles impliqués. Ce moment de débriefing peut avoir lieu une fois par an, ou à l'issue de certains projets pilotes. Il permet non seulement de garantir la fiabilité des données, mais aussi de nourrir une intelligence collective sur les effets réels du tourisme solidaire.

Enfin, toute production de données appelle une restitution accessible, à la fois en interne et en externe. Il est indispensable que les informations issues de l'observatoire puissent être partagées de manière claire, concise et compréhensible, que ce soit sous forme de synthèses illustrées à destination des partenaires locaux, de bilans simplifiés pour les voyageurs, ou de notes stratégiques à l'intention des pouvoirs publics ou des réseaux professionnels. L'observatoire n'a de sens que s'il produit du dialogue, de la redevabilité, et de la mise en mouvement.

Pensé ainsi, le dispositif n'est pas un outil d'évaluation externe, mais bien un instrument de gouvernance partagée, au service de la qualité des projets et de la pérennité des engagements. Il doit rester souple, adaptable, modulaire et fidèle à l'esprit d'égalité et de coopération qui fonde le tourisme équitable et solidaire.

4. Technologies et outils mobilisables

L'un des enjeux majeurs dans la mise en place d'un observatoire adapté au tourisme équitable et solidaire réside dans le choix d'outils techniques simples, robustes et accessibles, qui permettent de structurer la collecte, le traitement et la restitution des données, sans créer de surcharge ni générer de dépendance à des systèmes complexes ou coûteux. Il ne s'agit pas de reproduire les logiques du numérique gestionnaire, mais d'en extraire ce qui peut faciliter, fluidifier et sécuriser les processus d'observation, en cohérence avec les capacités réelles des structures concernées.

Dans cette optique, il est recommandé de privilégier des solutions libres, gratuites, ou à faible coût, tout en garantissant la confidentialité et la souveraineté sur les données. Des outils comme KoboToolbox ou Framaforms, par exemple, permettent de créer des formulaires multilingues en ligne ou hors ligne, accessibles sur smartphone, utilisables sans compétences particulières, et exploitables sous forme de tableaux de suivi ou de graphiques simples. Leur principal avantage réside dans leur modularité : ils peuvent être configurés pour différents types d'indicateurs et adaptés au fil des projets.

Pour la consolidation des données, un simple tableur collaboratif (LibreOffice Calc, OnlyOffice) peut suffire à condition qu'il soit bien structuré et accompagné d'un protocole de saisie. Il est également envisageable d'utiliser une interface légère, de type pad (Etherpad, Framapad) ou wiki (MediaWiki, Framawiki) interne, pour consigner des retours qualitatifs, des récits de projet, ou des comptes rendus de restitution.

En ce qui concerne les supports de restitution et de capitalisation, plusieurs formats peuvent être mobilisés en parallèle. Des fiches synthétiques PDF illustrées, des tableaux de bord visuels, ou des petits rapports narratifs enrichis de citations et d'exemples concrets peuvent facilement être produits à l'aide d'outils libres (Scribus, Markdown) et partagés via des plateformes ouvertes.

Il est également possible, à moyen terme, d'imaginer une interface commune à plusieurs structures engagées dans la même démarche, qui accueillerait les retours d'expériences, les données anonymisées, les outils co-produits, et permettrait une mutualisation des bonnes pratiques. Une telle plateforme pourrait prendre la forme d'un espace partagé sur un site web de réseau (ATES ou autre), dans une logique non pas de centralisation autoritaire, mais de mise en commun décentralisée et volontaire.

Enfin, il convient de rappeler que l'outil ne garantit jamais l'usage. Une technologie, aussi bien pensée soit-elle, ne remplace ni la volonté politique, ni l'animation humaine du dispositif. C'est pourquoi l'usage des technologies devra toujours s'accompagner d'un accompagnement pédagogique, d'une formation minimale, et d'un temps dédié à l'appropriation locale. Mieux vaut un formulaire papier bien

compris et correctement rempli, qu'une plateforme numérique inaccessible ou sous-utilisée.

La réussite de l'observatoire ne dépendra donc pas des outils eux-mêmes, mais de leur adéquation aux pratiques, aux temporalités et aux capacités des acteurs, dans un esprit de sobriété numérique, de respect des contextes, et de confiance partagée.

5. Conditions de mise en œuvre

La mise en place d'un observatoire spécifique au tourisme équitable et solidaire, tel qu'il est envisagé dans ce mémoire, suppose de réunir un certain nombre de conditions pratiques, organisationnelles et humaines. Il ne s'agit pas seulement de produire des outils et des indicateurs, mais de créer un cadre qui permette à ces outils d'exister, d'être utilisés, compris, discutés et, surtout, intégrés dans les pratiques courantes des structures concernées.

La première condition essentielle tient à la disponibilité en temps. Même allégé, même simplifié, un dispositif d'observation demande à être porté, coordonné, alimenté et mis à jour. Cela nécessite qu'une ou plusieurs personnes soient identifiées comme référentes : cela peut être un·e salarié·e, un·e volontaire, ou un binôme salarié-bénévole, selon la taille de la structure. Ce portage doit être reconnu, soutenu et inscrit dans les missions prioritaires. Sans ce temps identifié, l'outil risque de rester une intention sans réalité.

Deuxième condition : la nécessité d'une formation minimale. Il n'est pas question ici de former des experts en évaluation, mais d'accompagner les équipes et les partenaires dans la prise en main des outils, la compréhension des objectifs, et la lecture des résultats. Une formation courte, accompagnée de fiches pédagogiques claires et de tutoriels accessibles, peut suffire pour garantir une appropriation progressive. Cette phase de formation peut également être l'occasion de co-construire ou d'adapter certains indicateurs au contexte local.

Une autre condition de réussite est l'ajustement progressif du dispositif, selon une logique de *test-and-learn*. Il est préférable de commencer par un projet pilote, dans une zone géographique ou un pays partenaire, avec un volume de données limité, pour observer ce qui fonctionne, ce qui bloque, et ajuster les formats. Une mise en œuvre progressive, par cercles concentriques, est plus réaliste qu'un déploiement global immédiat. Cette approche expérimentale permet de maintenir la souplesse du cadre tout en garantissant sa robustesse.

Il faut également anticiper certains freins. Le plus courant est le sentiment, exprimé par les partenaires locaux ou les coordinateurs, que l'observation constitue une charge supplémentaire, voire une forme de contrôle. Cela peut générer des résistances, surtout si le sens du dispositif n'est pas bien partagé, ou si les outils sont perçus comme trop techniques. D'où l'importance d'un dialogue en amont, de la clarté des objectifs, et de la valorisation des retombées positives (visibilité accrue, reconnaissance du travail, appui au plaidoyer...).

Enfin, la pérennité du dispositif nécessite d'inscrire son fonctionnement dans une logique de mutualisation. Si chaque structure agit seule, avec ses propres outils, le risque est grand d'aboutir à une dispersion des efforts et à un affaiblissement collectif. Il est donc crucial d'imaginer, dès le départ, des passerelles possibles avec d'autres associations du secteur, que ce soit à travers des réseaux comme l'ATES, ou dans le cadre de projets de coopération entre structures.

Mettre en place un observatoire adapté au tourisme équitable et solidaire ne demande pas des moyens extraordinaires. Ce que cela demande, en revanche, c'est une volonté politique, une cohérence avec les valeurs fondatrices, et une attention constante à la réalité du terrain. C'est dans cette optique que s'envisage la suite de ce chapitre, consacrée à l'ouverture vers une possible mutualisation du dispositif à l'échelle d'un réseau.

6. Vers une mutualisation à l'échelle d'un réseau

Si l'observatoire présenté dans ce mémoire est d'abord conçu à l'échelle d'une structure spécifique – en l'occurrence, l'association Rencontres au Bout du Monde

– il a vocation à être partagé, adapté et enrichi par d'autres organisations du secteur. En effet, les enjeux liés à la mesure des retombées économiques du tourisme équitable et solidaire ne concernent pas une structure isolée, mais bien l'ensemble du champ. Ils touchent à la reconnaissance du modèle, à sa capacité à démontrer sa valeur ajoutée, à la qualité de ses pratiques, et à son positionnement face aux évolutions du secteur touristique.

Cette mutualisation ne signifie pas uniformisation. Il ne s'agit pas de créer un outil centralisé imposé par le haut, mais plutôt de proposer un socle méthodologique commun, à partir duquel chaque organisation pourrait construire ou adapter son propre système d'observation, en fonction de ses contextes, de ses ressources et de ses priorités.

Plusieurs éléments plaident aujourd'hui en faveur d'une telle dynamique. D'abord, l'existence de réseaux structurants, comme l'ATES, qui pourraient jouer un rôle d'animation, de diffusion et de coordination autour de cet observatoire. Ensuite, la proximité des modèles organisationnels entre différentes structures du secteur : nombre d'entre elles partagent des valeurs, une taille modeste, des contraintes similaires, et un ancrage dans des dynamiques de coopération internationale ou territoriale. Enfin, la demande croissante de la part des bailleurs, des collectivités et du public d'avoir accès à des données crédibles et transparentes, encourage à se regrouper pour mieux répondre ensemble à ces attentes.

Dans cette optique, plusieurs axes de travail pourraient être explorés :

- la mise en commun d'un socle d'indicateurs de base, qui servirait de repère à l'ensemble des membres volontaires d'un réseau ;
- la création d'un espace de partage d'outils, de retours d'expérience, de tutoriels et de guides pratiques, sous forme d'une boîte à outils en ligne, librement accessible ;
- l'organisation de temps d'échange réguliers entre structures engagées dans la démarche, afin de croiser les analyses, mutualiser les difficultés, et renforcer les apprentissages collectifs ;

- à plus long terme, l'expérimentation d'un tableau de bord commun, capable d'agréger des données anonymisées issues de plusieurs structures, dans une logique de plaidoyer sectoriel et de valorisation partagée.

Ce travail de mutualisation nécessitera, bien sûr, des ajustements progressifs, une grande souplesse méthodologique, et une vigilance permanente pour que l'outil reste au service des acteurs, et non l'inverse. Il devra être guidé par les mêmes principes que ceux qui fondent le tourisme équitable et solidaire lui-même : la participation, la transparence, la solidarité et le respect des rythmes locaux.

Dans cette perspective, l'association Rencontres au Bout du Monde pourrait jouer un rôle de structure pilote, en testant le modèle proposé dans ce mémoire, puis en contribuant à sa diffusion, à son amélioration et à son adaptation collective. Le chemin reste à construire, mais les bases sont posées.

Conclusion de la troisième partie

La troisième partie de ce mémoire a posé les bases d'une méthodologie expérimentale pour évaluer les retombées économiques du tourisme équitable et solidaire à l'échelle d'une structure associative. À partir du terrain concret offert par l'association Rencontres au Bout du Monde, une démarche souple, qualitative et participative a été construite, conciliant rigueur méthodologique, adaptabilité et respect des valeurs éthiques du modèle étudié.

L'observatoire proposé se veut un outil de gouvernance partagée et d'amélioration continue, destiné à être progressivement mutualisé entre plusieurs structures du secteur, dans une dynamique de réseau et de renforcement collectif. Ce travail, exploratoire par nature, constitue une première étape : il ouvre la voie à des recherches appliquées ultérieures, qui permettront de tester, d'affiner et de valider progressivement le dispositif proposé, en réponse aux hypothèses formulées au début de ce mémoire.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Ce mémoire s'est construit à partir d'un double constat : d'un côté, la richesse et la légitimité d'un modèle touristique alternatif, le tourisme équitable et solidaire, porteur de valeurs fortes et d'engagements concrets pour un développement plus juste ; de l'autre, la difficulté persistante à rendre visibles, compréhensibles et stratégiquement utilisables ses effets économiques sur les territoires d'accueil.

En prenant appui sur un terrain professionnel concret, celui de l'association Rencontres au Bout du Monde, et en croisant cette expérience avec une analyse critique des approches existantes, ce travail a permis de confirmer trois hypothèses de départ.

D'abord, l'absence d'un observatoire structurant et partagé constitue un frein réel à la reconnaissance du tourisme équitable et solidaire. Sans cadre commun de mesure, les structures ne peuvent ni objectiver leurs impacts, ni dialoguer efficacement avec les institutions, ni valoriser pleinement leur modèle.

Ensuite, l'accès à des données fiables et contextualisées est un enjeu central pour ces acteurs. Or, les conditions de production, de collecte et de traitement de ces données sont souvent peu adaptées aux réalités de terrain : faibles moyens humains, outils disparates, asymétries entre partenaires du Nord et du Sud, culture limitée de l'évaluation dans certaines zones rurales.

Enfin, il apparaît clairement que le tourisme équitable et solidaire ne garantit pas mécaniquement des retombées économiques significatives. Celles-ci dépendent de multiples facteurs : le contexte local, le soutien institutionnel, les capacités organisationnelles, la temporalité des projets, mais aussi la manière dont les outils d'évaluation sont pensés et partagés. Sans vigilance méthodologique ni cohérence politique, le risque existe que le modèle perde en impact, voire en crédibilité.

Face à ces constats, ce mémoire a proposé un dispositif méthodologique complet : une grille d'analyse adaptée, des outils de collecte accessibles, un mode de gouvernance partagée et une réflexion éthique sur la donnée. Ce dispositif a été formalisé sous forme d'un observatoire spécifique, à la fois léger, reproductible et aligné sur les valeurs fondatrices du tourisme solidaire. Il s'appuie sur des

indicateurs simples, contextualisés, et destinés autant au pilotage interne qu'à la reddition de comptes ou à la communication externe.

Le terrain de Rencontres au Bout du Monde a permis de tester cette démarche, d'en observer les atouts mais aussi les limites. Ce mémoire n'a pas la prétention d'avoir produit un modèle définitif. Il ouvre au contraire la voie à une expérimentation collective, potentiellement mutualisable à l'échelle d'un réseau, comme celui de l'ATES, avec pour ambition de contribuer à une meilleure structuration du secteur.

Plusieurs perspectives s'ouvrent à la suite de ce travail. À court terme, il serait souhaitable de prolonger l'expérimentation initiée dans ce mémoire sur un panel plus large de projets, dans des contextes géographiques variés. À moyen terme, une réflexion sur la formation des acteurs à l'évaluation solidaire, sur la création d'espaces de dialogue inter-associatifs, et sur la production partagée de référentiels pourrait renforcer la légitimité du secteur face aux exigences externes. Enfin, ce travail pourrait nourrir une réflexion plus large sur la manière dont les outils numériques, les dynamiques de réseau et les méthodes participatives peuvent contribuer à une reconfiguration des formes de connaissance dans l'économie solidaire.

En somme, évaluer n'est pas trahir, mais faire vivre les principes fondateurs d'un modèle exigeant. À condition de ne pas céder à la standardisation, l'observation peut devenir un levier d'émancipation, de reconnaissance et de transformation. Le tourisme équitable et solidaire a encore beaucoup à apporter aux débats contemporains sur les transitions économiques, sociales et écologiques. Il mérite, à ce titre, des outils à sa mesure : justes, lisibles, partagés et vivants.

TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ADTT : Appliquées au Développement des Territoires Touristiques

ATES : Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire

CEF : Commerce Équitable France

CEPAL : Commission Économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes

CRT : Comité Régional du Tourisme

DATAR : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale

ESS : Économie Sociale et Solidaire

INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques

ISTHIA : Institut Supérieur du Tourisme, de l'Hôtellerie et de l'Alimentation

LVT : Loisirs Vacances Tourisme

OMT : Organisation Mondiale du Tourisme (désormais ONU Tourisme)

ONG : Organisation Non Gouvernementale

PIB : Produit Intérieur Brut

TES : Tourisme Équitable et Solidaire

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

UNAT : Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture

VVF : Villages Vacances Familles

BIBLIOGRAPHIE

ACHMAD Fandi, PRAMBUDIA Yudha et ASIH RUMANTI Augustina, 2023, « Sustainable Tourism Industry Development: A Collaborative Model of Open Innovation, Stakeholders, and Support System Facilities », 2023.

ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE (ATES), 2019, *Synthèse de l'étude d'impact du tourisme équitable et solidaire (2017–2019)*, s.l., ATES.

ASSOCIATION POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE (ATES), 2018, *Référentiel Garantie Tourisme Équitable et Solidaire*, s.l.

BACHIMON Philippe, 2012, « Les friches touristiques en Polynésie française – Révélateur d'une crise de la destination et forme de résistance au tourisme international », 16 mars 2012.

BANQUE MONDIALE, 2001, *World Development Report 2001-2002 : Attacking Poverty*, Washington D. C.

BONNET Marie, 2009, « Jean-Pierre Olivier de Sardan, La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique », *Bulletin Amades*, 2009, n° 79.

BRITTON Stephen G., 1982, « The political economy of tourism in the third world », *Annals of Tourism Research*, 1 janvier 1982, vol. 9, n° 3, p. 331-358.

CAIRE Gilles, 2007, « Tourisme solidaire, capacités et développement socialement durable », *Marché et organisations*, 2007, N° 3, n° 1, p. 89-115.

CAIRE Gilles, 2006, « Le tourisme solidaire et équitable: «créneau de solidarité» ou champ d'expérimentations d'un tourisme «socialement durable»? », *Économie et Solidarités*, 2006, vol. 37, n° 2, p. 186-202.

CEPAL (COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE ET LES CARAÏBES), 2021, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean 2021*, Santiago du Chili, Nations Unies.

CESE, 2018, *Promouvoir le tourisme durable dans les Outre-mer*, s.l.

CHAPON Laurine, 2021, « « Cuba, destination oubliée du tourisme de croisières dans les Caraïbes ? ». Perspectives historiques et géographiques », *Études caribéennes*, 4 mars 2021, n° 47.

COHEN Daniel, 2023, *Homo Economicus*, s.l., Le Livre de Poche, 240 p.

DOMÍNGUEZ Irais González, GARCÍA Maribel Osorio et CRUZ Alejandro Delgado, 2021, « Empoderamiento en el turismo rural. Propuesta de un instrumento de medición », *Investigaciones Turísticas*, 15 juillet 2021, n° 22, p. 69-94.

EBER Shirley, 1992, *Beyond the green horizon: principles for sustainable tourism*, s.l., 54 p.

- EL ALAOUÏ Françoise, 2007, *Le Tourisme équitable*, École Supérieure de Gestion de Paris, s.l.
- FENNELL David, 1999, *Ecotourism, An Introduction*, Routledge., s.l., 260 p.
- FOURASTIE Jean, 1979, *Les Trente Glorieuses : ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard., Paris, 301 p.
- GAGNON Serge, 2007, « L'attractivité touristique des territoires », *Téoros*, 2007, vol. 26, n° 2, p. 3-4.
- GASCÓN Jordi, 2013, « The limitations of community-based tourism as an instrument of development cooperation: the value of the Social Vocation of the Territory concept », *Journal of Sustainable Tourism*, 2013, vol. 21, n° 5, p. 716-731.
- GLAESSER Dirk, KESTER John, PAULOSE Hanna, ALIZADEH Abbas et VALENTIN Birka, 2017, « Global travel patterns: an overview », *Journal of Travel Medicine*, 1 juillet 2017, vol. 24, n° 4.
- GRET, 2006, *Tourisme solidaire et développement durable*, Les Éditions du Gret., s.l., 119 p.
- GUTTENTAG Daniel, 2015, « Airbnb: Disruptive innovation and the rise of an informal tourism accommodation sector », *Current Issues in Tourism*, 2015, vol. 18, n° 12, p. 1192-1217.
- HATT Émeline, 2020, « Aménagement touristique des littoraux et planification en France : entre attractivité et durabilité », *Géographie, économie, société*, 15 juillet 2020, vol. 22, n° 1, p. 81-104.
- HIGGINS-DESBIOLLES Freya, 2006, « More than an “industry”: The forgotten power of tourism as a social force », *Tourism Management*, 1 décembre 2006, vol. 27, n° 6, p. 1192-1208.
- HOARAU Jean-François et GOAVEC Claire, 2015, « Vulnérabilité économique structurelle et dépendance touristique : quels enseignements pour les petites économies insulaires en développement », 2015, p.157-188.
- HUANG Jia, 2024, « Quand les minorités chinoises deviennent un « attrait » touristique : le cas des provinces du nord-est de la Chine », *Université d'Angers*, 2024, p. 433.
- KNAFOU Rémy et PICKEL Sylvine, 2011, « Tourisme et “développement durable” : de la lente émergence à une mise en œuvre problématique », *Géoconfluences*, 4 février 2011.
- KROMM Claire, 2007, *Évaluer les retombées d'un projet. Démarche, conseils, cas concrets*, Revue Espaces., s.l., 70 p.
- LALIBERTE Michèle, « Le tourisme durable, équitable, solidaire, responsable, social... : un brin de compréhension », *Téoros*.
- LAVILLE Jean-Louis, 2007, *L'économie solidaire : une perspective internationale*, Hachette Littératures., s.l., (coll. « Pluriel »), vol.1, 383 p.

- MINCA Claudio, 2009, « The Island: Work, Tourism and the Biopolitical », *Tourist Studies*, 2009, vol. 9, n° 2, p. 88-108.
- MINISTERE DE LA TRANSFORMATION ET DE LA FONCTION PUBLIQUE, 2023, *Rapport de la mission Data et territoires*, s.l.
- MINISTRE DELEGUE CHARGE DU DEVELOPPEMENT et MINISTRE DELEGUE CHARGE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET DE LA CONSOMMATION, 2013, *Plan d'action national en faveur du commerce équitable*, s.l.
- NAVARRO-DRAZICH, DIEGO et LORENZO, CRISTIAN, 2021, « Sensitivity and vulnerability of international tourism by covid crisis: South America in context », *Research in Globalization*, 12 mai 2021, vol. 3.
- NIETZSCHE Friedrich, *Ainsi parlait Zarathoustra*, s.l., Pierre Hidalgo, 488 p.
- ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT), 2021, *International Tourism Highlights, 2020 Edition*, Madrid.
- ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT), 2018, *Tourism and the Sustainable Development Goals – Journey to 2030*, s.l.
- ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT), 2017, *2017 est l'Année internationale du tourisme durable pour le développement*, s.l.
- PARRINELLO Giacomo et BÉCOT Renaud, 2019, « Regional Planning and the Environmental Impact of Coastal Tourism: The Mission Racine for the Redevelopment of Languedoc-Roussillon's Littoral », *Humanities*, 2019, vol. 8, n° 1, p. 13.
- PASTRAN Sasha Hanson, « Volunteer Tourism: A Postcolonial Approach », *University of Saskatchewan Undergraduate Research Journal*, vol. 1, n° 1.
- PIKETTY Thomas, 2013, *Le Capital au XXIe siècle*, Éditions du Seuil., Paris, Média Diffusion (coll. « Les Livres du nouveau monde »), 970 p.
- PNUE ET ORGANISATION MONDIALE DU TOURISME (OMT), 2005, *Vers un tourisme durable – Guide à l'usage des décideurs*, Madrid.
- PRINCIPAUD Jean-Philippe, 2014, « De la difficulté de développer le tourisme solidaire en Afrique subsaharienne: L'exemple (déjà ancien) du « tourisme rural intégré » en Basse-Casamance », *Téoros*, 2 mai 2014, vol. 29, n° 1, p. 90-99.
- PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT (PNUD), 2018, *Tourism for Sustainable Development in Least Developed Countries*, s.l.
- RAJAONSON Juste et A. TANGUAY Georges, 2012, « Stratégie de sélection d'indicateurs de tourisme durable pour les régions de la Gaspésie et des Îles de la Madeleine », *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 3 août 2012, vol. 31, n° 3.
- SACAREAU Isabelle, 2007, « Au pays des bons sentiments : quelques réflexions critiques à propos du tourisme solidaire », *Téoros. Revue de recherche en tourisme*, 1 septembre 2007, vol. 26, n° 3, p. 6-14.

- SCHEOU, BERNARD, BLANCHET, VIVIEN, et CARIMENTRAND, AURELIE, 2012, *Tourisme Équitable - Dictionnaire Du Commerce Équitable*, Quae., s.l., p. 222-230 p.
- SCHEOU Bernard et MICHEL Frank, 2009, *Du tourisme durable au tourisme équitable: Quelle éthique pour le tourisme de demain ?*, Bruxelles, DE BOECK SUP, 311 p.
- SCHEYVENS Regina, 2002, *Tourism for Development: Empowering Communities*, s.l.
- SØRENSEN Flemming et GRINDSTED Thomas Skou, 2021, « Sustainability approaches and nature tourism development », *Annals of Tourism Research*, 1 novembre 2021, vol. 91.
- THE INTERNATIONAL ECOTOURISM SOCIETY (TIES)- SOCIÉTÉ INTERNATIONALE D'ÉCOTOURISME, 1991, « Ecotourism: Towards Congruence Between Theory and Practice », 1991, vol. 20, (coll. « Tourism Management »), p. 123-132.
- TONGAHARITINA Mireille Natacha, 2019, *Pays émergent du Tourisme de Luxe et TIC, dans une dynamique de Développement Durable Cas des écolodges de Luxe à Madagascar*, Isthia / Université Toulouse Jean Jaurès, s.l., 159 p.
- TREANTON Jean-René, 1963, « Joffre Dumazedier, Vers une civilisation du loisir ?, 1962 », *Sociologie du travail*, 1963, p. 301.
- UNWTO, 2021, *Tourism: From Crisis to Transformation. UNWTO and the COVID-19 Crisis*, s.l., 31 p.
- VIOLIER Philippe, 2023, « L'écoumène touristique entre permanences et discontinuités », *L'Information géographique*, 6 juillet 2023, vol. 87, n° 2, p. 26-45.
- VIOLIER Philippe, 2016, « La troisième révolution touristique », 1 septembre 2016.
- WONG Cecilia, 2006, *Indicators for Urban and Regional Planning: The Interplay of Policy and Methods*, London, Routledge, 240 p.
- XIE Philip Feifan, 2010, *Authenticating Ethnic Tourism*, s.l., Channel View Publications.

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Les principes fondamentaux du tourisme équitable et solidaire	12
Figure 2 : Les dates clés du TES (données de l'ATES).....	23
Figure 3 : Valeurs de l'économie solidaire et réformes des pratiques touristiques (Caire 2006, p. 192)	25
Figure 4 : Répartition des statuts juridiques des membres actifs de l'ATES.....	40
Figure 5 : Degré d'engagement des Français vers une consommation responsable (ObSoCo, 2023)	42
Figure 6 : Label « Agir pour un Tourisme Responsable » (ATR).....	46
Figure 7 : Label « Tourisme Équitable » (ATES).....	46

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION GÉNÉRALE	6
PARTIE 1 : LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE ET SES ENJEUX.....	8
INTRODUCTION DE LA PREMIERE PARTIE	9
CHAPITRE 1 : HISTORIQUE ET CONTEXTE DU TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE	10
1. <i>Définition synthétique des principes fondamentaux du tourisme équitable et solidaire</i>	10
2. <i>Évolution historique du tourisme depuis les années 1950–60</i>	12
3. <i>Dissensions, tensions et controverses dans le développement touristique</i>	15
4. <i>Le rôle des acteurs clés</i>	18
5. <i>L'émergence du tourisme équitable et solidaire (1980–1990)</i>	20
CHAPITRE 2 : UNE DEFINITION APPROFONDIE : UNE DEMARCHE ISSUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS).....	24
1. <i>Fondements éthiques, économiques et politiques</i>	24
2. <i>Une distinction nette d'avec le tourisme de masse</i>	27
3. <i>Tourisme équitable vs tourisme durable : complémentarité ou confusion ?</i>	30
4. <i>Tourisme équitable, écotourisme, volontourisme, modèles collaboratifs : quelles frontières ?</i> ... 34	
5. <i>Le tourisme équitable comme levier de développement des territoires</i>	37
CHAPITRE 3 : OBSTACLES STRUCTURELS AU DEVELOPPEMENT DU TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE	39
1. <i>Faible visibilité dans les politiques touristiques</i>	39
2. <i>La mesure de l'impact économique : un angle mort ?</i>	42
3. <i>Greenwashing, récupération et obstacles géopolitiques</i>	45
4. <i>Défis de la collecte et de l'exploitation des données</i>	48
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	51
PARTIE 2 : DE LA DIFFICULTÉ DE MESURER L'IMPACT ÉCONOMIQUE DU TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE.....	53
INTRODUCTION DE LA DEUXIEME PARTIE	54
CHAPITRE 1 : IL N'EXISTE PAS D'OBSERVATOIRE STRUCTURANT POUR LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE, CE QUI COMPLIQUE LA MESURE DE SON IMPACT ECONOMIQUE	55
1. <i>L'absence d'un observatoire sectoriel : un enjeu central pour la reconnaissance du tourisme équitable et solidaire</i>	55
2. <i>Difficultés structurelles de mise en place d'un observatoire spécifique</i>	57
3. <i>La dépendance aux financements occidentaux : une limite à la viabilité ?</i>	60
4. <i>En Occident, une approche industrielle du tourisme encore dominante</i>	63
5. <i>Vers une approche plus holistique et intégrée de l'observation</i>	65
CHAPITRE 2 : LES DIFFICULTES DE COLLECTE SUR LE TERRAIN : ENTRE CLOISONNEMENT, MANQUE DE MOYENS ET LOGIQUES DE FRAGMENTATION.....	67
1. <i>Des partenaires locaux sous-équipés et peu formés</i>	68
2. <i>Méthodes existantes et leurs limites</i>	70
3. <i>Le stockage, le financement et la gouvernance des données</i>	72
4. <i>Comparaison des approches existantes et pistes de solutions</i>	75
5. <i>Une question éthique incontournable : qui collecte, qui interprète, qui décide ?</i>	78
CHAPITRE 3 : LE TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE NE GÈNERE PAS TOUJOURS LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ESCOMPTÉES, COMPARE A D'AUTRES FORMES DE TOURISME	80
1. <i>Un modèle fragilisé par des contextes politiques et géopolitiques défavorables</i>	80
2. <i>Une reconnaissance institutionnelle encore marginale</i>	82

3. <i>Une approche économique en silo : le tourisme n'est pas (encore) une industrie sérieusement reconnue</i>	84
4. <i>Retombées économiques limitées et difficilement mesurables</i>	86
5. <i>Problèmes d'éthique et de transparence dans l'évaluation des effets économiques</i>	89
6. <i>Est-il pertinent de comparer le tourisme équitable et solidaire à d'autres formes de tourisme ?</i>	91
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE	93
PARTIE 3 : PROPOSITION METHODOLOGIQUE POUR L'ÉVALUATION DU TOURISME ÉQUITABLE ET SOLIDAIRE	95
INTRODUCTION DE LA TROISIEME PARTIE	96
CHAPITRE 1 : PRESENTATION DU TERRAIN D'ETUDE, L'ASSOCIATION RENCONTRES AU BOUT DU MONDE	96
CHAPITRE 2 : APPROCHE METHODOLOGIQUE ENVISAGEE	98
1. <i>Justification de la démarche méthodologique</i>	98
2. <i>Positionnement méthodologique</i>	99
3. <i>Construction d'une grille d'analyse adaptée</i>	101
4. <i>Outils envisagés pour la collecte des données</i>	103
5. <i>Limites et biais méthodologiques</i>	104
CHAPITRE 3 : OBJECTIFS ET MISE EN ŒUVRE	107
1. <i>Objectifs et périmètre d'un observatoire spécifique</i>	107
2. <i>Principes fondateurs et valeurs éthiques</i>	108
3. <i>Composantes principales du dispositif</i>	111
4. <i>Technologies et outils mobilisables</i>	112
5. <i>Conditions de mise en œuvre</i>	114
6. <i>Vers une mutualisation à l'échelle d'un réseau</i>	115
CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE	117
CONCLUSION GÉNÉRALE	118
TABLE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	120
BIBLIOGRAPHIE	121
TABLE DES FIGURES	125

Mesurer l'impact du tourisme équitable et solidaire

Résumé

Le tourisme équitable et solidaire s'inscrit dans une démarche de transformation des rapports entre voyageurs et communautés d'accueil, en promouvant des pratiques participatives, redistributives et ancrées dans le développement local. Pourtant, ses effets économiques réels restent difficiles à mesurer, ce qui freine sa reconnaissance institutionnelle. Ce mémoire interroge les conditions nécessaires à la mise en place d'un observatoire spécifique, capable de rendre visibles les retombées économiques positives du modèle. À partir d'une immersion en alternance au sein de l'association Rencontres au Bout du Monde, il propose une démarche méthodologique complète, fondée sur une grille d'analyse adaptée, des outils simples, et une gouvernance partagée de la donnée. Le mémoire débouche sur une modélisation d'observatoire léger, reproductible et éthique, à destination des acteurs du tourisme solidaire.

Mots-clés : tourisme équitable et solidaire, impact économique, indicateurs, observatoire, développement local, économie sociale et solidaire

Assessing the Impact of Fair and Solidarity Tourism

Abstract

Fair and solidarity-based tourism aims to transform relationships between travellers and host communities by promoting participatory, redistributive practices rooted in local development. Yet its actual economic impacts remain difficult to assess, limiting its institutional recognition. This thesis explores the conditions required to implement a dedicated observatory capable of making the model's positive economic effects more visible. Based on a professional placement within the association Rencontres au Bout du Monde, the research proposes a comprehensive methodological framework combining an adapted analysis grid, simple tools, and shared data governance. It concludes with a proposal for a lightweight, ethical and transferable observatory model designed for solidarity tourism actors.

Keywords: *fair and solidarity tourism, economic impact, indicators, observatory, local development, social and solidarity economy*